

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/580/Add.7  
2 novembre 2012

(12-6038)

Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce

Original: anglais

## RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

Union européenne

### Addendum

La communication ci-après, datée du 2 octobre 2012, est distribuée à la demande de la délégation de l'Union européenne.

---

Le présent document complète les renseignements concernant la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC qui ont été fournis dans le document IP/C/W/558/Add.7 daté du 21 février 2012.

### **I. OBSERVATIONS GÉNÉRALES**

1. Le présent document est distribué conformément à la Décision du Conseil des ADPIC, datée du 19 février 2003, aux termes de laquelle les pays développés Membres doivent présenter des rapports annuels sur les mesures qu'ils ont prises ou envisagent de prendre conformément aux engagements qu'ils ont contractés en vertu de l'article 66:2 (incitations offertes à leurs entreprises ou institutions afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés Membres).

2. Comme convenu au Conseil des ADPIC, le présent document est un rapport détaillé sur les incitations aux transferts de technologie mises en place par l'UE et ses États membres.

### **II. PORTÉE ET NATURE DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS**

3. Aux fins du présent document, on entend par transfert de technologie les moyens utilisés par les entreprises, particuliers et organisations pour acquérir de la technologie ou un savoir-faire de sources étrangères. Il existe plusieurs types de technologie et plusieurs filières de transmission: en effet, l'acquisition par les pays les moins avancés (PMA) d'une base technologique solide et viable ne dépend pas seulement de la fourniture d'objets matériels ou d'équipements, mais aussi de l'acquisition d'un savoir-faire, de compétences de gestion et de production, d'un meilleur accès aux sources de connaissances, ainsi que de l'adaptation aux conditions économiques, sociales et culturelles locales.

4. De nos jours, le secteur privé – et, en particulier, le secteur commercial – est sans conteste la principale source de technologie et, de ce fait, le transfert de technologie est souvent un simple élément d'un projet complexe plutôt qu'une activité autonome. En effet, de nombreux projets comportent des aspects relatifs au transfert de technologie qui sont désignés par l'appellation

"assistance technique". La plupart des projets réalisés dans des secteurs comme l'énergie, l'eau, l'agriculture, la gouvernance et l'infrastructure contiennent un transfert de savoir-faire et de technologie.

5. Les efforts faits par les gouvernements des pays développés pour encourager et promouvoir le transfert de technologie sont habituellement freinés par deux facteurs: 1) la grande majorité de ces technologies ne leur appartiennent pas; 2) ils ne peuvent pas obliger le secteur privé à transférer ces technologies. Les incitations peuvent donc uniquement prendre la forme d'encouragement, de promotion et de facilitation de projets qui s'inscrivent dans le cadre d'une approche globale et exhaustive du développement.

6. Enfin, il convient de garder à l'esprit qu'aucun programme de transfert de technologie n'est consacré spécifiquement aux pays les moins avancés. Les initiatives de l'UE ciblent généralement certains pays, groupes de pays ou régions, car l'UE soutient résolument l'intégration régionale, qui favorise une meilleure compréhension et renforce les liens politiques et économiques entre pays voisins. Néanmoins, dans son approche de la répartition de l'aide et des incitations, l'UE porte une attention particulière à la situation des pays les moins avancés et des autres pays à faible revenu.

### III. ACTION DE L'UNION EUROPÉENNE

#### A. ÉDUCATION

7. Le transfert de savoir-faire est également présent dans des projets dans le domaine de l'éducation. La Commission européenne finance un programme appelé "Erasmus mundi", qui donne à des étudiants de pays tiers la possibilité de poursuivre leurs études de maîtrise ou de doctorat dans l'Union européenne, et soutient des programmes de partenariat entre des établissements d'enseignement supérieur situés dans l'Union européenne et dans des pays tiers. Au cours des cinq dernières années, environ 1 millier d'étudiants provenant de 36 PMA ont bénéficié de bourses **Erasmus Mundi** pour faire des maîtrises ou des doctorats et ont pu repartir avec des connaissances qui ont été et seront mises à profit dans leur pays d'origine. Des programmes de partenariat avec des universités existent pour les États d'Afrique et des Caraïbes et dix autres PMA dans le cadre du programme **EduLink** (pour un montant de 35 millions d'euros). Le génie, la recherche ainsi que l'innovation et le design sont au nombre des domaines d'étude. Les programmes couvrent également le financement de la participation d'étudiants aux cours dispensés dans ces universités de l'Union européenne.

8. Par ailleurs, la Commission européenne accorde des bourses internationales entrantes à des chercheurs étrangers provenant de pays tiers dans le cadre du programme "Marie Curie". Les chercheurs sélectionnés obtiennent un financement qui leur permet de se rendre dans l'Union européenne pour participer à des projets de recherche dans leur domaine de compétence. De 2007 à 2012, plus de 550 chercheurs ont été accueillis pour un coût de 103,6 millions d'euros.

#### B. PROGRAMME ACP POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE II

9. Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique comprend tous les PMA sauf les neuf PMA d'Asie. En 2012, cette partie du programme ACP consacre 20 millions d'euros au soutien de projets de renforcement des capacités dans le domaine de la science et de la technologie. Ce programme complète également le programme thématique de sécurité alimentaire (FSTP), qui est centré sur la coopération et le renforcement des capacités en matière de recherche et de technologie et bénéficie d'un financement de 233 millions d'euros.

10. Les objectifs généraux sont les suivants:

- renforcer la capacité des États ACP dans les domaines de la science et de la technologie et de l'innovation en mettant en particulier l'accent sur des approches intégrées favorisant la création, l'assimilation et l'utilisation de connaissances scientifiques dans les institutions et chez les acteurs sociaux et économiques des pays ACP;
- améliorer l'utilisation de la science et de la technologie en tant que moyens essentiels de réduire la pauvreté, et d'assurer la croissance et le développement socioéconomiques;
- contribuer à la diffusion et à l'adoption des biotechnologies pertinentes pour la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans les pays ACP.

C. PROGRAMME INTRA-ACP – SOUTIEN AU CENTRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE

11. Ce programme vise à encourager la réduction de la pauvreté grâce à une croissance économique soutenue. L'objectif visé est de soutenir le développement des petites et moyennes entreprises du secteur privé et le budget est de 18 millions d'euros. Les actions menées comprennent le transfert de connaissances sur les règles commerciales et l'assistance dans l'élaboration de plans d'entreprise élémentaires.

12. Les objectifs du Centre pour le développement de l'entreprise (CDE) sont les suivants:

- faciliter les partenariats d'entreprises ACP-UE;
- développer des services de soutien aux entreprises;
- soutenir des activités et des organismes de promotion de l'investissement;
- soutenir le transfert de technologie et les compétences de gestion.

D. PROGRAMME ACP – TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (@CP-ICT)

13. Dans le domaine des technologies de l'information, l'UE finance (à hauteur de 20 millions d'euros) un programme intitulé @CP-ICT dont l'objectif général est de soutenir les gouvernements et institutions des pays ACP dans la définition, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de leurs politiques nationales et régionales en matière de TIC pour le développement durable en fournissant des conseils en matière de politique, des formations et un renforcement des capacités de qualité qui correspondent aux normes internationales, mais sont pertinents au niveau local.

E. SEPTIÈME PROGRAMME-CADRE – DIRECTION GÉNÉRALE DE LA RECHERCHE

**1. Description générale**

14. La coopération internationale en matière de recherche et de développement technologique (RDT) s'inscrit dans le *Programme-cadre de l'Union européenne pour des actions communautaires de recherche, de développement technologique et de démonstration*, selon deux modalités complémentaires:

- le volet de coopération internationale, intégré dans chaque programme, qui permet d'associer des partenaires du pays tiers aux projets;
- l'ouverture des programmes de mobilité de l'UE à des pays tiers, pour permettre à des chercheurs de pays en développement d'acquérir une formation en Europe tout en acquérant un bagage substantiel pour leur retour.

15. Au titre du 7<sup>ème</sup> Programme-cadre (2007-2013), les pays partenaires de la coopération internationale ont jusqu'à présent reçu une contribution de l'UE qui s'est élevée au total à 380 millions d'euros sous la forme d'octroi de contrats. Même s'il s'agit de projets de recherche-développement, il va de soi que la collaboration avec des établissements de recherche de pays développés donne lieu implicitement à un transfert de technologie (de façon soit formelle, soit informelle, par exemple grâce aux droits d'accès) entre participants, en particulier en faveur d'entités des PMA.

**2. Pays bénéficiaires**

16. Le Programme-cadre est ouvert à tous les pays; toutefois, certaines activités visent spécifiquement les pays les moins avancés. Pour en savoir plus, prière de consulter le site Web de l'UE à l'adresse suivante: [http://ec.europa.eu/research/iscp/pdf/newapproach\\_fr.pdf](http://ec.europa.eu/research/iscp/pdf/newapproach_fr.pdf).

**3. Entreprises ou institutions admissibles**

17. Tous les instituts de recherche-développement et établissements d'enseignement supérieur légalement constitués dans des pays tiers.

**4. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

18. Le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre pour l'Afrique 2010 couvre la recherche dans les domaines de la santé, de l'alimentation, de l'agriculture, de la pêche ainsi que des biotechnologies et de l'environnement. Le budget alloué à ce programme s'élève à 63 millions d'euros. Ce programme englobe des actions menées au niveau régional dans le domaine de la science et de la technologie. Par exemple, CAAST-Net encourage la coopération dans la région subsaharienne ([http://ec.europa.eu/research/iscp/pdf/inconet\\_sub\\_saharan\\_africa\\_110913.pdf](http://ec.europa.eu/research/iscp/pdf/inconet_sub_saharan_africa_110913.pdf)).

19. EUCARINET soutient un réseau de recherche en science et technologie dans les Caraïbes ([http://ec.europa.eu/research/iscp/pdf/eucarinet\\_110913.pdf](http://ec.europa.eu/research/iscp/pdf/eucarinet_110913.pdf)). Mis sur pied en 2010, ce programme durera quatre ans et dispose d'un budget de 1,5 million d'euros.

20. Le tableau ci-après présente une liste de projets et programmes gérés par la Direction générale de la recherche (DG RDT) et lancés après juillet 2011. La plupart des projets ont une durée de trois ou quatre ans.

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
Asie	Transfert de technologie à des fins de sécurité alimentaire	DCI-FOOD/2010/021-996 (24 250 585 €) Le but général est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations les plus démunies et les plus vulnérables en Asie du Sud et du Sud-Est (Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Lao, Népal et Pakistan, Inde) grâce à une amélioration de l'accès à la technologie agricole. Pour atteindre cet objectif général, le Programme vise les objectifs particuliers suivants: 1) relever de façon durable la productivité agricole; 2) améliorer les liens avec les marchés pour les intrants, les services et les produits; 3) appuyer et renforcer les institutions locales.
Corée du Nord	Fourniture de machines et d'équipements	DCI-FOOD/2010-022-209 (2 000 000 d'€) Fourniture de machines et d'équipements de petite et moyenne tailles à des exploitations agricoles collectives ou à d'autres établissements contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire en RPDC.
Afrique, régions	Économie verte et entrepreneuriat social et environnemental en Afrique	DCI-ENV/2010/242-703 (3 200 000 €) L'objectif général est de s'assurer que les gouvernements et les parties prenantes réorientent les politiques et les investissements vers les secteurs de l'économie verte, comme l'énergie renouvelable, l'agriculture durable, les forêts, l'eau, le tourisme et la gestion des déchets; de renforcer les capacités locales; et d'améliorer l'entrepreneuriat social et environnemental. Les objectifs spécifiques sont de stimuler l'investissement et les initiatives stratégiques qui appuient les objectifs de l'économie verte et la création d'activités entrepreneuriales sociales et environnementales en Afrique.
Afrique, régions	Programme de coopération pour l'énergie renouvelable entre l'Afrique et l'UE – Phase de démarrage	DCI-ENV/2010/247-140 (5 000 000 d'€) L'objectif général du RECP est de stimuler un développement économique et social durable en Afrique grâce à une plus grande utilisation des sources d'énergie renouvelables de l'Afrique. Le soutien apporté par l'UE à la phase de démarrage a pour but de jeter les bases du Programme décennal de coopération pour l'énergie renouvelable entre l'Afrique et l'UE (y compris les intrants nécessaires à la planification/préparation et à la mobilisation d'une plus grande participation des États membres de l'UE) et de mettre efficacement en œuvre les premières activités du programme, y compris en ce qui concerne l'élaboration des politiques, le développement des marchés et la mobilisation d'un financement.
Afrique, régions	Phase II du Programme ACP pour la science et la technologie	DCI-AFS/2010/022-313 (20 000 000 d'€) Les objectifs généraux, tels qu'ils sont définis dans la stratégie intra-ACP du 10 <sup>ème</sup> FED sont les suivants: <ul style="list-style-type: none"> <li>- remédier à la fracture scientifique et renforcer la capacité des États ACP dans les domaines des sciences et de la technologie (S&amp;T) et de l'innovation (PSTICB-2) en mettant en particulier l'accent sur des approches intégrées favorisant la création, l'assimilation et l'utilisation de connaissances scientifiques dans les institutions et chez les acteurs sociaux et économiques des pays ACP;</li> <li>- améliorer l'utilisation de la science et de la technologie en tant que moyens essentiels de réduire la pauvreté, et d'assurer la croissance et le développement socioéconomiques;</li> <li>- contribuer à la diffusion et à l'adoption des biotechnologies pertinentes pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté dans les pays ACP.</li> </ul>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>L'objectif spécifique est de contribuer au renforcement des capacités dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation dans les pays ACP.</p> <p>Tous les projets bénéficiant d'une aide mettront l'accent sur les expériences interrégionales et interinstitutionnelles, en insistant sur le renforcement des réseaux à l'intérieur des systèmes d'innovation. Il sera obligatoire de mettre en place des mécanismes appropriés pour la diffusion des résultats.</p>
Bangladesh	<p>Aquaculture pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la nutrition</p> <p>Lancé le 01/01/2012</p>	<p>L'aquaculture est généralement considérée comme importante pour accroître la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et améliorer la nutrition. Toutefois, peu de renseignements sont disponibles concernant les répercussions directes et indirectes de l'aquaculture sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans la plupart des pays en développement et des pays à faible revenu et à déficit alimentaire. L'enrichissement de la base de connaissances concernant l'aquaculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre de ce projet fournira les éléments d'information qui serviront de fondement à une affectation judicieuse des ressources et à l'élaboration de stratégies, et ultérieurement à la planification, à la mise en œuvre et à la coordination efficaces de programmes de développement et de recherche soutenant l'essor durable de l'aquaculture et renforçant son incidence sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Le projet doit être mis en œuvre par 18 partenaires dans 11 pays à faible revenu et à déficit alimentaire, par 3 partenaires de l'UE et par 3 organisations internationales. Il enrichira la base de connaissances concernant la sécurité alimentaire et la pauvreté, et favorisera la mise au point de méthodes nouvelles ou plus rigoureuses pour l'évaluation de la contribution de l'aquaculture à la lutte contre la faim et la pauvreté dans les pays en développement et les pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Cela favorisera une meilleure compréhension de la contribution de l'aquaculture au développement humain. Les pays partenaires dans le cadre du projet ont été choisis sur la base de plusieurs conditions en matière de développement humain et d'efforts déployés au niveau national pour inclure l'aquaculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire nationale et de réduire la pauvreté. Ils représentent toutes les grandes régions qui pratiquent l'aquaculture et les pays partenaires de la coopération internationale (PPCI) dans lesquels l'aquaculture contribue grandement à l'économie nationale, dont le nombre d'exploitations aquicoles de petite taille est élevé et dont le commerce international des poissons et des produits de la pêche est important. Les résultats du projet seront portés à l'attention de pays et de partenaires de développement, en particulier l'UE, et les résultats aideront les pays à faible revenu et à déficit alimentaire ainsi que différents partenaires de développement à améliorer l'efficacité et la coordination des initiatives de développement axées sur l'aquaculture en tant que moyen de promouvoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.</p> <p>Participant: FORUM DE RECHERCHE SUR LA PÊCHE DU BANGLADESH (BANGLADESH FISHERIES RESEARCH FORUM) (Contribution de la CE: 24 000 €) Coût total du projet: 1 062 072 €</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
Bangladesh	<p>Prédicteurs de l'issue foetale basés sur la génomique et le mode de vie pour le diabète et l'obésité et leur pertinence pour les stratégies de prévention dans les populations d'Asie du Sud</p> <p>Lancé le 01/02/2012</p>	<p>Bien que le diabète et l'obésité aient une forte composante génétique, la prévalence de plus en plus grande de ces troubles est attribuable à l'adaptation à un environnement en mutation. L'épicentre de l'"épidémie de diabète" se trouve en Asie du Sud et cela transparait dans les populations migrantes en Europe. Les stratégies de prévention actuelles sont centrées sur l'adulte et ciblent la surnutrition chez les adultes très vulnérables. Toutefois, pour de nombreux groupes de population dans le monde, ces stratégies font abstraction de nombreux principes clés qui sous-tendent la prévalence mondiale grandissante de ces maladies. Un pourcentage important de Sud-Asiatiques subissent des privations nutritionnelles lorsqu'ils vivent dans leur pays d'origine. Après avoir émigrés en Europe, ils peuvent être exposés à une abondance nutritionnelle qui entraîne un déséquilibre pendant toute leur vie. Ces conditions sont particulièrement importantes au stade foetal et pendant la petite enfance lorsque des lésions environnementales peuvent interagir avec un risque génétique pour induire la "programmation foetale" d'une maladie métabolique chez l'adulte. Peu de groupes ont ciblé la programmation pendant la petite enfance comme un moyen de prévenir le diabète/l'obésité chez l'enfant et, plus tard, chez l'adulte, et il y a peu de recommandations sur cette question. Le don proposé permettra de constituer un groupe unique composé de chercheurs d'Asie du Sud (Inde, Bangladesh et Pakistan) et d'Europe (Royaume-Uni, Norvège, Allemagne et Finlande) ainsi que de PME possédant une expertise complémentaire (Allemagne et Espagne) dans les domaines des stratégies de prévention, de la génomique d'avant-garde, des sciences sociales et de la santé publique qui privilégient ces prédicteurs de maladie au stade de la petite enfance. Le principal objectif qui sous-tend cette approche collaborative et multidisciplinaire est la mise en commun des connaissances issues d'ensembles de tâches sur le mode de vie, la nutrition et la génomique pour éclairer la politique en matière de santé publique au moyen de l'élaboration de lignes directrices et pour concevoir une intervention pragmatique d'envergure visant à prévenir le syndrome métabolique, l'obésité et le diabète chez les populations sud-asiatiques pendant la petite enfance compte tenu des effets multigénérationnels.</p> <p>Participant: ASSOCIATION DES DIABÉTIQUES DU BANGLADESH (DIABETIC ASSOCIATION OF BANGLADESH – DAB) (Contribution de la CE: 94 803 €) Coût total du projet: 3 887 201 €</p>
Bangladesh	<p>Quantification des impacts prévus d'un réchauffement inférieur à 2 °C</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>Les débats politiques sur l'objectif européen consistant à limiter le réchauffement planétaire à 2 °C doivent être éclairés par les meilleurs éléments scientifiques disponibles sur les impacts prévus et les avantages possibles. Le projet IMPACT2C enrichit les connaissances, quantifie les impacts en matière de changement climatique et adopte une structure claire et logique, concernant la modélisation du climat et des conséquences, les vulnérabilités, les risques et les coûts économiques ainsi que les réponses potentielles, qui s'inscrit dans une analyse sectorielle paneuropéenne. Dans le cadre de ce projet, différents modèles sont utilisés par une équipe multidisciplinaire constituée d'experts internationaux qui évaluent les effets sur l'eau, l'énergie, l'infrastructure, les littoraux, le tourisme, la sylviculture, l'agriculture, les services écosystémiques, et les interactions entre le climat et la santé et la qualité de l'air. Le projet IMPACT2C introduit des innovations clés. Premièrement, des</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>hypothèses/scénarios socioéconomiques harmonisés seront utilisés pour que les évaluations individuelles et intersectorielles soient alignées sur le scénario de 2 °C (1,5 °C) tant pour les conséquences que pour l'adaptation, par exemple en ce qui concerne les pressions exercées sur l'utilisation des sols entre l'agriculture et la sylviculture. Deuxièmement, le projet a pour thème central l'incertitude, et un cadre méthodologique intégrant d'une manière cohérente les incertitudes dans et entre les différents secteurs sera élaboré. Ce faisant, l'analyse des réponses d'adaptation dans un contexte d'incertitude sera renforcée. Enfin, une perspective intersectorielle est adoptée pour compléter l'analyse sectorielle. Plusieurs études de cas seront réalisées concernant des secteurs particulièrement vulnérables, exposés à de multiples impacts (par exemple, la Méditerranée), l'accent étant mis sur les interactions intersectorielles (par exemple, la concurrence concernant l'utilisation des terres) et les thèmes communs (par exemple, les villes). Le projet évalue également les impacts des changements climatiques dans quelques-unes des régions du monde les plus vulnérables: le Bangladesh, l'Afrique (les bassins du Nil et du Niger) et les Maldives. Le projet IMPACT2C intègre et synthétise les résultats obtenus qui permettront de sensibiliser l'opinion publique et seront aisément communicables à un large public, et ceux qui seront utiles pour des négociations stratégiques.</p> <p>Participant: CENTRE DE HAUTES ÉTUDES DU BANGLADESH – ASSOCIATION (BANGLADESH CENTRE FOR ADVANCED STUDIES ASSOCIATION) (Contribution de la CE: 45 285 €). Participant: INSTITUT DE MODÉLISATION DES EAUX (INSTITUTE OF WATER MODELLING) (Contribution de la CE: 72 000 €) Coût total du projet: 8 447 372 €</p>
Burkina Faso	<p>Biotechnologie pour l'approvisionnement durable en eau en Afrique</p> <p>Lancé le 01/08/2011</p>	<p>Le traitement des eaux polluées avant leur utilisation est pratiquement le seul moyen de faire face à la pénurie grandissante d'eau. Le traitement des eaux et l'élimination des polluants, principalement des organismes pathogènes, des xénobiotiques et des métaux lourds, présentent des défis de taille, mais sont indispensables pour des raisons ayant trait à la santé humaine et à l'environnement. Or, la plupart des régions dans les pays en développement ne peuvent pas assumer les coûts de systèmes perfectionnés et spécialisés. De nombreuses méthodes d'épuration des eaux sont basées sur des procédés biochimiques naturels utilisant les végétaux ou les micro-organismes. La biotechnologie est un outil utile qui débouche sur des produits et des procédés améliorés visant à préserver durablement l'environnement, et laisse présager divers avantages pour la gestion des eaux résiduaires de manière économique et efficace dans le monde. Certaines techniques biotechnologiques sont très perfectionnées, mais d'autres sont simples, peu coûteuses et adaptées aux conditions et ressources locales des pays en développement. Ces systèmes de traitement biologique naturel comprennent le lagunage, le traitement par épandage, la phytodépuration ou les systèmes palustres construits. Ils peuvent être utilisés en tant que traitement de purification secondaire ou tertiaire, permettant l'élimination des micro-organismes pathogènes et la dégradation des polluants organiques, de façon à ce que les eaux usées puissent être recyclées pour l'irrigation et un usage domestique, et, ainsi, à ce que les pressions exercées sur les ressources hydriques soient réduites. D'autres techniques biotechnologiques qu'il convient de prendre en considération dans le cadre de cette proposition sont la biofiltration,</p>



Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>les bioréacteurs à membrane et l'utilisation des algues et d'autres cultures aquatiques pour la purification des eaux usées.</p> <p>Participant: CENTRE RÉGIONAL POUR L'EAU POTABLE ET L'ASSAINISSEMENT À FAIBLE COÛT (Contribution de la CE: 77 575 €) Coût total du projet: 1 264 465 €</p>
Burundi	<p>Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la société de l'information en Afrique</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun). Les principaux objectifs de l'Initiative IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&amp;D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&amp;D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires. L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux réunions de discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&amp;T/TIC pour identifier les priorités en matière de recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus.</p> <p>Participant: Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique (Contribution de la CE: 23 450 €) Coût total du projet: 1 078 205 €</p>
Cambodge	Cadre de recherche sur la dengue pour la lutte contre les épidémies en Europe	L'OMS estime que l'incidence accrue des maladies à transmission vectorielle sera l'une des principales conséquences du réchauffement climatique. Parmi ces maladies, la dengue est particulièrement problématique, car on estime qu'il y a des dizaines de millions d'infections chaque année, y compris jusqu'à 500 000 cas de dengue

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
	Lancé le 01/01/2012	<p>hémorragique/de syndrome du choc de la dengue pouvant entraîner la mort. Ces dernières années, l'incidence mondiale de la dengue s'est considérablement accrue, et cette augmentation prolifique a été attribuée à des changements sociaux comme la croissance démographique, l'urbanisation et le transport d'espèces-hôtes et de vecteurs infectés. De plus, la hausse des températures et les changements climatiques dans le monde peuvent favoriser l'élargissement de la gamme des principaux moustiques vecteurs, l'allongement de la saison de transmission dans des régions dans lesquelles le virus de la dengue circule actuellement et l'augmentation de la capacité vectorielle des moustiques spp. Une surveillance active visant à détecter la pénétration du virus de la dengue dans des régions limitrophes aux régions où circule le virus est une première étape importante dans la prévention des épidémies de dengue en Europe. Les infections asymptomatiques jouent probablement un rôle clé dans le processus initial d'invasion et de transmission du virus, et bien qu'elles aient été jusque-là ignorées, doivent être examinées. Sur la base de données rétrospectives et prospectives provenant d'Asie, les principaux objectifs du programme sont les suivants: 1) identifier les principaux facteurs déterminant la transmission de la dengue, l'issue de l'infection et les épidémies; 2) concevoir de nouveaux outils diagnostiques pour la détection des infections asymptomatiques. Nous évaluerons le risque de propagation du virus de la dengue dans les zones non infectées, en particulier dans le sud de l'Europe où il existe un vecteur possible. Les principaux outils obtenus seront des modèles de prévision permettant d'effectuer des interventions spécifiques pour réduire la probabilité d'une épidémie et des méthodes diagnostiques pour la surveillance. Cette approche repose sur l'idée qu'une surveillance et un diagnostic améliorés des vecteurs asymptomatiques favoriseront une intervention efficace, en particulier au tout début d'une invasion pathogène dans une région jusque-là épargnée.</p> <p>Participant: FONDATION DE L'INSTITUT PASTEUR DU CAMBODGE (Contribution de la CE: 751 504 €) Coût total du projet: 8 447 902 €</p>
Cambodge	<p>Interventions durables en matière d'oligo-éléments pour limiter les carences et améliorer l'état nutritionnel et la santé générale en Asie</p> <p>Lancé le 01/01/2012</p>	<p>Les interventions visant à améliorer l'état nutritionnel sont d'une importance capitale pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les carences en oligo-éléments, principalement le fer, le zinc, la vitamine A et l'iode, affectent des milliards de personnes dans le monde, entraînent le décès de plus de 1 million d'enfants chaque année et empêchent un tiers des enfants de la planète de réaliser leur potentiel intellectuel et physique. Le projet SMILING (Interventions durables en matière d'oligo-éléments pour limiter les carences et améliorer l'état nutritionnel et la santé générale en Asie) élaborera un programme d'interventions nutritionnelles nouveau, réalisable et durable, qui sera adapté à chaque pays et visera les femmes en âge de procréer (femmes non enceintes, enceintes et allaitantes) et les jeunes enfants de moins de deux ans. Le projet est centré sur la région de l'Asie du Sud-Est car elle présente une grande diversité en ce qui concerne l'ampleur et la gravité de la malnutrition et les situations politiques, économiques, sociales et culturelles. Il évite délibérément d'exposer des idées reçues sur les interventions qui devraient être prioritaires à l'heure actuelle ou dans l'avenir étant donné que les résultats attendus de l'action refléteront les opinions et points de vue d'un grand nombre de parties prenantes de la région qui</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>seront consultées pendant le projet. L'objectif ultime de l'action est d'intégrer les priorités concernant des interventions appropriées, efficaces, réalisables et durables visant à améliorer l'état nutritionnel (oligo-éléments), la santé et le développement des femmes en âge de procréer et des jeunes enfants principalement dans les politiques nationales des cinq pays visés de l'Asie du Sud-Est et dans le programme de la société civile, du secteur privé, des organisations internationales et des ONG. L'objectif consiste non seulement à protéger la population de la faim, mais aussi à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ces groupes très vulnérables, pour ainsi contribuer directement aux OMD 1, 5 et 4 et aussi par extension aux OMD 2 et 6.</p> <p>Participant: Ministère de l'agriculture, des forêts et de la pêche (Contribution de la CE: 68 619,1 €) Coût total du projet: 2 325 284,32 €</p>
Éthiopie	Programme de développement du secteur privé	<p>FED/2010/021-440 (11 000 000 d'€)</p> <p>L'aide au développement du secteur privé vise à accroître le niveau de compétitivité du secteur privé éthiopien et à appuyer le gouvernement dans ses initiatives pour accroître les échanges et faciliter l'intégration du pays dans l'économie régionale et mondiale.</p>
Éthiopie	<p>Cadre pour l'amélioration des capacités d'observation de la Terre aux fins de la gestion de l'agriculture et des forêts en Afrique en tant que contribution au Système mondial d'observation de la Terre (GEOSS)</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>Le projet AGRICAB vise à renforcer les capacités d'observation de la Terre en Afrique en misant sur le partage ouvert des données au moyen de GEONETCast, en rapprochant des données satellitaires et autres données disponibles et des modèles de prévision dans le but de faciliter l'intégration dans les processus de planification et de gestion de l'agriculture et des forêts. Des applications nationales spéciales dans divers pays africains visent à traiter des questions particulières concernant le bétail, les systèmes de culture et la gestion des forêts. Ces applications permettent la mise sur pied de "partenariats de jumelage" entre un partenaire européen et un partenaire africain afin d'optimiser le transfert et l'intégration des connaissances. Les leçons tirées de ces expériences constitueront une bonne base pour les formations régionales destinées aux États membres de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) en Tunisie, au centre régional chargé de répertorier les ressources pour le développement (Regional Centre for Mapping Resources for Development – RCMRD) au Kenya et au centre régional AGRHYMET au Niger, qui couvriront ainsi la quasi-totalité du continent africain. Ces activités seront liées à des initiatives et programmes de gestion et de recherche sur les forêts et l'agriculture mis en œuvre dans toute l'Afrique, et mettent à profit des enseignements tirés du projet DevCoCast (développement d'applications GEONETCast par et pour des pays en développement) et du projet Surveillance globale pour la sécurité alimentaire (GMFS).</p> <p>Participant: GEOSAS CONSULTING SERVICE PLC (Contribution de la CE: 46 405 €) Coût total du projet: 4 119 542 €</p>
Éthiopie	Recherche coopérative de l'Union européenne et de l'Union africaine en vue de l'augmentation de la production alimentaire dans les systèmes de cultures	<p>Le projet EAU4Food s'efforce de répondre au besoin de nouvelles approches permettant d'augmenter la production alimentaire dans les régions irriguées de l'Afrique tout en garantissant des environnements salubres et résilients. On évite les écueils potentiels de l'introduction d'innovations dans les systèmes de culture locaux, comme une adoption limitée par les agriculteurs et des effets de compromis avec d'autres systèmes (environnementaux), respectivement: i) en utilisant une approche véritablement transdisciplinaire, qui implique la participation active de toutes les parties prenantes dans toutes les</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
	irriguées en Afrique /EAU4Food  Lancé le 01/07/2011	<p>disciplines pertinentes, et ii) en déterminant et respectant ce qu'il est convenu d'appeler des seuils de production durable. Le projet EAU4Food est mis en œuvre dans quatre régions irriguées d'Afrique, soit l'Afrique australe (Mozambique et Afrique du Sud), la Tunisie, le Mali et l'Éthiopie, afin qu'il soit pleinement tiré parti du potentiel de distribution croisée des stratégies et innovations prometteuses. Sur chaque site, on surveille des indicateurs clés, des facteurs de risque, des stratégies agricoles et des paramètres biophysiques pour identifier les obstacles actuels à la production alimentaire et évaluer les incidences agroécologiques et socioéconomiques de pratiques améliorées et/ou d'innovations après leur mise en œuvre. Les résultats du projet EAU4Food sont synthétisés dans des tableaux et des lignes directrices de soutien adaptés à l'intention de différents groupes d'utilisateurs. Ces tableaux et lignes directrices appuient les processus décisionnels au niveau local en permettant le suivi des effets à court et long termes de pratiques de remplacement et de stratégies améliorées. Le projet EAU4Food devrait avoir une incidence positive importante sur la production agricole au niveau des exploitations pendant de nombreuses années, et sur les processus plus généraux d'élaboration des politiques aux niveaux national et transnational. Afin d'étendre et de maintenir l'impact du projet EAU4Food, on met sur pied des programmes de renforcement des capacités à différents niveaux, qu'il s'agisse d'échanges entre agriculteurs ou d'échanges de personnel scientifique. De plus, une exploitation complémentaire des résultats du projet EAU4Food est effectuée au moyen d'autres outils comme des "chants célébrant la réussite", des documentaires, des programmes scolaires, des notes de synthèse, des dossiers documentaires ainsi que des publications et exposés scientifiques.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ MEKELLE (Contribution de la CE: 278 596 €) Coût total du projet: 4 943 245 €</p>
Éthiopie	Explorer l'avenir de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale  Lancé le 01/03/2012	<p>L'un des principaux défis que doit relever la société mondialisée d'aujourd'hui est la présence massive et grandissante de la faim et de l'insécurité alimentaire. Vu la longueur des délais dans lesquels des solutions à caractère social et technologique sont apportées, un cadre à long terme pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale est nécessaire. Le projet FoodSecure vise à améliorer la résilience du système alimentaire en fournissant des moyens d'atténuer les risques et les incertitudes à l'échelle mondiale que génèrent les chocs économiques et climatiques tout en assurant une croissance économique durable. Le projet fournit des outils analytiques permettant d'expérimenter, d'analyser et de coordonner les effets de politiques à court et moyen termes, et d'appliquer ainsi des stratégies à long terme homogènes et cohérentes comportant des conséquences souhaitables.</p> <p>La collaboration dans le cadre du projet FoodSecure répond au problème posé par les pénuries alimentaires et l'instabilité en donnant aux parties prenantes, dans l'UE et ailleurs, la capacité d'évaluer les problèmes à court et long termes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'y répondre de manière à la fois efficace et durable. Le projet est mené à bien par une équipe d'experts scientifiques multidisciplinaire qui dispose de vastes connaissances permettant d'éclairer et de guider les décideurs et d'autres parties prenantes dans la formulation de stratégies visant à atténuer les pénuries alimentaires.</p> <p>Le système alimentaire est analysé par rapport à l'écosystème, à</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>l'énergie et aux marchés financiers, qui sont tous des sources potentielles de chocs susceptibles de causer des perturbations. Par ailleurs, il est examiné à la lumière des tendances sociétales fondamentales et de l'évolution des comportements vis-à-vis de la consommation et de la production alimentaires. Le projet fait ressortir la diversité des problèmes que pose la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays et les régions. Il présente de nouvelles preuves empiriques sur les vecteurs de la sécurité alimentaire et nutritionnelle mondiale, et classe les régions et les systèmes de subsistance par typologies. Un système harmonisé de données et des outils de modélisation sont mis au point pour les prévisions (à court terme) et les perspectives d'avenir (vers 2050) concernant la faim. Parmi les moyens de soutenir des actions efficaces et durables, il y a l'identification des filières clés pour les changements technologiques et institutionnels et pour les politiques de l'UE dans les domaines de l'aide au développement, des changements climatiques, du commerce, de la politique agricole commune et de l'énergie renouvelable, y compris les critères de durabilité.</p> <p>Participant: ASSOCIATION ÉTHIOPIENNE D'ÉCONOMIE (ETHIOPIAN ECONOMICS ASSOCIATION) (Contribution de la CE: 135 000 €) Coût total du projet: 10 351 346 €</p>
Éthiopie	<p>Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la société de l'information en Afrique</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun). Les principaux objectifs de l'Initiative IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&amp;D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&amp;D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires.</p> <p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux réunions de discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&amp;T/TIC pour identifier les priorités en matière de</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus.</p> <p>Participant: MINISTÈRE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (Contribution de la CE: 26 215 €) Coût total du projet: 1 078 205 €</p>
République démocratique populaire lao	<p>Interventions durables en matière d'oligo-éléments pour limiter les carences et améliorer l'état nutritionnel et la santé générale en Asie</p> <p>Lancé le 01/01/2012</p>	<p>Les interventions visant à améliorer l'état nutritionnel sont d'une importance capitale pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Les carences en oligo-éléments, principalement le fer, le zinc, la vitamine A et l'iode, affectent des milliards de personnes dans le monde, entraînent le décès de plus de 1 million d'enfants chaque année et empêchent un tiers des enfants de la planète de réaliser leur potentiel intellectuel et physique. Le projet SMILING (Interventions durables en matière d'oligo-éléments pour limiter les carences et améliorer l'état nutritionnel et la santé générale en Asie) élaborera un programme d'interventions nutritionnelles nouveau, réalisable et durable, qui sera adapté à chaque pays et visera les femmes en âge de procréer (femmes non enceintes, enceintes et allaitantes) et les jeunes enfants de moins de deux ans. Le projet est centré sur la région de l'Asie du Sud-Est car elle présente une grande diversité en ce qui concerne l'ampleur et la gravité de la malnutrition et dans les situations politiques, économiques, sociales et culturelles. Il évite délibérément d'exposer des idées reçues sur les interventions qui devraient être prioritaires à l'heure actuelle ou dans l'avenir étant donné que les résultats attendus de l'action refléteront les opinions et points de vue d'un grand nombre de parties prenantes de la région qui seront consultées pendant le projet.</p> <p>L'objectif ultime de l'action est d'intégrer les priorités concernant des interventions appropriées, efficaces, réalisables et durables visant à améliorer l'état nutritionnel (oligo-éléments), la santé et le développement des femmes en âge de procréer et des jeunes enfants principalement dans les politiques nationales des cinq pays visés de l'Asie du Sud-Est et dans le programme de la société civile, du secteur privé, des organisations internationales et des ONG. L'objectif consiste non seulement à protéger la population de la faim, mais aussi à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ces groupes très vulnérables, pour ainsi contribuer directement aux OMD 1, 5 et 4 et aussi par extension aux OMD 2 et 6.</p> <p>Participant: MINISTÈRE DE LA SANTÉ (Contribution de la CE: 86 466 €) Coût total du projet: 2 325 284 €</p>
Lesotho	<p>Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la société de l'information en Afrique</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun). Les principaux objectifs de l'Initiative</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&amp;D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&amp;D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires.</p> <p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux réunions de discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&amp;T/TIC pour identifier les priorités en matière de recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus.</p> <p>Participant: MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (Contribution de la CE: 25 126 €) Coût total du projet: 1 078 205 €</p>
Madagascar	<p>Renforcer les connaissances pour de meilleures politiques de lutte contre la pauvreté</p> <p>Lancé le 01/04/2012</p>	<p>Le projet NOPOOR vise l'acquisition de nouvelles connaissances sur la nature et l'ampleur de la pauvreté dans les pays en développement afin de permettre aux décideurs politiques de mieux comprendre ce phénomène. Il n'est pas possible de lutter contre la pauvreté sans recourir à une approche globale. La pauvreté est un phénomène multidimensionnel, mais le projet NOPOOR se penchera sur de nouvelles dimensions inexplorées. Il faut non seulement définir ce qu'est la pauvreté, mais aussi comprendre comment on devient pauvre et comment on sort de la pauvreté si l'on veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et rendre les politiques plus efficaces. Dix-neuf partenaires expérimentés participent au projet, dont dix équipes provenant de pays en développement et émergents de trois régions (Amérique latine, Afrique subsaharienne et Asie du Sud). Ces pays ont mis en œuvre différentes politiques de réduction de la pauvreté, qui serviront de fondement à l'approche comparative et axée sur des études de cas qui sera suivie.</p> <p>Le projet permettra d'identifier les mécanismes clés expliquant la persistance et l'aggravation de la pauvreté, qui ont été modifiés par</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>l'intégration des pays en développement dans le processus de mondialisation, y compris le commerce, l'aide, l'investissement étranger direct et la migration, et par l'interdépendance grandissante des économies. Les causes peuvent varier selon le pays. Il faut donc des politiques et des actions adaptées aux caractéristiques de chaque pays pauvre, y compris l'accès aux ressources, le régime politique, la qualité des institutions et la gouvernance. Ces points sont développés au moyen de différentes approches, y compris l'économie politique, et de différentes méthodes (enquêtes, études économétriques et études de cas).</p> <p>Le projet NOPOOR consacrera des ressources importantes à la production de nouvelles connaissances au moyen d'enquêtes initiales, de travaux sur des bases de données et de travaux qualitatifs. Il étudiera également des scénarios pour l'avenir. Les conclusions seront axées sur des recommandations concernant les actions à mener. Outre cet enrichissement des connaissances scientifiques, le projet NOPOOR poursuivra une politique active de diffusion et de renforcement des capacités, incluant la formation de jeunes chercheurs du Sud et la mise en place d'un réseau permanent d'instituts nationaux de statistiques. Le projet est axé sur les actions à mener. Il accompagnera le programme de lutte contre la pauvreté de l'UE par le biais de consultations, de notes d'orientation et de synthèses sur des questions ayant trait au programme. L'examen des OMD constituera un point de mire important dans les années à venir.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO (Contribution de la CE: 250 570 €) Coût total du projet: 9 873 550 €</p>
Malawi	<p>Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la société de l'information en Afrique</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun).</p> <p>Les principaux objectifs de l'Initiative IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&amp;D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&amp;D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires.</p> <p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux réunions de</p>



Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&amp;T/TIC pour identifier les priorités en matière de recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus.</p> <p>Participant: MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE (Contribution de la CE: 27 190 €) Coût total du projet: 1 078 205 €</p>
Mali	<p>AFRICA BUILD (Construire une infrastructure de recherche et d'éducation pour l'Afrique)</p> <p>Lancé le 1.8.2011</p>	<p>Thème: Le projet AFRICA BUILD vise à améliorer les capacités en recherche et en éducation dans le domaine de la santé en Afrique au moyen des technologies de l'information (TI). Il offrira des possibilités d'apprentissage et de recherche novatrices.</p> <p>Contexte: L'UE a soutenu de nombreuses initiatives en matière de santé et de TI, dont les résultats sont significatifs. Par contre, il n'y a pas eu de transfert important de compétences, de méthodes et d'outils vers des pays voisins en Afrique.</p> <p>Objectif principal: Encourager la recherche, l'éducation et la pratique en matière de santé en Afrique au moyen de la création de centres d'excellence, en ayant recours aux TI, au "savoir-faire", à l'apprentissage en ligne et au partage des connaissances entre communautés virtuelles fonctionnant avec le Web. Un premier transfert UE-Afrique vise à créer des communautés Sud-Sud viables de chercheurs africains.</p> <p>Sous-objectifs:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1) Analyser l'état des connaissances dans les domaines de la recherche et de l'éducation en matière de santé en Afrique. Une feuille de route concernant de futures actions européennes sera rendue publique.</li> <li>2) Mettre en place une infrastructure utilisant les TI, ouverte et collaborative pour l'éducation, la formation et le partage des connaissances à l'intention des chercheurs en santé des pays africains anglophones, francophones et arabophones, de manière à créer des communautés virtuelles de pratique.</li> <li>3) Concevoir et offrir une multitude de cours d'apprentissage en ligne, de matériels d'enseignement validés, de méthodes et d'éléments d'information complémentaires visant à améliorer les capacités éducatives des centres d'excellence axés sur la santé en Afrique.</li> <li>4) Faciliter la mobilité des chercheurs et leur participation à des réunions au niveau local et international.</li> <li>5) Valider l'incidence du projet AFRICA BUILD dans des initiatives pilotes en matière de recherche et d'éducation se rapportant à la santé procréative et au VIH/SIDA.</li> </ol>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>6) Diffuser les résultats lors de conférences scientifiques, dans des publications scientifiques, dans les médias et lors d'ateliers et de conférences en Afrique.</p> <p>Incidence prévue: Sur la base de l'expérience des partenaires, y compris l'OMS, le projet vise à améliorer le savoir-faire et les capacités en matière de recherche et de technologie dans les centres d'excellence en Afrique. Les actions couronnées de succès seront transférées vers d'autres organisations et secteurs d'activité.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ DE BAMAKO (Contribution de la CE: 275 275 €) Coût total du projet: 2 360 649 €</p>
Mali	<p>Recherche coopérative de l'Union européenne et de l'Union africaine en vue de l'augmentation de la production alimentaire dans les systèmes de cultures irriguées en Afrique /EAU4Food</p> <p>Lancé le 01/07/2011</p>	<p>Le projet EAU4Food s'efforce de répondre au besoin de nouvelles approches permettant d'augmenter la production alimentaire dans les régions irriguées de l'Afrique tout en garantissant des environnements salubres et résilients. On évite les écueils potentiels de l'introduction d'innovations dans les systèmes de culture locaux, comme une adoption limitée par les agriculteurs et des effets de compromis avec d'autres systèmes (environnementaux), respectivement: i) en utilisant une approche véritablement transdisciplinaire, qui implique la participation active de toutes les parties prenantes dans toutes les disciplines pertinentes, et ii) en déterminant et respectant ce qu'il est convenu d'appeler des seuils de production durable. Le projet EAU4Food est mis en œuvre dans quatre régions irriguées d'Afrique, soit l'Afrique australe (Mozambique et Afrique du Sud), la Tunisie, le Mali et l'Éthiopie, afin qu'il soit pleinement tiré parti du potentiel de distribution croisée des stratégies et innovations prometteuses. Sur chaque site, on surveille des indicateurs clés, des facteurs de risque, des stratégies agricoles et des paramètres biophysiques pour identifier les obstacles actuels à la production alimentaire et évaluer les incidences agroécologiques et socioéconomiques de pratiques améliorées et/ou d'innovations après leur mise en œuvre. Les résultats du projet EAU4Food sont synthétisés dans des tableaux et des lignes directrices de soutien adaptés à l'intention de différents groupes d'utilisateurs. Ces tableaux et lignes directrices appuient les processus décisionnels au niveau local en permettant le suivi des effets à court et long termes de pratiques de remplacement et de stratégies améliorées. Le projet EAU4Food devrait avoir une incidence positive importante sur la production agricole au niveau des exploitations pendant de nombreuses années, et sur les processus plus généraux d'élaboration des politiques aux niveaux national et transnational. Afin d'étendre et de maintenir l'impact du projet EAU4Food, on met sur pied des programmes de renforcement des capacités à différents niveaux, qu'il s'agisse d'échanges entre agriculteurs ou d'échanges de personnel scientifique. De plus, une exploitation complémentaire des résultats du projet EAU4Food est effectuée au moyen d'autres outils comme des "chants célébrant la réussite", des documentaires, des programmes scolaires, des notes de synthèse, des dossiers documentaires ainsi que des publications et exposés scientifiques.</p> <p>Participant: INSTITUT D'ÉCONOMIE RURALE (Contribution de la CE: 191 175 €) Coût total du projet: 4 943 245 €</p>
Mozambique	Cadre pour l'amélioration des capacités d'observation de la Terre aux fins de la	<p>Le projet AGRICAB vise à renforcer les capacités d'observation de la Terre en Afrique en misant sur le partage ouvert des données au moyen de GEONETCast, en rapprochant des données satellitaires et autres données disponibles et des modèles de prévision dans le but de faciliter l'intégration dans les processus de planification et de gestion</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
	<p>gestion de l'agriculture et des forêts en Afrique en tant que contribution au Système mondial d'observation de la Terre (GEOSS)</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>de l'agriculture et des forêts. Des applications nationales spéciales dans divers pays africains visent à traiter des questions particulières concernant le bétail, les systèmes de culture et la gestion des forêts. Ces applications permettent la mise sur pied de "partenariats de jumelage" entre un partenaire européen et un partenaire africain afin d'optimiser le transfert et l'intégration des connaissances. Les leçons tirées de ces expériences constitueront une bonne base pour les formations régionales destinées aux États membres de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) en Tunisie, au centre régional chargé de répertorier les ressources pour le développement (Regional Centre for Mapping Resources for Development – RCMRD) au Kenya et au centre régional AGRHYMET au Niger, qui couvriront ainsi la quasi-totalité du continent africain. Ces activités seront liées à des initiatives et programmes de gestion et de recherche sur les forêts et l'agriculture mis en œuvre dans toute l'Afrique, et mettent à profit des enseignements tirés du projet DevCoCast (développement d'applications) GEONETCast par et pour des pays en développement et du projet Surveillance globale pour la sécurité alimentaire (GMFS).</p> <p>Participant: INSTITUT NATIONAL DE MÉTÉOROLOGIE (INSTITUTO NACIONAL DE METEOROLOGIA) (Contribution de la CE: 91 581 €); Participant: UNIVERSITÉ EDUARDO MONDLANE (Contribution de la CE: 93 286 €) Coût total du projet: 4 119 542 €</p>
Mozambique	<p>Interventions diagonales pour accélérer l'amélioration de la santé procréative</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>Pour améliorer la santé sexuelle et procréative des femmes, il faut des stratégies novatrices permettant d'optimiser les synergies potentielles entre les éléments de soins. La plupart des problèmes rencontrés en matière de santé procréative découlent d'une grossesse non désirée, et de l'acquisition et la transmission d'infections de l'appareil reproducteur. Il existe des solutions ayant fait leurs preuves, mais leur application est fragmentée, de sorte que l'impact sur la population est limité et que les groupes les plus à risque, comme les travailleuses du sexe, n'y ont guère accès. L'intégration des services de santé sexuelle et procréative est essentielle pour assurer un accès universel à des soins de santé procréative. Toutefois, face à des systèmes de santé affaiblis et à une pandémie de VIH, la voie à suivre est incertaine. L'ensemble essentiel de services et les modèles permettant de les fournir sur une grande échelle dans des environnements aux ressources limitées sont mal définis. Pour remédier à la situation, nous proposons une stratégie "diagonale", qui incorpore à la fois un renforcement "horizontal" des systèmes de santé et des approches "verticales" plus ciblées. Les programmes horizontaux peuvent atteindre un grand nombre de femmes, tandis que les programmes verticaux ciblent les populations les plus à risque, qui sont difficiles à atteindre au moyen d'une approche horizontale. L'objectif est d'améliorer les services de santé sexuelle et procréative en identifiant les meilleures façons d'offrir un ensemble conjoint d'interventions à l'intention de la population féminine en général et des travailleuses du sexe. Les recherches seront menées au Kenya, au Mozambique, en Afrique du Sud et à Mysore, en Inde, par un consortium constitué de trois partenaires africains, d'un partenaire indien et de deux partenaires européens. Des analyses complètes de la situation et des politiques seront effectuées dans chaque pays, avec la participation des principales parties prenantes et communautés, et serviront de base à la conception d'interventions adaptées au contexte qui seront menées sous forme d'ensembles réalisables et acceptables d'interventions.</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>Nous utiliserons une méthode de recherche sur les systèmes de santé pour évaluer l'efficacité et la viabilité, et pour identifier les facteurs qui permettent de déterminer que les interventions sont réussies, durables et reproductibles. Ce projet permettra de définir des ensembles de services de santé sexuelle et procréative et des modèles pour leur fourniture qui répondent aux besoins de toutes les femmes et ont une incidence positive sur leur santé.</p> <p>Participant: CENTRE INTERNATIONAL POUR LA SANTÉ REPRODUCTIVE – ASSOCIATION (ASSOCIACAO CENTRO INTERNACIONAL PARA SAUDE REPRODUTIVA) (Contribution de la CE: 419 799 €) Coût total du projet: 3 809 915 €</p>
Mozambique	<p>Recherche coopérative de l'Union européenne et de l'Union africaine en vue de l'augmentation de la production alimentaire dans les systèmes de cultures irriguées en Afrique/EAU4Food</p> <p>Lancé le 01/07/2011</p>	<p>Le projet EAU4Food s'efforce de répondre au besoin de nouvelles approches permettant d'augmenter la production alimentaire dans les régions irriguées de l'Afrique tout en garantissant des environnements salubres et résilients. On évite les écueils potentiels de l'introduction d'innovations dans les systèmes de culture locaux, comme une adoption limitée par les agriculteurs et des effets de compromis avec d'autres systèmes (environnementaux), respectivement: i) en utilisant une approche véritablement transdisciplinaire, qui implique la participation active de toutes les parties prenantes dans toutes les disciplines pertinentes, et ii) en déterminant et respectant ce qu'il est convenu d'appeler des seuils de production durable. Le projet EAU4Food est mis en œuvre dans quatre régions irriguées d'Afrique, soit l'Afrique australe (Mozambique et Afrique du Sud), la Tunisie, le Mali et l'Éthiopie, afin qu'il soit pleinement tiré parti du potentiel de distribution croisée des stratégies et innovations prometteuses. Sur chaque site, on surveille des indicateurs clés, des facteurs de risque, des stratégies agricoles et des paramètres biophysiques pour identifier les obstacles actuels à la production alimentaire et évaluer les incidences agroécologiques et socioéconomiques de pratiques améliorées et/ou d'innovations après leur mise en œuvre. Les résultats du projet EAU4Food sont synthétisés dans des tableaux et des lignes directrices de soutien adaptés à l'intention de différents groupes d'utilisateurs. Ces tableaux et lignes directrices appuient les processus décisionnels au niveau local en permettant le suivi des effets à court et long termes de pratiques de remplacement et de stratégies améliorées. Le projet EAU4Food devrait avoir une incidence positive importante sur la production agricole au niveau des exploitations pendant de nombreuses années, et sur les processus plus généraux d'élaboration des politiques aux niveaux national et transnational. Afin d'étendre et de maintenir l'impact du projet EAU4Food, on met sur pied des programmes de renforcement des capacités à différents niveaux, qu'il s'agisse d'échanges entre agriculteurs ou d'échanges de personnel scientifique. De plus, une exploitation complémentaire des résultats du projet EAU4Food est effectuée au moyen d'autres outils comme des "chants célébrant la réussite", des documentaires, des programmes scolaires, des notes de synthèse, des dossiers documentaires ainsi que des publications et exposés scientifiques.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ EDUARDO MONDLANE (Contribution de la CE: 154 460 €) Coût total du projet: 4 943 245 €</p>
Mozambique	<p>Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la</p>	<p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
	<p>société de l'information en Afrique</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun).</p> <p>Les principaux objectifs de l'Initiative IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&amp;D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&amp;D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires.</p> <p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux réunions de discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&amp;T/TIC pour identifier les priorités en matière de recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus.</p> <p>Participant: UNITÉ TECHNIQUE DE MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE INFORMATIQUE (UNIDADE TECNICA DE IMPLEMENTACAO DA POLITICA DE INFORMATICA) (Contribution de la CE: 33 926 €) Coût total du projet: 1 078 205 €</p>
Niger	Cadre pour l'amélioration des capacités d'observation de la Terre aux fins de la gestion de l'agriculture et des forêts en Afrique en tant que contribution au Système mondial des systèmes	<p>Le projet AGRICAB vise à renforcer les capacités d'observation de la Terre en Afrique en misant sur le partage ouvert des données au moyen de GEONETCast, en rapprochant des données satellitaires et autres données disponibles et des modèles de prévision dans le but de faciliter l'intégration dans les processus de planification et de gestion de l'agriculture et des forêts. Des applications nationales spéciales dans divers pays africains visent à traiter des questions particulières concernant le bétail, les systèmes de culture et la gestion des forêts. Ces applications permettent la mise sur pied de "partenariats de jumelage" entre un partenaire européen et un partenaire africain afin d'optimiser le transfert et l'intégration des connaissances. Les leçons</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
	d'observation de la Terre (GEOSS)  Lancé le 01/10/2011	tirées de ces expériences constitueront une bonne base pour les formations régionales destinées aux États membres de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) en Tunisie, au centre régional chargé de répertorier les ressources pour le développement (Regional Centre for Mapping Resources for Development – RCMRD) au Kenya et au centre régional AGRHYMET au Niger, qui couvriront ainsi la quasi-totalité du continent africain. Ces activités seront liées à des initiatives et programmes de gestion et de recherche sur les forêts et l'agriculture mis en œuvre dans toute l'Afrique, et mettent à profit des enseignements tirés du projet DevCoCast (développement d'applications) GEONETCast par et pour des pays en développement et du projet Surveillance globale pour la sécurité alimentaire (GMFS). Participant: CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET (Contribution de la CE: 176 040 €) Coût total du projet: 4 119 542 €
Niger	Quantification des impacts prévus d'un réchauffement inférieur à 2 °C  Lancé le 01/10/2011	Les débats politiques sur l'objectif européen consistant à limiter le réchauffement planétaire à 2 °C doivent être éclairés par les meilleurs éléments scientifiques disponibles sur les impacts prévus et les avantages possibles. Le projet IMPACT2C enrichit les connaissances, quantifie les impacts en matière de changement climatique et adopte une structure claire et logique, concernant la modélisation du climat et des conséquences, les vulnérabilités, les risques et les coûts économiques ainsi que les réponses potentielles, qui s'inscrit dans une analyse sectorielle paneuropéenne. Dans le cadre de ce projet, différents modèles sont utilisés par une équipe multidisciplinaire constituée d'experts internationaux qui évaluent les effets sur l'eau, l'énergie, l'infrastructure, les littoraux, le tourisme, la sylviculture, l'agriculture, les services écosystémiques, et les interactions entre le climat et la santé et la qualité de l'air. Le projet IMPACT2C introduit des innovations clés. Premièrement, des hypothèses/scénarios socioéconomiques harmonisés seront utilisés pour que les évaluations individuelles et intersectorielles soient alignées sur le scénario de 2 °C (1,5 °C) tant pour les conséquences que pour l'adaptation, par exemple en ce qui concerne les pressions exercées sur l'utilisation des sols entre l'agriculture et la sylviculture. Deuxièmement, le projet a pour thème central l'incertitude, et un cadre méthodologique intégrant d'une manière cohérente les incertitudes dans et entre les différents secteurs sera élaboré. Ce faisant, l'analyse des réponses d'adaptation dans un contexte d'incertitude sera renforcée. Enfin, une perspective intersectorielle est adoptée pour compléter l'analyse sectorielle. Plusieurs études de cas seront réalisées concernant des secteurs particulièrement vulnérables, exposés à de multiples impacts (par exemple, la Méditerranée), l'accent étant mis sur les interactions intersectorielles (par exemple, la concurrence concernant l'utilisation des terres) et les thèmes communs (par exemple, les villes). Le projet évalue également les impacts des changements climatiques dans quelques-unes des régions du monde les plus vulnérables: le Bangladesh, l'Afrique (les bassins du Nil et du Niger) et les Maldives. Le projet IMPACT2C intègre et synthétise les résultats obtenus qui permettront de sensibiliser l'opinion publique et seront aisément communicables à un large public, et ceux qui seront utiles pour des négociations stratégiques. Participant: CENTRE AFRICAÏN POUR LES APPLICATIONS DE LA MÉTÉOROLOGIE AU DÉVELOPPEMENT (Contribution de la CE: 85 200 €) Coût total du projet: 8 447 372 €

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
Rwanda	Relations villes-campagnes en Afrique  Lancé le 01/04/2012	<p>L'objectif principal du projet Relations villes-campagnes en Afrique (RurbanAfrica) est d'explorer les relations entre les transformations rurales, la mobilité et les processus d'urbanisation, et d'analyser la manière dont ces facteurs aident à comprendre l'étendue, la nature et la localisation de la pauvreté en Afrique subsaharienne. Le projet RurbanAfrica fera progresser le programme de recherche sur les relations villes-campagnes en Afrique subsaharienne en abordant divers éléments essentiels: les transformations agricoles, les moyens de subsistance dans les zones rurales, la dynamique urbaine et l'accès aux services dans les villes. À cet égard, le projet bousculera un certain nombre de "vérités" généralement admises au sujet du développement des campagnes et des villes, et examinera l'importance et les conséquences de la migration dans leur façonnement. De fait, il remettra en cause les interprétations négatives globales du rôle économique de la mobilité ville-campagne et de la migration en Afrique subsaharienne, et permettra de jeter un regard nouveau sur le rapport entre les relations villes-campagnes et la dynamique de la pauvreté. Le projet RurbanAfrica réunit neuf partenaires: quatre partenaires européens, un partenaire international et quatre partenaires d'Afrique subsaharienne. Il est centré sur quatre pays (Rwanda, Tanzanie, Cameroun et Ghana), et deux relations villes-campagnes dans chacun de ces pays feront l'objet d'un examen approfondi. La recherche est organisée en six ensembles de tâches: la transformation agricole, les moyens de subsistance dans les zones rurales, la dynamique urbaine, l'accès aux services, la plate-forme de connaissances et le dialogue sur l'action à mener, ainsi que la synthèse, la diffusion et la gestion. L'intégration constante de la recherche stratégique, du dialogue sur l'action à mener, du partage des connaissances et de la recherche empirique est au cœur de cette approche. Grâce à une collaboration continue entre les chercheurs expérimentés et les chercheurs débutants des partenaires d'Europe et d'Afrique subsaharienne, et à la supervision conjointe de doctorants, le projet contribuera au renforcement des capacités et aura potentiellement une incidence sur l'élaboration de programmes d'études. Le processus de recherche et de diffusion sera soutenu par un conseil consultatif scientifique, dont les membres seront issus d'instituts de recherche d'Europe et d'Afrique subsaharienne.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ NATIONALE DU RWANDA (Contribution de la CE: 162 960 €) Coût total du projet: 3 503 840 €</p>
Sénégal	Cadre pour l'amélioration des capacités d'observation de la Terre aux fins de la gestion de l'agriculture et des forêts en Afrique en tant que contribution au Système mondial des systèmes d'observation de la Terre (GEOSS)  Lancé le 01/10/2011	<p>Le projet AGRICAB vise à renforcer les capacités d'observation de la Terre en Afrique en misant sur le partage ouvert des données au moyen de GEONETCast, en rapprochant des données satellitaires et autres données disponibles et des modèles de prévision dans le but de faciliter l'intégration dans les processus de planification et de gestion de l'agriculture et des forêts. Des applications nationales spéciales dans divers pays africains visent à traiter des questions particulières concernant le bétail, les systèmes de culture et la gestion des forêts. Ces applications permettent la mise sur pied de "partenariats de jumelage" entre un partenaire européen et un partenaire africain afin d'optimiser le transfert et l'intégration des connaissances. Les leçons tirées de ces expériences constitueront une bonne base pour les formations régionales destinées aux États membres de l'Observatoire du Sahara et du Sahel (OSS) en Tunisie, au centre régional chargé de répertorier les ressources pour le développement (Regional Centre for Mapping Resources for Development – RCMRD) au Kenya et au</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>centre régional AGRHYMET au Niger, qui couvriront ainsi la quasi-totalité du continent africain. Ces activités seront liées à des initiatives et programmes de gestion et de recherche sur les forêts et l'agriculture mis en œuvre dans toute l'Afrique, et mettent à profit des enseignements tirés du projet DevCoCast (développement d'applications) GEONETCast par et pour des pays en développement et du projet Surveillance globale pour la sécurité alimentaire (GMFS).</p> <p>Participant: CENTRE DE SUIVI ÉCOLOGIQUE (Contribution de la CE: 110 414 €) Coût total du projet: 4 119 542 €</p>
Sénégal	<p>Femmes migrantes africaines</p> <p>Lancé le 01/02/2012</p>	<p>En marge de l'UE, les femmes migrantes africaines peuvent jouer un rôle important dans la transmission de pratiques socioculturelles. Mais dans certaines sociétés d'immigration (France, Espagne), ces femmes, en raison du facteur de vieillissement, peuvent être victimes d'une certaine forme de discrimination. Souvent, leurs maris peuvent les remplacer par de nouvelles coépouses. Cette situation crée des tensions et, pour les femmes, cela est encore plus contraignant et douloureux lorsqu'elles ont une activité de production et de procréation. Par le biais d'une méthode démographique anthropologique spécifique, ce projet entend mettre en question des notions importantes comme l'origine ethnique, la transnationalisation, l'égalité entre les sexes et le contexte en mutation par rapport aux concepts de l'esthétique et du corps des femmes africaines dans les pays d'établissement, principalement l'Espagne et la France (Europe) et le Sénégal et la Gambie (Afrique).</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR (Contribution de la CE: 15 000 €) Coût total du projet: 15 000 €</p>
Sénégal	<p>Biotechnologie pour l'approvisionnement durable en eau en Afrique</p> <p>Lancé le 01/08/2011</p>	<p>Au-delà de la pénurie d'eau, des maladies et des guerres civiles, l'Afrique est également le continent le moins riche sur le plan des ressources économiques et financières. Du fait de ces problèmes conjugués et étroitement liés les pays africains ont un éventail restreint de choix abordables pour s'attaquer en particulier au problème de l'eau en tant qu'enjeu majeur. Le traitement des eaux polluées avant leur utilisation est pratiquement le seul moyen de faire face à la pénurie grandissante d'eau. Le traitement des eaux et l'élimination des polluants, principalement des organismes pathogènes, des xénobiotiques et des métaux lourds, présentent des défis de taille, mais sont indispensables pour des raisons ayant trait à la santé humaine et à l'environnement. Or, la plupart des régions dans les pays en développement ne peuvent pas assumer les coûts de systèmes perfectionnés et spécialisés. De nombreuses méthodes d'épuration des eaux sont basées sur des procédés biochimiques naturels, utilisant les végétaux ou les micro-organismes. La biotechnologie est un outil utile qui débouche sur des produits et des procédés améliorés visant à préserver durablement l'environnement, et laisse présager divers avantages pour la gestion des eaux résiduaires de manière économique et efficace dans le monde. Certaines techniques biotechnologiques sont très perfectionnées, mais d'autres sont simples, peu coûteuses et adaptées aux conditions et ressources locales des pays en développement.</p> <p>Ces systèmes de traitement biologique naturel comprennent le lagunage, le traitement par épandage, la phytodépuration ou les systèmes palustres construits. Ils peuvent être utilisés en tant que traitement de purification secondaire ou tertiaire, permettant l'élimination des micro-organismes pathogènes et la dégradation des</p>



Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>polluants organiques, de façon à ce que les eaux usées puissent être recyclées pour l'irrigation et un usage domestique, et ainsi à ce que les pressions exercées sur les ressources hydriques soient réduites. D'autres techniques biotechnologiques qu'il convient de prendre en considération dans le cadre de cette proposition sont la biofiltration, les bioréacteurs à membrane et l'utilisation des algues et d'autres cultures aquatiques pour la purification des eaux usées.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR (Contribution de la CE: 35 390 €) Coût total du projet: 1 264 465 €</p>
Sénégal	<p>Renforcer les connaissances pour de meilleures politiques de lutte contre la pauvreté</p> <p>Lancé le 01/04/2012</p>	<p>Le projet NOPOOR vise l'acquisition de nouvelles connaissances sur la nature et l'ampleur de la pauvreté dans les pays en développement afin de permettre aux décideurs politiques de mieux comprendre ce phénomène. Il n'est pas possible de lutter contre la pauvreté sans recourir à une approche globale. La pauvreté est un phénomène multidimensionnel, mais le projet NOPOOR se penchera sur de nouvelles dimensions inexplorées. Il faut non seulement définir ce qu'est la pauvreté, mais aussi comprendre comment on devient pauvre et comment on sort de la pauvreté si l'on veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement et rendre les politiques plus efficaces. Dix-neuf partenaires expérimentés participent au projet, dont dix équipes provenant de pays en développement et émergents de trois régions (Amérique latine, Afrique subsaharienne et Asie du Sud). Ces pays ont mis en œuvre différentes politiques de réduction de la pauvreté, qui serviront de fondement à l'approche comparative et axée sur des études de cas qui sera suivie.</p> <p>Le projet permettra d'identifier les mécanismes clés expliquant la persistance et l'aggravation de la pauvreté, qui ont été modifiés par l'intégration des pays en développement dans le processus de mondialisation, y compris le commerce, l'aide, l'investissement étranger direct et la migration, et par l'interdépendance grandissante des économies. Les causes peuvent varier selon le pays. Il faut donc des politiques et des actions adaptées aux caractéristiques de chaque pays pauvre, y compris l'accès aux ressources, le régime politique, la qualité des institutions et la gouvernance. Ces points sont développés au moyen de différentes approches, y compris l'économie politique, et de différentes méthodes (enquêtes, études économétriques et études de cas).</p> <p>Le projet NOPOOR consacrera des ressources importantes à la production de nouvelles connaissances au moyen d'enquêtes initiales, de travaux sur des bases de données et de travaux qualitatifs. Il étudiera également des scénarios pour l'avenir. Les conclusions seront axées sur des recommandations concernant les actions à mener. Outre cet enrichissement des connaissances scientifiques, le projet NOPOOR poursuivra une politique active de diffusion et de renforcement des capacités, incluant la formation de jeunes chercheurs du Sud et la mise en place d'un réseau permanent d'instituts nationaux de statistiques. Le projet est axé sur les actions à mener. Il accompagnera le programme de lutte contre la pauvreté de l'UE par le biais de consultations, de notes d'orientation et de synthèses sur des questions ayant trait au programme. L'examen des OMD constituera un point de mire important dans les années à venir.</p> <p>Participant: CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (Contribution de la CE: 290 148 €) Coût total du projet: 9 873 550 €</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
Sénégal	<p>Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la société de l'information en Afrique</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun).</p> <p>Les principaux objectifs de l'Initiative IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&amp;D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&amp;D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires.</p> <p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux réunions de discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&amp;T/TIC pour identifier les priorités en matière de recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus.</p> <p>Participant: MINISTÈRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (Contribution de la CE: 24 708 €) Coût total du projet: 1 078 205 €</p>
Sénégal	Appui aux dialogues politiques et à la coopération avec l'Afrique pour renforcer les liens de recherche coopérative sur les TIC entre l'Europe et l'Afrique dans le cadre du	Le 8 <sup>ème</sup> partenariat stratégique Afrique-UE établit des liens entre trois priorités qui peuvent favoriser un développement socioéconomique plus rapide en Afrique. L'Afrique et l'Europe ont reconnu que le développement de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) et l'application des TIC à tous les éléments de la société étaient importants. Le nouveau plan d'action du 8 <sup>ème</sup> partenariat fait du développement d'une société de l'information inclusive en Afrique une priorité. Dans cette perspective, un groupe chargé de la mise en œuvre constitué de diverses parties prenantes (dont la coprésidence est

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
	<p>"8<sup>ème</sup> partenariat stratégique Afrique-UE"</p> <p>Lancé le 01/01/2012</p>	<p>assurée par la CUA et la CE) est mis sur pied afin de renforcer la coopération entre les deux régions. Le projet EuroAfrica-P8 soutiendra les dialogues politiques et la coopération avec l'Afrique pour renforcer les liens en matière de recherche sur les TIC dans le cadre du 8<sup>ème</sup> partenariat. Il s'efforcera de promouvoir la recherche collective sur les TIC dans le cadre des 8<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> partenariats; de promouvoir une approche plus coordonnée des États membres européens dans le contexte du 8<sup>ème</sup> partenariat; d'effectuer une mise à jour de l'identification/analyse des priorités communes en matière de recherche sur les TIC; de présenter des recommandations fondées sur des éléments d'information à la CE/CUA pour de futures initiatives de coopération; d'organiser dans les deux régions des événements synchronisés avec les réunions de dialogue politique; de renforcer les liens de recherche coopérative sur les TIC entre les organisations européennes et les organisations africaines dans le but de renforcer le 8<sup>ème</sup> partenariat; de soutenir les activités du groupe chargé de la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> partenariat; de renforcer la participation d'organisations africaines à des projets de collaboration sur les TIC dans le cadre du programme-cadre; et de faciliter l'accès d'organisations européennes à des programmes de pays tiers. Les partenaires de ce projet sont en mesure d'exercer une influence considérable sur l'essor de la coopération euro-africaine dans le domaine de la recherche sur les TIC en étroite collaboration avec la CE/CUA et en partenariat avec des parties prenantes importantes dans ce domaine. Le consortium est constitué de 12 partenaires qui ont une solide expérience des politiques concernant les TIC dans les 2 régions, ainsi que de la coopération Afrique-UE dans le domaine des S&amp;T/TIC. Ces partenaires ont accès à des réseaux importants et ils ont déjà participé à des projets relevant du programme-cadre. Ils se complètent les uns les autres, si bien que le consortium est équilibré et dispose de toutes les ressources nécessaires à la réalisation des objectifs du projet.</p> <p>Participant: ÉCOLE SUPÉRIEURE MULTINATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (Contribution de la CE: 37 513 €) Coût total du projet: 1 230 588 €</p>
Sénégal	<p>Formation de la prochaine génération de scientifiques "One Health" dans le Sahel et au Maghreb</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>Les êtres humains et les animaux qui vivent dans des communautés pauvres du monde en développement souffrent souvent de problèmes de santé attribuables à des zoonoses négligées. Les solutions de lutte contre ces maladies sont perçues comme étant trop coûteuses ou allant au-delà de la mission des systèmes de santé humaine ou animale. Les données disponibles montrent que les zoonoses chez l'être humain peuvent être supprimées, voire même éliminées, au moyen d'interventions auprès des animaux. Par ailleurs, l'association des services de santé humaine et des services de santé animale peut donner accès à des soins qui ne seraient sinon pas abordables ou disponibles. La collaboration étroite entre les secteurs de la santé publique et de la santé animale, également appelée One Health, qui attribue des rôles clairement définis à chacun, offre un potentiel formidable pour la mise en place de solutions créatives et efficaces par rapport à leur coût en matière de lutte contre les maladies.</p> <p>Bien que l'efficacité de One Health en matière de surveillance et de lutte contre les zoonoses soit de plus en plus manifeste, des obstacles institutionnels limitent la valeur ajoutée d'une coopération plus étroite entre la santé humaine et la santé animale. Le projet OH-NEXTGEN élaborera un cours de formation modulaire en ligne conçu pour</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>donner à une nouvelle génération de scientifiques la capacité de s'attaquer aux problèmes de santé intégrée auxquels se heurtent des communautés en Afrique. Ce programme s'adresse au Maghreb et au Sahel, mais le cours sera accessible dans le monde entier par le biais de modules de formation offerts au moyen du Réseau européen d'enseignement en santé tropicale (tropED) et d'autres réseaux existants.</p> <p>Le cours portera notamment sur certaines zoonoses négligées et sur des thèmes génériques comme des méthodes intégrées de surveillance conjointe des maladies humaines et animales et d'épidémiologie, des évaluations économiques en matière de santé, des modélisations animal-homme de maladies infectieuses, des approches transdisciplinaires visant à établir un lien entre les sciences et la société et à traiter des questions relatives à la culture, à l'égalité entre les sexes, à la vulgarisation contextualisée et à l'éducation en matière de santé. Dans chaque module, la valeur ajoutée de One Health est démontrée. Ce projet complétera le projet existant ICONZ mené dans le cadre du 7<sup>ème</sup> Programme-cadre de l'UE, qui développe la base de données concernant des approches intégrées de lutte contre les zoonoses négligées dans sept pays africains.</p> <p>Participant: ÉCOLE INTER-ÉTATS DES SCIENCES ET MÉDECINE VÉTÉRINAIRES DE DAKAR (Contribution de la CE: 116 523 €) Coût total du projet: 2 228 900 €</p>
Sénégal	<p>Utilisation des résultats des recherches sur le climat au moyen de plates-formes de connaissances avec des partenaires de collaboration africains</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>L'objectif principal du projet relatif au climat en Afrique (AfriCAN Climate) est le développement, l'exploitation et la promotion d'une plate-forme de connaissances en ligne en vue de la diffusion effective des résultats des recherches sur les changements climatiques et des bonnes pratiques, afin d'encourager les utilisateurs à intégrer des expériences réussies et des connaissances issues de la recherche dans de nouveaux projets. De ce fait, le projet contribuera à atténuer l'impact des changements climatiques dans certaines régions d'Afrique et aidera les communautés à s'adapter à de nouvelles conditions climatiques.</p> <p>L'accent sera mis sur différentes fonctionnalités en ligne innovantes et créatives ("outils électroniques") lors de l'élaboration de la plate-forme AfriCAN Climate, qui sera interactive, multimédia, pan-continentale, multilingue et interdisciplinaire. Les nouveaux visiteurs de la plate-forme, les utilisateurs déjà inscrits et les membres des communautés virtuelles seront encouragés par l'équipe de rédaction à participer activement à l'échange de connaissances et à l'utilisation des résultats des recherches. Le consortium de haut niveau est constitué d'un large éventail d'organisations européennes et africaines compétentes, qui rendent compte de la diversité des cibles visées par le projet. Les experts qui en font partie assurent une couverture thématique, linguistique et géographique complète pour répondre aux besoins en matière de connaissances sur les changements climatiques en Afrique. Ils construiront conjointement et mettront constamment à jour une base de connaissances pour alimenter la plate-forme. Des fiches documentaires par pays sur l'impact des changements climatiques seront élaborées pour l'ensemble des 54 pays africains.</p> <p>Des rencontres de réseautage stratégique avec des multiplicateurs d'information et des points de contact nationaux du 7<sup>ème</sup> Programme-cadre auront lieu régulièrement, le but étant de les</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>encourager à devenir des membres actifs de la plate-forme en construisant des communautés d'intérêt sur les changements climatiques, ou en adhérant à des communautés existantes. Chaque année, des événements promotionnels d'envergure seront organisés, avec la remise du prix AfriCAN Climate de la musique/des arts et des bonnes pratiques. Des visites techniques sur des sites appliquant des bonnes pratiques et des ateliers sur l'intégration des enseignements dans des projets de bonnes pratiques et sur le financement compléteront les activités de réseautage et amélioreront la coopération Sud-Sud entre les régions d'Afrique.</p> <p>Participant: ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DU TIERS MONDE – ORGANISATION INTERNATIONALE (Contribution de la CE: 80 785 €) Coût total du projet: 1 270 903 €</p>
Tanzanie (République-Unie de)	<p>Relations villes-campagnes en Afrique</p> <p>Lancé le 01/04/2012</p>	<p>L'objectif principal du projet Relations villes-campagnes en Afrique (RurbanAfrica) est d'explorer les relations entre les transformations rurales, la mobilité et les processus d'urbanisation, et d'analyser la manière dont ces facteurs aident à comprendre l'étendue, la nature et la localisation de la pauvreté en Afrique subsaharienne. Le projet RurbanAfrica fera progresser le programme de recherche sur les relations villes-campagnes en Afrique subsaharienne en abordant divers éléments essentiels: les transformations agricoles, les moyens de subsistance dans les zones rurales, la dynamique urbaine et l'accès aux services dans les villes. À cet égard, le projet bousculera un certain nombre de "vérités" généralement admises au sujet du développement des campagnes et des villes, et examinera l'importance et les conséquences de la migration dans leur façonnement. De fait, il remettra en cause les interprétations négatives globales du rôle économique de la mobilité ville-campagne et de la migration en Afrique subsaharienne, et permettra de jeter un regard nouveau sur le rapport entre les relations villes-campagnes et la dynamique de la pauvreté. Le projet RurbanAfrica réunit neuf partenaires: quatre partenaires européens, un partenaire international et quatre partenaires d'Afrique subsaharienne. Il est centré sur quatre pays (Rwanda, Tanzanie, Cameroun et Ghana), et deux relations villes-campagnes dans chacun de ces pays feront l'objet d'un examen approfondi. La recherche est organisée en six ensembles de tâches: la transformation agricole, les moyens de subsistance dans les zones rurales, la dynamique urbaine, l'accès aux services, la plate-forme de connaissances et le dialogue sur l'action à mener, ainsi que la synthèse, la diffusion et la gestion. L'intégration constante de la recherche stratégique, du dialogue sur l'action à mener, du partage des connaissances et de la recherche empirique est au cœur de cette approche. Grâce à une collaboration continue entre les chercheurs expérimentés et les chercheurs débutants des partenaires d'Europe et d'Afrique subsaharienne, et à la supervision conjointe de doctorants, le projet contribuera au renforcement des capacités et aura potentiellement une incidence sur l'élaboration de programmes d'études. Le processus de recherche et de diffusion sera soutenu par un conseil consultatif scientifique, dont les membres seront issus d'instituts de recherche d'Europe et d'Afrique subsaharienne.</p> <p>Participant: Université d'agriculture de Sokoine (Contribution de la CE: 177 920 €) Coût total du projet: 3 503 840 €</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
Tanzanie (République -Unie de)	Développement de capacités durables de recherche concernant la santé et ses déterminants sociaux dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire  Lancé le 01/10/2011	<p>L'objectif du projet SDH-Net est de développer, renforcer et relier les capacités de recherche concernant la santé et ses déterminants sociaux dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire d'Afrique et d'Amérique latine en étroite collaboration avec des partenaires européens. Mettre l'accent sur les déterminants sociaux de la santé permettra d'adopter une approche générale et en profondeur du renforcement des capacités, y compris en ce qui concerne l'excellence technique et en matière de gestion, les questions éthiques et les stratégies de recherche. Les leçons qui seront tirées seront confrontées aux meilleures pratiques et aux facteurs de réussite dans d'autres environnements en Amérique latine, en Afrique et dans le monde, ce qui permettra de tirer des enseignements concernant la manière de développer des capacités de recherche dans le domaine des déterminants sociaux de la santé tout à fait adaptées au contexte considéré.</p> <p>L'exercice rigoureux de cartographie i) des déterminants sociaux de la santé et des activités de recherche dans ce domaine; ii) des parties prenantes nationales et mondiales dans l'environnement de recherche, et iii) des capacités de recherche existantes dans les pays participants qui sera effectué servira à jeter les bases du développement et de l'utilisation d'instruments novateurs de renforcement des capacités de recherche, et une attention particulière sera accordée à la gestion, à l'éthique et à la méthodologie de la recherche adaptées à l'examen approfondi des déterminants sociaux de la santé. Enfin, des liens seront établis entre la recherche et les actions à mener et des leçons seront tirées pour le soutien à la mise en place de structures et de compétences de recherche durables et prometteuses.</p> <p>Le projet SDH-Net sera mené par un solide consortium constitué de groupes de réseaux existants des meilleurs établissements de santé publique du Mexique, de la Colombie, du Brésil ainsi que de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie et du Kenya. L'équipe sera secondée par trois institutions européennes réputées: la London School of Hygiene and Tropical Medicine; le Conseil de la recherche en santé au service du développement (COHRED) et l'Université de Genève. La coordination du projet est assurée par GIZ, qui possède une longue expérience dans les domaines de la recherche en santé et du renforcement des capacités dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et par l'École de commerce IESE, qui excelle dans le renforcement des capacités de gestion.</p> <p>Le projet SDH-Net aura des répercussions importantes du fait de l'élaboration d'un concept pour le renforcement des capacités de recherche au niveau des personnes, des institutions et des systèmes, ce qui contribuera au renforcement des systèmes de recherche et à la création de paysages de recherche qui favoriseront et encourageront la recherche interdisciplinaire pertinente au niveau local. Il débouchera sur un accroissement des capacités de réalisation et de gestion des recherches sur les déterminants sociaux de la santé, et des liens entre la recherche, les actions à mener et la pratique seront établis grâce à la mise au point d'instruments et de mécanismes facilitant une collaboration durable. Par ailleurs, le projet jettera les bases d'un nouveau renforcement des capacités de recherche et du système de recherche dans l'avenir et fournira des outils à cette fin.</p> <p>Participant: IFAKARA HEALTH INSTITUTE TRUST (Contribution de la CE: 166 758 €) Coût total du projet: 2 354 525 €</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
Tanzanie (République -Unie de)	Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la société de l'information en Afrique  Lancé le 01/10/2011	L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun). Les principaux objectifs de l'Initiative IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8 <sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires. L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux réunions de discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&T/TIC pour identifier les priorités en matière de recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7 <sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus. Participant: COMMISSION TANZANIENNE POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE (Contribution de la CE: 26 383 €) Coût total du projet: 1 078 205 €
Tanzanie (République -Unie de)	Association multilatérale pour l'étude des inégalités en matière de santé et le renforcement de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud  Lancé le 01/10/2011	Les inégalités et la santé des groupes vulnérables, ainsi que la lenteur des progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement dans le domaine de la santé sont des préoccupations qui doivent être prises en compte, notamment dans le cas des pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Si certains pays ont fait des progrès, ceux-ci ne sont pas connus d'autres pays qui pourraient pourtant tirer parti de cette expérience. Une collaboration renforcée pourrait être utile mais reste difficile à mettre en place. Le projet MASCOT réunit donc onze partenaires provenant de trois régions géographiques (Europe, Amérique latine et Afrique), un conseil consultatif et d'autres experts en la matière, qui sont chargés

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>de répondre à cette problématique.</p> <p>Les travaux sont spécifiquement conçus pour atteindre des objectifs définis:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- créer des liens entre les initiatives Nord-Sud et Sud-Sud visant la santé maternelle et infantile et les inégalités en la matière dans les pays en développement;</li> <li>- fournir des éléments d'information sur les meilleures pratiques et des conseils stratégiques en vue de la mise au point d'interventions futures en matière de santé publique et de systèmes de santé;</li> <li>- au terme d'une première étape consistant à mettre en place des procédures de normalisation et de contrôle de la qualité, des activités de cartographie seront menées dans différents pays des trois régions visées, le but étant d'évaluer l'état actuel des inégalités en matière de santé maternelle et infantile, d'identifier les institutions et équipes de recherche qui effectuent des travaux de recherche dans ce domaine, de détecter des projets et résultats de recherche prometteurs ainsi que des stratégies, programmes et politiques mis en œuvre pour lutter contre les inégalités en matière de santé maternelle et infantile. Après quoi, des recommandations concernant les meilleures pratiques et les conseils stratégiques seront formulées à l'intention des pays désireux de mener des actions pour améliorer la santé maternelle et infantile et lutter contre les inégalités en la matière. Une partie importante des travaux consistera également à favoriser la collaboration multilatérale et le transfert de connaissances en tant qu'activité clé du projet MASCOT. Pendant toute la durée du projet, différents outils comme des réunions, des ateliers, des événements organisés en partenariat, un site Web et des brochures serviront à communiquer et à favoriser les échanges entre les parties prenantes et les décideurs politiques dans le domaine de la santé. En définitive, le projet MASCOT devrait donc permettre de réduire les inégalités en matière de santé entre et dans les différentes régions du monde.</li> </ul> <p>Participant: INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE MÉDICALE (Contribution de la CE: 101 905 €) Coût total du projet: 2 287 574 €</p>
Tanzanie (République -Unie de)	Soutenir la gestion décentralisée pour améliorer l'efficacité du personnel de santé au Ghana, en Ouganda et en Tanzanie  Lancé le 01/09/2011	<p>Le projet s'attaque au déficit de personnel dans des pays d'Afrique subsaharienne en améliorant l'efficacité globale du personnel. Des activités de renforcement de la gestion seront expérimentées, le but étant d'identifier les améliorations pouvant être apportées à partir des ressources disponibles dans des structures de gestion décentralisées. Les activités de renforcement de la gestion permettront de mettre au point des approches intégrées visant à améliorer l'efficacité du personnel sur la base d'une analyse de situation et de surveiller l'incidence du projet sur l'efficacité du personnel et les effets imprévus sur les systèmes. De nouvelles connaissances seront obtenues sur l'efficacité d'une approche du renforcement de la gestion basée sur des actions et sur les stratégies qui améliorent l'efficacité du personnel de santé dans différents contextes.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ DE DAR ES-SALAAM (Contribution de la CE: 396 464 €) Coût total du projet: 3 785 700 €</p>



Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
Ouganda	<p>Valeur ajoutée provenant de sous-produits industriels à haute teneur en protéines et en huile</p> <p>Lancé le 01/01/2012</p>	<p>Le projet APROPOS est centré sur la mise au point de nouvelles solutions de traitement biomécanique éco-efficaces permettant d'enrichir les fractions intermédiaires provenant des résidus de procédés industriels à haute teneur en protéines et contenant de l'huile qui sont issus de l'agriculture et de la pêche. Des opérations de modification au moyen d'enzymes sont élaborées pour les fractions intermédiaires, le but étant d'obtenir des composants nutritifs et bioactifs à valeur ajoutée, des biomatériaux chimiques et des biomatériaux fonctionnels adaptés à des applications dans les domaines de l'alimentation, des soins de la peau, de la cicatrisation, des biopesticides et de l'amélioration des sols. Le volume des résidus visés est considérable en Europe et important au niveau mondial. Les concepts zéro déchet qui seront élaborés viseront à éviter la purification inutile des composants et à permettre la mise en place d'unités de traitement locales réparties en fonction de la production primaire et la création de nouveaux débouchés commerciaux essentiellement pour les PME en Europe et ailleurs. On accorde une attention particulière à l'Afrique de l'Est et à l'Inde afin de répondre à leurs besoins concernant la transformation des résidus locaux en composants destinés à l'alimentation des nourrissons et à la lutte contre les parasites, respectivement, dans les zones rurales des deux régions. Le succès des innovations technologiques sera évalué du point de vue de la faisabilité économique, du rendement d'utilisation des matières premières et des répercussions environnementales. L'évaluation comportera également une étude de la manière dont la chaîne de valeur allant du producteur de résidus aux utilisations finales qui aura été mise en place affectera la chaîne de valeur allant du producteur de résidus au fourrage ou à l'énergie existante. Le groupe de recherche multidisciplinaire et le groupe de PME interindustries couvrent ensemble toute la chaîne de valeur, des producteurs et transformateurs de résidus jusqu'aux différents utilisateurs finals. L'expertise des partenaires comprend la transformation des produits issus de l'agriculture et de la pêche, la fabrication de matériel de transformation, la transformation mécanique, chimique et biotechnique des biomatériaux, la valorisation et l'analyse des biomatériaux, la technologie enzymatique, les applications au produit final, l'évaluation de l'éco-efficacité et des chaînes de valeur, le transfert de technologie et la commercialisation. La faisabilité des procédés mis au point est vérifiée au moyen de démonstrations.</p> <p>Participant: LASTING SOLUTIONS LTD (Contribution de la CE: 8 775 €) Coût total du projet: 3 879 813 €</p>
Ouganda	<p>Aquaculture pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la nutrition</p> <p>Lancé le 01/01/2012</p>	<p>L'aquaculture est généralement considérée comme importante pour accroître la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et améliorer la nutrition. Toutefois, peu de renseignements sont disponibles concernant les répercussions directes et indirectes de l'aquaculture sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans la plupart des pays en développement et des pays à faible revenu et à déficit alimentaire. L'enrichissement de la base de connaissances concernant l'aquaculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre de ce projet fournira les éléments d'information qui serviront de fondement à une affectation judicieuse des ressources et à l'élaboration de stratégies, et ultérieurement à la planification, à la mise en œuvre et à la coordination efficaces de programmes de développement et de recherche soutenant l'essor durable de</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>l'aquaculture et renforçant son incidence sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Le projet doit être mis en œuvre par 18 partenaires dans 11 pays à faible revenu et à déficit alimentaire, par 3 partenaires de l'UE et par 3 organisations internationales. Il enrichira la base de connaissances concernant la sécurité alimentaire et la pauvreté, et favorisera la mise au point de méthodes nouvelles ou plus rigoureuses pour l'évaluation de la contribution de l'aquaculture à la lutte contre la faim et la pauvreté dans les pays en développement et les pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Cela favorisera une meilleure compréhension de la contribution de l'aquaculture au développement humain. Les pays partenaires dans le cadre du projet ont été choisis sur la base de plusieurs conditions en matière de développement humain et d'efforts déployés au niveau national pour inclure l'aquaculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire nationale et de réduire la pauvreté. Ils représentent toutes les grandes régions qui pratiquent l'aquaculture et les pays partenaires de la coopération internationale (PPCI) dans lesquels l'aquaculture contribue grandement à l'économie nationale, dont le nombre d'exploitations aquicoles de petite taille est élevé et dont le commerce international des poissons et des produits de la pêche est important. Les résultats du projet seront portés à l'attention de pays et de partenaires de développement, en particulier l'UE, et les résultats aideront les pays à faible revenu et à déficit alimentaire ainsi que différents partenaires de développement à améliorer l'efficacité et la coordination des initiatives de développement axées sur l'aquaculture en tant que moyen de promouvoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ MAKERERE (Contribution de la CE: 24 000 €) Coût total du projet: 1 062 072 €</p>
Ouganda	<p>Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la société de l'information en Afrique</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun). Les principaux objectifs de l'Initiative IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&amp;D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&amp;D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires. L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>réunions de discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&amp;T/TIC pour identifier les priorités en matière de recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus.</p> <p>Participant: CONSEIL NATIONAL DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'OUGANDA (Contribution de la CE: 29 737 €) Coût total du projet: 1 078 205 €</p>
Ouganda	<p>Soutenir la gestion décentralisée pour améliorer l'efficacité du personnel de santé au Ghana, en Ouganda et en Tanzanie</p> <p>Lancé le 01/09/2011</p>	<p>Le projet s'attaque au déficit de personnel dans des pays d'Afrique subsaharienne en améliorant l'efficacité globale du personnel. Des activités de renforcement de la gestion seront expérimentées, le but étant d'identifier les améliorations pouvant être apportées à partir des ressources disponibles dans des structures de gestion décentralisées. Les activités de renforcement de la gestion permettront de mettre au point des approches intégrées visant à améliorer l'efficacité du personnel sur la base d'une analyse de situation et de surveiller l'incidence du projet sur l'efficacité du personnel et les effets imprévus sur les systèmes. De nouvelles connaissances seront obtenues sur l'efficacité d'une approche du renforcement de la gestion basée sur des actions et sur les stratégies qui améliorent l'efficacité du personnel de santé dans différents contextes.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ MAKERERE (Contribution de la CE: 405 857 €) Coût total du projet: 3 785 700 €</p>
Zambie	<p>Aquaculture pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la nutrition</p> <p>Lancé le 01/01/2012</p>	<p>L'aquaculture est généralement considérée comme importante pour accroître la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et améliorer la nutrition. Toutefois, peu de renseignements sont disponibles concernant les répercussions directes et indirectes de l'aquaculture sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans la plupart des pays en développement et des pays à faible revenu et à déficit alimentaire. L'enrichissement de la base de connaissances concernant l'aquaculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre de ce projet fournira les éléments d'information qui serviront de fondement à une affectation judicieuse des ressources et à l'élaboration de stratégies, et ultérieurement à la planification, à la mise en œuvre et à la coordination efficaces de programmes de développement et de recherche soutenant l'essor durable de l'aquaculture et renforçant son incidence sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Le projet doit être mis en œuvre par 18 partenaires dans 11 pays à faible revenu et à déficit alimentaire, par 3 partenaires de l'UE et par 3 organisations internationales. Il enrichira la base de connaissances concernant la sécurité alimentaire et la pauvreté, et favorisera la mise au point de méthodes nouvelles ou plus rigoureuses pour l'évaluation de la contribution de l'aquaculture à la lutte contre la faim et la pauvreté dans les pays en développement et</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>les pays à faible revenu et à déficit alimentaire. Cela favorisera une meilleure compréhension de la contribution de l'aquaculture au développement humain. Les pays partenaires dans le cadre du projet ont été choisis sur la base de plusieurs conditions en matière de développement humain et d'efforts déployés au niveau national pour inclure l'aquaculture afin d'améliorer la sécurité alimentaire nationale et de réduire la pauvreté. Ils représentent toutes les grandes régions qui pratiquent l'aquaculture et les pays partenaires de la coopération internationale (PPCI) dans lesquels l'aquaculture contribue grandement à l'économie nationale, dont le nombre d'exploitations aquicoles de petite taille est élevé et dont le commerce international des poissons et des produits de la pêche est important. Les résultats du projet seront portés à l'attention de pays et de partenaires de développement, en particulier l'UE, et les résultats aideront les pays à faible revenu et à déficit alimentaire ainsi que différents partenaires de développement à améliorer l'efficacité et la coordination des initiatives de développement axées sur l'aquaculture en tant que moyen de promouvoir la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ DE ZAMBIE (Contribution de la CE: 24 000 €) Coût total du projet: 1 062 072 €</p>
Zambie	<p>Recherche coopérative de l'Union européenne et de l'Union africaine en vue de l'augmentation de la production alimentaire dans les systèmes de cultures irriguées en Afrique/EAU4Food</p> <p>Lancé le 01/07/2011</p>	<p>Le projet EAU4Food s'efforce de répondre au besoin de nouvelles approches permettant d'augmenter la production alimentaire dans les régions irriguées de l'Afrique tout en garantissant des environnements salubres et résilients. On évite les écueils potentiels de l'introduction d'innovations dans les systèmes de culture locaux, comme une adoption limitée par les agriculteurs et des effets de compromis avec d'autres systèmes (environnementaux), respectivement: i) en utilisant une approche véritablement transdisciplinaire, qui implique la participation active de toutes les parties prenantes dans toutes les disciplines pertinentes, et ii) en déterminant et respectant ce qu'il est convenu d'appeler des seuils de production durable. Le projet EAU4Food est mis en œuvre dans quatre régions irriguées d'Afrique, soit l'Afrique australe (Mozambique et Afrique du Sud), la Tunisie, le Mali et l'Éthiopie, afin qu'il soit pleinement tiré parti du potentiel de distribution croisée des stratégies et innovations prometteuses. Sur chaque site, on surveille des indicateurs clés, des facteurs de risque, des stratégies agricoles et des paramètres biophysiques pour identifier les obstacles actuels à la production alimentaire et évaluer les incidences agroécologiques et socioéconomiques de pratiques améliorées et/ou d'innovations après leur mise en œuvre. Les résultats du projet EAU4Food sont synthétisés dans des tableaux et des lignes directrices de soutien adaptés à l'intention de différents groupes d'utilisateurs. Ces tableaux et lignes directrices appuient les processus décisionnels au niveau local en permettant le suivi des effets à court et long terme de pratiques de remplacement et de stratégies améliorées. Le projet EAU4Food devrait avoir une incidence positive importante sur la production agricole au niveau des exploitations pendant de nombreuses années, et sur les processus plus généraux d'élaboration des politiques aux niveaux national et transnational. Afin d'étendre et de maintenir l'impact du projet EAU4Food, on met sur pied des programmes de renforcement des capacités à différents niveaux, qu'il s'agisse d'échanges entre agriculteurs ou d'échanges de personnel scientifique. De plus, une exploitation complémentaire des résultats du projet EAU4Food est effectuée au moyen d'autres outils comme</p>

Pays/région(s) bénéficiaire(s)	Nom et date du projet	Description
		<p>des "chants célébrant la réussite", des documentaires, des programmes scolaires, des notes de synthèse, des dossiers documentaires ainsi que des publications et exposés scientifiques.</p> <p>Participant: UNIVERSITÉ DE ZAMBIE (Contribution de la CE: 154 640 €) Coût total du projet: 4 943 245 €</p>
Zambie	<p>Initiative IST-Africa (2012-2013) – Impact régional des technologies de la société de l'information en Afrique</p> <p>Lancé le 01/10/2011</p>	<p>L'Initiative IST-Africa (2012-2013) est une collaboration stratégique entre un partenaire européen et 19 ministères et conseils nationaux africains responsables de l'adoption des TIC/STI ainsi que de la politique et de la recherche dans ce domaine, qui représentent l'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie), l'Afrique australe (Afrique du Sud, Namibie, Lesotho, Maurice, Mozambique, Botswana, Zambie, Swaziland, Malawi), l'Afrique de l'Est (Tanzanie, Ouganda, Kenya, Burundi, Éthiopie), l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Ghana) et l'Afrique centrale (Cameroun). Les principaux objectifs de l'Initiative IST-Africa (2012-2013) sont les suivants: soutenir les discussions sur la R&amp;D concernant la société de l'information et les TIC, et renforcer la coopération entre la CE, la CUA, l'UE, les États membres africains et des organisations régionales clés; soutenir les travaux du groupe d'experts européens et la mise en œuvre du 8<sup>ème</sup> Partenariat stratégique Afrique-UE; organiser des événements synchronisés avec des réunions de discussion en donnant des avis sur les priorités communes en matière de R&amp;D et en renforçant les liens dans le domaine de la recherche entre l'UE et l'Afrique; identifier et analyser les priorités dans le domaine de la recherche sur les TIC en Afrique et présenter des recommandations concernant la coopération future entre l'Afrique et l'UE; renforcer les liens dans le domaine de la recherche coopérative entre les organisations européennes et les organisations africaines en vue de l'établissement de partenariats stratégiques; soutenir le développement de points de contact nationaux dans les pays partenaires. L'Initiative IST-Africa (2012-2013) organisera deux rencontres thématiques pour des groupes de travail; facilitera deux réunions de discussion informelles du groupe d'experts européens (qui seront organisées par les États membres de l'UE ou la CE) pour soutenir la CE; organisera deux conférences de recherche au niveau ministériel en Afrique et des réunions avec des communautés économiques régionales (CER) et d'autres parties prenantes régionales; collaborera avec des parties prenantes nationales et régionales africaines dans le domaine des S&amp;T/TIC pour identifier les priorités en matière de recherche; organisera des ateliers de formation sur le 7<sup>ème</sup> Programme-cadre dans de nouveaux pays partenaires (Zambie, Éthiopie, Ghana, Swaziland, Malawi) pour sensibiliser ces pays aux demandes, valider les priorités et préciser les recommandations; organisera deux ateliers IST-Africa lors de conférences en Europe pour mettre en avant les capacités de recherche de l'Afrique; maximisera l'impact régional en collaborant avec les plates-formes technologiques pertinentes et en publiant des contenus.</p> <p>Participant: Ministère des communications et des transports (Contribution de la CE: 28 651 €) Coût total du projet: 1 078 205 €</p>

F. PROJETS ET PROGRAMMES GÉRÉS PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION (DG DEVCO) QUI ONT ÉTÉ LANCÉS APRÈS JUILLET 2011.

<b>Intra-ACP</b>
------------------

1. **Intitulé du projet/programme:** Programme d'appui à la consolidation du cadre d'action dans le cadre du partenariat UE-Afrique sur le coton.
2. **Objectif général et/ou objet:** Les producteurs de coton et industries cotonnières en Afrique mettent en œuvre des stratégies relatives au coton de manière concertée pour assurer le développement durable du secteur du coton africain.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** /
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
10. **Résultats/impact:** Le programme devrait contribuer à l'amélioration durable de la compétitivité, de la valeur ajoutée et de la viabilité du secteur du coton en Afrique, ce qui optimisera l'impact sur les revenus des producteurs.
11. **Budget ou fonds alloués:** 11 millions d'euros.
12. **Durée:** Cinq ans (2012-2017).
13. **État d'avancement:** En cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Aude SAUVAGET (DEVCO E5).

<b>ASIE, RÉGION</b>
---------------------

1. **Intitulé du projet/programme:** Asia Investment Facility (Mécanisme d'investissement en Asie) (AIF).
2. **Objectif général et/ou objet:** L'AIF a pour principal objet de promouvoir les investissements additionnels et la mise en place d'une infrastructure essentielle, la priorité allant aux investissements liés aux changements climatiques et aux investissements "verts" dans les domaines de l'environnement, de l'énergie ainsi que dans les PME et l'infrastructure sociale. Une extension ultérieure au secteur du transport pourrait être envisagée.

3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** /
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
10. **Résultats/impact:** Afin que les objectifs de l'ICD et de la Stratégie régionale pour les pays asiatiques soient atteints, dans le cadre de la "coopération politique et fondée sur le savoir-faire", les investissements essentiels, en particulier les investissements liés aux changements climatiques et les investissements "verts" dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et du transport, bénéficieront d'un soutien.
11. **Budget ou fonds alloués:** 30 millions d'euros.
12. **Durée:** Deux ans (2011-2012).
13. **État d'avancement:** En cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Pierre LE JEUNE (DEVCO H2).

<b>BANGLADESH</b>
-------------------

1. **Intitulé du projet/programme:** Réduction de la pauvreté par le biais de marchés inclusifs et durables (PRISM).
2. **Objectif général et/ou objet:** Améliorer la compétitivité des entreprises artisanales et des petites entreprises afin d'augmenter les possibilités d'emploi dans des domaines et secteurs ciblés.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** /
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
8. **Type de technologie transféré:** /

9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** Amélioration de la fourniture du soutien à la formation professionnelle et technique au secteur des petites et moyennes entreprises et de l'artisanat et de la qualité de ce soutien.
10. **Résultats/impact:** Réduire la pauvreté au Bangladesh en favorisant une croissance propauvres durable.
11. **Budget ou fonds alloués:** 30 millions d'euros.
12. **Durée:** /
13. **État d'avancement:** Fait l'objet d'engagements.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Fabrizio SENESI 5 (délégation du Bangladesh).

<b>RÉGION DES CARAÏBES</b>
----------------------------

1. **Intitulé du projet/programme:** Soutien au Forum des Caraïbes des États ACP pour la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de l'Accord de partenariat économique (APE).
2. **Objectif général et/ou objet:** /
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** CARIFORUM.
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** /
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** Les États des Caraïbes sont confrontés à diverses difficultés pour ce qui est de mettre en œuvre l'APE et les engagements y afférents et d'exploiter au maximum les possibilités qui peuvent être créées par l'APE. Ce programme offre un soutien institutionnel au CARIFORUM et à ses États membres. Il fournit aussi un soutien technique dans des domaines communs essentiels au développement des économies dans lesquels des faiblesses, à des degrés divers, ont été recensées. Ces domaines comprennent l'ajustement budgétaire (les États membres du CARIFORUM dépendent actuellement fortement des taxes à la frontière pour leurs recettes budgétaires), les mesures sanitaires et phytosanitaires (nécessité d'être concurrentiel pour obtenir/accroître l'accès aux marchés), les obstacles techniques au commerce (capacité limitée pour faire face aux obstacles non nécessaires au commerce), les services (pour tirer avantage du commerce transfrontières et du mouvement des personnes physiques) et le secteur du rhum (pour obtenir une reconnaissance internationale totale).
10. **Résultats/impact:** /



11. **Budget ou fonds alloués:** 46,5 millions d'euros.
12. **Durée:** Cinq ans (2012-2017).
13. **État d'avancement:** En cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Kathleen DUMMETT (délégation de la Barbade).

<b>RÉGION DES CARAÏBES</b>
----------------------------

1. **Intitulé du projet/programme:** Intégration économique et commerce de l'OECD.
2. **Objectif général et/ou objet:** Le programme est axé sur les objectifs spécifiques suivants: améliorer la capacité institutionnelle de l'OECD de stimuler, gérer et coordonner le processus d'intégration économique; améliorer l'harmonisation des politiques sectorielles dans les secteurs du tourisme et de l'agriculture; accroître la compétitivité et la capacité d'exportation du secteur privé de l'OECD.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** /
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
10. **Résultats/impact:** Le programme vise à soutenir l'Union économique de l'OECD.
11. **Budget ou fonds alloués:** 8,6 millions d'euros.
12. **Durée:** Cinq ans (2012-2017).
13. **État d'avancement:** En cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Andrea JANOHAN (délégation de la Barbade).

<b>ÉTHIOPIE</b>
-----------------

- 1. Intitulé du projet/programme:** Soutien des CE à la deuxième phase du Programme de renforcement des capacités du secteur public (PSCAP II).
- 2. Objectif général et/ou objet:** Les objectifs spécifiques de ce projet de soutien sont de traiter horizontalement les contraintes de capacité dans l'ensemble du secteur public (fédéral et régional), le but étant de renforcer les systèmes, processus et procédures publics pour améliorer la prestation des services tout en augmentant l'incidence sur le développement et la réduction de la pauvreté.
- 3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** Secteur public éthiopien.
- 4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
- 5. PMA Membres visés (destinataires du transfert):** /
- 6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
- 7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Sous-programme n° 6 relevant du PSCAP – Technologies de l'information et de la communication. L'objectif du sous-programme sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) est d'exploiter les TIC pour favoriser le développement des ressources humaines, de la démocratisation, de la prestation de services et de la bonne gouvernance.
- 8. Type de technologie transféré:** /
- 9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** L'objectif du sous-programme sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) est d'exploiter les TIC pour favoriser le développement des ressources humaines, de la démocratisation, de la prestation de services et de la bonne gouvernance.
- 10. Résultats/impact:** Le PSCAP vise à:
  - fournir, aux niveaux fédéral, régional et local, des services publics plus efficaces, plus adaptés aux besoins et sur une plus grande échelle;
  - donner aux citoyens les moyens de participer plus efficacement à la définition de leur propre développement;
  - promouvoir la bonne gouvernance et la responsabilisation.
- 11. Budget ou fonds alloués:** 10 millions d'euros.
- 12. Durée:** Trois ans (2012-2015).
- 13. État d'avancement:** En cours.
- 14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Ephraim ZEWDIE (délégation de l'Éthiopie).

**GAMBIE**

1. **Intitulé du projet/programme:** Projet de soutien de l'AAMC à la Gambie pour la gestion intégrée de la zone côtière et la prise en compte des changements climatiques.
2. **Objectif général et/ou objet:** Les objectifs spécifiques sont i) de renforcer la capacité au niveau national de planifier les incidences des changements climatiques dans les régions côtières et d'y faire face et ii) de favoriser la prise en compte des changements climatiques dans la planification du développement.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** Agence nationale de l'environnement (National Environment Agency) (NEA) de la Gambie.
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Gambie.
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** Renforcement des capacités de la NEA et des autres parties prenantes concernées.
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Gestion intégrée de la zone côtière (GIZC) et adaptation en zone côtière d'une manière durable.
8. **Type de technologie transféré:** Savoir-faire en matière de GIZC et d'adaptation en zone côtière.
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
10. **Résultats/impact:** *Établissement d'un processus de GIZC participatif et autonome durable et renforcement de la capacité d'adaptation aux changements climatiques au niveau local.*
11. **Budget ou fonds alloués:** 3,86 millions d'euros.
12. **Durée:** Trois ans (2012-2016).
13. **État d'avancement:** En cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Fausto PERINI (délégation de la Gambie).

**HAÏTI**

1. **Intitulé du projet/programme:** Appui à la coopération binationale dans les domaines du commerce, de l'environnement et du développement local.
2. **Objectif général et/ou objet:** L'objectif général du programme binational est de favoriser le développement d'Haïti et de la République dominicaine, i) par le développement d'une coopération économique et commerciale binationale axée sur l'exploitation d'avantages réciproques et le renforcement de la solidarité, ii) par un appui au développement des capacités nationales et

binationales pour une gestion durable des territoires et des ressources transfrontaliers, et iii) par le renforcement des capacités des institutions publiques.

**3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie: /**

**4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert): /**

**5. PMA Membres visés (destinataires du transfert): /**

**6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie: /**

**7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie: /**

**8. Type de technologie transféré: /**

**9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie: /**

**10. Résultats/impact:** Favoriser le développement d'Haïti et de la République dominicaine en appuyant le processus d'intégration régionale qui tient compte des exigences de développement durable et des impératifs de réduction de la pauvreté.

**11. Budget ou fonds alloués:** 18,7 millions d'euros.

**12. Durée:** Quatre ans (2012-2016).

**13. État d'avancement:** En cours.

**14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Sébastien COCARD (délégation d'Haïti).

<b>HAÏTI et RÉPUBLIQUE DOMINICAINE</b>
--

**1. Intitulé du projet/programme:** Programme d'appui au Ministère du commerce et de l'industrie.

**2. Objectif général et/ou objet:** La finalité du projet est double: 1) renforcer les capacités institutionnelles du Ministère du commerce et de l'industrie (MCI) dans l'analyse, la formulation et la mise en œuvre de la politique en matière de commerce et de concurrence, la coordination de l'ensemble des partenaires publics/privés impliqués et le pilotage stratégique des négociations commerciales; 2) renforcer la compétitivité en renforçant les infrastructures qualité, et en développant un programme d'appui spécifique au secteur privé (PME/PMI et OI).

**3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie: /**

**4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert): /**

**5. PMA Membres visés (destinataires du transfert): /**

**6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie: /**

7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
10. **Résultats/impact:** L'objectif principal de ce programme est d'améliorer l'intégration du pays dans la dynamique des échanges régionaux et internationaux, et de permettre au pays de tirer parti de cette intégration pour assurer une croissance économique durable.
11. **Budget ou fonds alloués:** 4,5 millions d'euros.
12. **Durée:** Trois ans (2012-2015).
13. **État d'avancement:** En cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Sébastien COCARD (délégation d'Haïti).

<b>SOUDAN DU SUD</b>
----------------------

1. **Intitulé du projet/programme:** Programme de développement rural du Soudan du Sud (SORUDEV).
2. **Objectif général et/ou objet:** Le projet a pour objectif d'améliorer l'efficacité des systèmes alimentaires dans quatre États du Soudan du Sud. Il contribuera à améliorer la sécurité alimentaire en renforçant le gouvernement et les institutions des États concernés pour que les États soient mieux en mesure de définir, de formuler et de mettre en pratique des stratégies de réponse efficaces aux causes de l'insécurité alimentaire; en augmentant la production des petits agriculteurs et en facilitant une distribution plus efficace de la production agricole au moyen d'un réseau routier rural étendu.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** /
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
10. **Résultats/impact:** Amélioration de la sécurité alimentaire dans quatre États du Soudan du Sud.
11. **Budget ou fonds alloués:** 42 millions d'euros.

12. **Durée:** Cinq ans (2012-2017).

13. **État d'avancement:** En cours.

14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Alvaro ORTEGA APARICIO (délégation du Soudan).

<b>TANZANIE</b>
-----------------

1. **Intitulé du projet/programme:** Programme de soutien au commerce et à l'agriculture, Phase II-TASP II.

2. **Objectif général et/ou objet:** Augmenter les revenus des agriculteurs grâce à un meilleur accès aux marchés (marchés nationaux, régionaux, mondiaux). L'objectif peut être divisé en deux volets: 1) amélioration de la réponse à la demande du marché en termes de qualité et de normes; 2) renforcement de la chaîne de valeur reliant les agriculteurs aux marchés, en vue de l'accroissement de la productivité, de la compétitivité et des revenus.

3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** Possibilités de partenariat avec des organismes de l'UE dans les domaines de la qualité et des normes.

4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** Kenya.

5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Tanzanie.

6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /

7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /

8. **Type de technologie transféré:** /

9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /

10. **Résultats/impact:** Le projet vise à contribuer aux efforts de réduction durable de la pauvreté en améliorant la participation des petits agriculteurs et des petits producteurs au commerce. Il traitera les principales contraintes du côté de l'offre.

11. **Budget ou fonds alloués:** 15 millions d'euros.

12. **Durée:** Quatre ans (2012-2016).

13. **État d'avancement:** En cours.

14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** Alexandre SERRES (délégation de la Tanzanie).

#### IV. ÉTATS MEMBRES DE L'UE

<b>ÉTAT MEMBRE DE L'UE: AUTRICHE</b>
--------------------------------------

##### 1. Description

21. L'Agence autrichienne de développement collabore avec le secteur privé en vue de la mise en place de modèles commerciaux inclusifs – solutions durables axées sur le marché, commercialement viables et pouvant produire des résultats en matière de développement qui sont susceptibles d'être mesurés, d'avoir un impact et d'être modulés pour ceux qui sont à la base de la pyramide. L'Autriche encourage les projets bien conçus et novateurs qui sont planifiés, élaborés, financés et mis en œuvre conjointement. Certaines règles doivent cependant être observées et les critères ci-après doivent être respectés pour que l'Agence autrichienne de développement soutienne un partenariat commercial:

- engagement à long terme en tant qu'investisseur à l'égard d'un pays du Sud ou de l'Est (pas d'activité d'exportation);
- avantages pour la population locale au-delà de l'activité principale de la société;
- contribution substantielle de la société et de ses partenaires, à hauteur d'au moins 50% des coûts du projet (50 000 euros minimum);
- durabilité: la société ou le partenaire local (institution publique, société partenaire) doit faire en sorte que l'engagement soit maintenu après la fin du projet;
- respect de la législation du pays partenaire, ainsi que des normes environnementales et sociales reconnues au niveau international (normes fondamentales du travail de l'Organisation internationale du travail (OIT), principes directeurs pour les entreprises multinationales de l'OCDE, principes du Pacte mondial de l'ONU, etc.).

22. Dans les pays bénéficiaires, les intérêts économiques peuvent être étroitement liés à la responsabilité sociale. Ce lien entre avantages sociaux et économiques peut par exemple prendre les formes suivantes:

- formation et renforcement des capacités pour la promotion des PME et la formation professionnelle;
- formation et renforcement des capacités en faveur du développement rural;
- transfert de technologie aux fins de l'amélioration de l'environnement, de l'approvisionnement en énergie renouvelable;
- amélioration de l'infrastructure, de la gestion de l'eau et des déchets;
- mise en œuvre de normes sociales;
- mise en œuvre de normes écologiques;
- prévention du VIH/SIDA et autres activités relatives aux soins de santé;
- bonne gouvernance;

- tourisme durable;
- gestion durable des terres et des forêts, y compris les processus de certification FSC;
- mise au point d'un système de contrôle de la qualité et de la sécurité des produits alimentaires.

Durée: Depuis 2005.

Budget 2005-2012: Environ 17 millions d'euros.

## **2. Pays bénéficiaire(s)**

23. Des partenariats commerciaux peuvent généralement être mis en place dans tous les pays en développement. La liste actuelle est disponible sur le site Web du Comité d'aide au développement de l'OCDE (<http://www.oecd.org/dac/stats/daclist>). La préférence est donnée aux projets de pays classés prioritaires dans le cadre de la Coopération autrichienne pour le développement.

## **3. Objectif(s) et type(s) d'incitations**

*Objectif 1: Encourager la réalisation de projets portant, par exemple, sur l'investissement direct, la concession de licences, le franchisage, la sous-traitance, etc., au moyen d'incitations financières (cofinancement à hauteur de 50% maximum)  
Aide aux entreprises nationales et celles de pays tiers pour identifier des partenaires potentiels (conseils, contacts, etc.)*

*Objectif 2: Améliorer l'accès aux techniques et procédés industriels existants  
Accès aux sources d'information légales et technologiques  
Création de centres d'information  
Formation aux techniques les plus récentes*

*Objectif 4: Assurer une formation en gestion des technologies et en méthodes de production*

*Objectif 5: Renforcement des capacités*

*Objectif 6: Encourager le commerce de biens technologiques*

## **4. Entreprises ou institutions admissibles**

Entreprises européennes.

## **5. Type de technologie transférée**

24. Le transfert de technologie s'applique à différents secteurs comme les procédés de production, l'apprentissage en ligne et les programmes de formation de formateurs.

## **6. Fonctionnement pratique**

25. Les entreprises présentent des propositions succinctes de projets. Le Bureau des partenariats commerciaux de l'Agence autrichienne de développement aide les entreprises à développer et à mettre au point l'idée du projet, ainsi qu'à élaborer un concept de projet. C'est sur ce dernier que repose la présentation au comité de sélection de l'Agence. Après approbation, le concept de projet constitue l'essentiel de la teneur du contrat.



**7. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

- établissement de programmes de formation de formateurs;
- établissement de coopératives;
- formation des fournisseurs;
- transfert de technologie, par exemple efficacité énergétique.

**8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/sur le nombre de projets soutenus**

26. Quarante-vingt-dix projets soutenus depuis 2005 (52 achevés, 38 en cours de mise en œuvre).

**9. Point de contact**

Austrian Development Agency  
Unit "Private Sector and Development"  
Zelinkagasse 2  
1010 Vienna  
Autriche

M. Gunter Schall, Head of Unit  
Tél.: +43 (0)1 90399-2570  
Courriel: [wirtschaft@ada.gv.at](mailto:wirtschaft@ada.gv.at)  
Site Web: [www.ada.gv.at](http://www.ada.gv.at)

**ÉTAT MEMBRE DE L'UE: BELGIQUE**

**BURKINA FASO**

- 1. Intitulé du projet/programme:** Renforcement du Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (CIRDES) comme centre de référence pour le diagnostic et le contrôle de la trypanosomose et de la résistance aux trypanocides en Afrique de l'Ouest.
- 2. Objectif général et/ou objet:** Contribuer au bien-être et à la réduction de la pauvreté de la population locale par une meilleure productivité du bétail.
- 3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
- 4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
- 5. PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (CIRDES).
- 6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
- 7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
- 8. Type de technologie transféré:** Médecine vétérinaire.
- 9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** L'élevage de bétail représente une activité commerciale significative dans la région et la trypanosomose y représente l'une des contraintes majeures.
- 10. Résultats/impact:** Renforcer la capacité du CIRDES dans les domaines du diagnostic et du contrôle de la trypanosomose animale et des trypanosomes résistants aux trypanocides chez le bétail en Afrique de l'Ouest afin d'améliorer les stratégies de contrôle de la maladie par les éleveurs.
- 11. Budget ou fonds alloués:** 361 109 euros.
- 12. Durée:** Du 01/01/2011 au 31/12/2013.
- 13. État d'avancement:** Le projet est en cours.
- 14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT et Centre international de recherche-développement sur l'élevage en zone subhumide (CIRDES), institut partenaire.

**CAMBODGE**

- 1. Intitulé du projet/programme:** Renforcement des capacités permettant de mener des recherches cliniques de grande qualité et d'assurer une formation dans le domaine des maladies infectieuses, dans un environnement où la qualité des soins, y compris les diagnostics de laboratoires, est garantie grâce à la mise en œuvre d'un programme d'assurance de la qualité.

2. **Objectif général et/ou objet:** Gestion basée sur des preuves des principales maladies infectieuses présentes au Cambodge, afin de réduire la mortalité et la morbidité.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Sihanouk Hospital Center of Hope.
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Maladies infectieuses.
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** Des ressources humaines compétentes sont disponibles au Sihanouk Hospital Center of Hope. Les constatations et les données probantes sont acceptées par d'autres acteurs du domaine de la santé et le Ministère de la santé et sont mises en application.
10. **Résultats/impact:** Améliorer la capacité du Sihanouk Hospital Center of Hope à rassembler des données probantes sur les maladies infectieuses et à mettre en œuvre des pratiques exemplaires dans leur gestion au Cambodge.
11. **Budget ou fonds alloués:** 709 226 euros.
12. **Durée:** Du 01/01/2011 au 31/12/2013.
13. **État d'avancement:** Le projet est en cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT et Sihanouk Hospital Center of Hope, institut partenaire.

## **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO**

1. **Intitulé du projet/programme:** Consolidation et renforcement de l'Institut national de recherche biomédicale (INRB) comme laboratoire national de référence et institut de recherche biomédicale en République démocratique du Congo.
2. **Objectif général et/ou objet:** Contribution à l'amélioration de l'état de santé de la population congolaise par un renforcement d'un élément clé du système de santé.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Institut national de recherche biomédicale (INRB).

6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Maladies infectieuses.
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** Les programmes de contrôle des maladies et les autres structures recourent effectivement à l'INRB. La paix continue à régner.
10. **Résultats/impact:** L'INRB est renforcé dans son rôle de laboratoire national de référence et d'institution de recherche pour les maladies infectieuses.
11. **Budget ou fonds alloués:** 1 787 850 euros.
12. **Durée:** Du 01/01/2011 au 31/12/2013.
13. **État d'avancement:** Le projet est en cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT et Institut national de recherche biomédicale (INRB), institut partenaire.

### SÉNÉGAL

1. **Intitulé du projet/programme:** Renforcement du Centre hospitalier universitaire de Dakar (CHU) comme centre d'excellence pour le contrôle et la recherche sur le VIH, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses au Sénégal.
2. **Objectif général et/ou objet:** Contribuer au contrôle des maladies infectieuses au Sénégal.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Centre hospitalier universitaire de Dakar.
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Maladies infectieuses.
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
10. **Résultats/impact:** Le renforcement de la capacité institutionnelle du CHU de Dakar pour le contrôle et la recherche sur le VIH/SIDA, la tuberculose et d'autres maladies infectieuses.
11. **Budget ou fonds alloués:** 721 255 euros.
12. **Durée:** Du 01/01/2011 au 31/12/2013.
13. **État d'avancement:** Le projet est en cours.

**14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT et Centre hospitalier universitaire de Dakar, institut partenaire.

### OUGANDA

**1. Intitulé du projet/programme:** Renforcement des capacités de recherche sur les systèmes de santé et d'élaboration de politiques sanitaires en Ouganda.

**2. Objectif général et/ou objet:** Contribuer à l'amélioration de la santé de la population ougandaise en développant le système de santé ougandais et en fournissant des renseignements pertinents pour l'élaboration de politiques de santé rationnelles.

**3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /

**4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /

**5. PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Institut de santé publique de l'Université Makerere (MUIPH).

**6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /

**7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Santé publique.

**8. Type de technologie transféré:** /

**9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** Le niveau actuel du financement des programmes en cours reste stable et la situation des effectifs s'améliore. Des candidats admissibles au doctorat ont été identifiés et ils progressent comme prévu.

**10. Résultats/impact:** Accroître sensiblement la capacité et le rôle de l'Institut de santé publique pour ce qui est de fournir une base d'éléments de preuve et de connaissances pour l'élaboration de politiques rationnelles, et de développer le système de santé de district. Cela permettra, grâce aux liens étroits entre l'Institut de santé publique, quelques districts sélectionnés et le Ministère de la santé, conjugués aux compétences techniques de l'IMT, de disposer d'une base pour l'élaboration et la mise en œuvre effective de politiques de santé en Ouganda et dans d'autres pays.

**11. Budget ou fonds alloués:** 842 673 euros.

**12. Durée:** Du 01/01/2011 au 31/12/2013.

**13. État d'avancement:** Le projet est en cours.

**14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT et Institut de santé publique de l'Université Makerere (MUIPH), institut partenaire.

### VIET NAM ET SUD-EST ASIATIQUE

**1. Intitulé du projet/programme:** Collaboration institutionnelle en vue de renforcer la base rationnelle pour la prévention et la lutte contre le paludisme et autres maladies parasitaires dans le sud-est asiatique.

2. **Objectif général et/ou objet:** Renforcer la raison d'être du contrôle durable des maladies parasitaires et des soins médicaux dans le sud-est asiatique.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Institut national du paludisme, de parasitologie et d'entomologie (NIMPE).
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Recherche biomédicale et épidémiologique.
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
10. **Résultats/impact:** Renforcer au niveau régional les capacités de recherche biomédicale et épidémiologique requises pour la surveillance et la prévention du paludisme et autres maladies parasitaires au Viet Nam, au Cambodge et dans d'autres pays du sud-est asiatique.
11. **Budget ou fonds alloués:** 1 095 178 euros.
12. **Durée:** Du 01/01/2011 au 31/12/2013.
13. **État d'avancement:** Le projet est en cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT et Institut national du paludisme, de parasitologie et d'entomologie (NIMPE), institut partenaire.

## ZAMBIE

1. **Intitulé du projet/programme:** Renforcement des capacités institutionnelles du Centre de recherche sur les maladies tropicales de Ndola, Zambie, pour la réalisation de recherches de qualité dans le domaine de la santé.
2. **Objectif général et/ou objet:** Améliorer la santé de la population locale en luttant contre le VIH et des maladies parasitaires en Zambie et dans d'autres pays africains.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Centre de recherche sur les maladies tropicales.
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /

7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
8. **Type de technologie transféré:** Prévention et traitement des maladies infectieuses.
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** Le Centre de recherche sur les maladies tropicales continue de bénéficier du soutien du gouvernement de la Zambie.
10. **Résultats/impact:** Renforcer les capacités du Centre de recherche sur les maladies tropicales comme centre d'excellence autonome dans les domaines de la recherche appliquée à la santé et de la formation à la prévention et au traitement du paludisme, du VIH/SIDA, de la tuberculose et de la trypanosomiase.
11. **Budget ou fonds alloués:** 575 594 euros.
12. **Durée:** Du 01/01/2011 au 31/12/2013.
13. **État d'avancement:** Le projet est en cours.
14. **Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT et Centre de recherche sur les maladies tropicales, institut partenaire.

#### **EDCTP – BIOMARKERS**

1. **Intitulé du projet/programme:** Qualification des nouveaux biomarqueurs pour l'innocuité des microbicides en Afrique de l'Est et du Sud.
2. **Objectif général et/ou objet:** L'objectif est d'améliorer les techniques cliniques et les techniques de laboratoire afin d'être prêt pour la "prochaine génération" d'essais d'innocuité. Tous les membres de l'équipe chargée de l'étude seront formés à l'éthique médicale, aux BPC et au protocole d'étude, et un membre compétent de l'équipe sera formé aux procédures cliniques, aux techniques de conseil, à la conduite d'entretiens, aux procédures de laboratoire (y compris le stockage d'échantillons) et aux bonnes pratiques cliniques de laboratoire.
3. **Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
4. **Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
5. **PMA Membres visés (destinataires du transfert):** International Center for Reproductive Health (Kenya), Reproductive Health and Research Unit (Afrique du Sud), Projet Ubuzima (Rwanda) et Mwanza HIV Research Collaboration (Tanzanie).
6. **Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
7. **Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Essais cliniques.
8. **Type de technologie transféré:** /
9. **Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** Renforcement des capacités pour améliorer les procédures cliniques et les procédures de laboratoire.

**10. Résultats/impact:** Les résultats prévus sont l'identification de biomarqueurs prometteurs qui pourraient être introduits dans la prochaine génération d'essais d'innocuité des microbicides et l'obtention de données de référence sur ces biomarqueurs avec lesquelles les évaluations futures chez les femmes utilisant des produits microbicides candidats pourraient être comparées.

**11. Budget ou fonds alloués:** 529 510 euros (IMT).

**12. Durée:** Du 06/04/2009 au 04/01/2013.

**13. État d'avancement:** Le projet est en cours.

**14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT.

### **EDCTP – PREGACT**

**1. Intitulé du projet/programme:** Traitements combinés à base d'artémisinine sûrs et efficaces pour les femmes africaines enceintes atteintes de malaria.

**2. Objectif général et/ou objet:** Identifier les traitements combinés à base d'artémisinine (ACT) pouvant être utilisés sans danger et avec efficacité pour traiter les femmes atteintes de malaria durant leur deuxième et troisième trimestres de grossesse. Cet objectif sera atteint au moyen de la recherche, du développement des capacités et de la constitution de réseaux.

**3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /

**4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /

**5. PMA Membres visés (destinataires du transfert):** Institut de recherche en science de la santé (Burkina Faso), Université du Malawi, École de sciences médicales (Ghana), Centre de recherche sur les maladies tropicales (Zambie) et Hôpital universitaire central de Kigali (Rwanda).

**6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /

**7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** Essais cliniques.

**8. Type de technologie transféré:** Cours de courte durée dans les domaines de la méthodologie des essais cliniques et des normes ICH.

**9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /

**10. Résultats/impact:** /

**11. Budget ou fonds alloués:** 3 708 775 euros.

**12. Durée:** Du 06/02/2009 au 05/02/2013.

**13. État d'avancement:** Le projet est en cours.

**14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT.



## **EDCTP – ADAPT**

- 1. Intitulé du projet/programme:** Études auprès de populations spéciales et études sur l'extension des indications sur les étiquettes avec les combinaisons à dose fixe artéméther-luméfantrine, amodiaquine-artésunate et dihydroartémisinine-pipéraquline en Zambie, au Malawi et au Mozambique.
- 2. Objectif général et/ou objet:** Cette étude vise à évaluer l'innocuité ou l'efficacité des ACT telles que AL, AQ-AS et DHA-PPQ chez les personnes atteintes du VIH qui suivent une thérapie antirétrovirale et à examiner la nature de l'interaction entre les médicaments antirétroviraux (ARV) et les ACT. À réduire la morbidité et la mortalité associées à la malaria chez trois populations spéciales en déterminant le traitement ACT le plus approprié pour chacun de ces groupes et à améliorer les capacités de recherche de trois pays africains, le Malawi, le Mozambique et la Zambie pour la conduite d'essais cliniques CIH-BPC conformes.
- 3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie:** /
- 4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert):** /
- 5. PMA Membres visés (destinataires du transfert):** /
- 6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie:** /
- 7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie:** /
- 8. Type de technologie transféré:** /
- 9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie:** /
- 10. Résultats/impact:** /
- 11. Budget ou fonds alloués:** 357 438 euros (IMT).
- 12. Durée:** Du 14/07/2009 au 13/07/2014.
- 13. État d'avancement:** Le projet est en cours.
- 14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements:** IMT.

**ÉTAT MEMBRE DE L'UE: FRANCE**

**Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF)**

Coopération technique

27. Le MAAF soutient directement le transfert de compétences et de technologies vers les pays tiers à travers des actions de coopération spécifiques. Le MAAF finance ou cofinance ces actions en s'appuyant sur ses propres capacités d'expertise et sur l'expertise de spécialistes travaillant dans les organismes français tels que les centres techniques, les organisations professionnelles, les organismes de recherche.

28. Ces actions bénéficient d'un soutien financier du MAAF de l'ordre de 1,0 million d'euros par an. Elles sont mises en œuvre par une vingtaine d'agents en France et coordonnées par le groupement d'intérêt public ADECIA (Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux). Elles s'appuient aussi sur le réseau des services de coopération et des services économiques des ambassades.

29. Les actions concernées peuvent notamment permettre le transfert de compétences et de technologies dans les domaines suivants: irrigation, certification et/ou normalisation des cultures, services vétérinaires, indications géographiques, qualité des produits et politiques de qualité, agriculture durable, gestion durable des forêts.

Enseignement et recherche

30. Disposant d'une expertise reconnue dans l'enseignement, la formation professionnelle, la recherche fondamentale et appliquée dans le domaine des formations agronomiques et vétérinaires, la Direction générale de l'enseignement et de la recherche du MAAF soutient le transfert de compétences et de technologies vers les pays tiers en participant à:

- des actions de formation portant sur les productions végétales, animales, forestières et aquacoles, la transformation et la conservation des denrées alimentaires, la gestion de l'environnement, l'organisation des exploitations agricoles et aquacoles, le développement rural, les politiques publiques relatives à l'agriculture et à l'alimentation, etc.;
- l'appui à l'organisation de systèmes de formation, initiale et continue et à la formation de formateurs. Ces actions sont conduites en partenariat avec les bailleurs de fonds nationaux (collectivités territoriales, Ministère des affaires étrangères) et internationaux (Banque mondiale, etc.).

**NOM DU PROGRAMME/DE L'INCITATION: Coopération technique du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt**

**1. Description**

31. Financement d'actions de coopération technique dans le secteur agricole.

## 2. Pays bénéficiaire(s)

32. Les actions financées ne sont pas spécifiques aux PMA. Une quarantaine de pays ont bénéficié des actions de coopération du MAAF en 2011. Les PMA sont admissibles au bénéfice de ce programme au même titre que les pays en développement et certains pays émergents, voire développés (coopération institutionnelle).

33. Les PMA ayant bénéficié de ce programme en 2011 sont: Burkina Faso, Cambodge, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Sénégal. Des actions auprès d'organisations régionales incluant des PMA ont également été menées en Afrique subsaharienne (ARIPO, AOPI, AFSTA) et en Asie du Sud et du Sud-Est (APSA).

## 3. Objectif(s) et type(s) d'incitations

Objectif 2: Améliorer l'accès aux techniques et aux procédés industriels existants:

- accès aux sources d'information légales et technologiques;
- formation aux techniques les plus récentes.

Objectif 3: Soutien à des projets de recherche conjointe entre partenaires publics.

Objectif 4: Apporter une formation en gestion des technologies et en méthodes de production.

## 4. Entreprises ou institutions admissibles

34. Toutes entreprises ou institutions publiques ou privées: administrations nationales ou locales, organisations professionnelles, entreprises privées.

## 5. Type de technologie transférée

35. Spectre très large:

- formation des inspecteurs vétérinaires;
- formations techniques (pratiques culturelles: céréales et oléagineux, transformation du lait, etc.);
- normalisation/certification des fruits et légumes;
- gestion durable des forêts;
- développement des indications géographiques;
- système de certification de semences.

## 6. Fonctionnement

36. Les priorités sont identifiées par les organismes français compétents, le MAAF et le groupement d'intérêt public ADECIA (Agence pour le développement de la coopération internationale dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux) en fonction des demandes identifiées par les services économiques et les services de coopération des ambassades. Ces services sont directement en contact avec les autorités locales et les professionnels locaux pour définir les secteurs dans lesquels l'expertise française sera la plus appréciée.

## **7. Exemples de projets**

- Formation multipays de responsables en charge des indications géographiques (dont PMA: Cambodge, ARIPO).
- Appui au système d'inspection sanitaire pour la pêche et l'aquaculture en Mauritanie.
- Poursuite de l'appui au contrôle qualité des fruits et légumes au Sénégal.
- Appui au schéma de certification OCDE des semences.
- Développement de systèmes de certification de semences dans plusieurs pays africains et asiatiques et renforcement des capacités des organisations régionales concernées (OAPI, ARIPO, AFSTA, APSA).

## **8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/le nombre de projets soutenus**

37. Ces programmes ont bénéficié d'un soutien financier du MAAF de 1,0 million d'euros en 2011 dont 0,2 million d'euros environ en faveur des PMA. Ils sont mis en place par une dizaine d'agents au MAAF. Ils reposent aussi sur la participation des services de coopération et des services économiques des ambassades.

## **9. Point de contact**

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt  
Direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires  
Service des relations internationales  
Bureau des relations bilatérales  
3 rue Barbet de Jouy  
75349 Paris 07 SP

**NOM DU PROGRAMME/DE L'INCITATION: Appui à la mise en place de formations rurales par la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) du MAAF.**

### **1. Description générale**

- Organisation de formations dans le domaine agronomique au sens large (élevage bovin, ovin, caprin, avicole, aquaculture, cultures végétales et fruitières, gestion de l'eau agricole, agriculture biologique).
- Aide à la mise en place de dispositifs de formations rurales (formation initiale, continue, en alternance école-entreprise), adéquation formation-emploi.
- Mise en place et animation de réseaux géographique ou thématiques d'établissements de formation.

### **2. Pays bénéficiaire(s)**

38. Les actions cofinancées ne sont pas spécifiques aux PMA. Plus d'une quinzaine de pays ont bénéficié des actions de coopération de la DGER en 2011, dont les PMA suivants: Bénin, Burkina Faso, Mali, Madagascar, Haïti.

### 3. Objectif(s) et type(s) d'incitations

Objectif 2: Améliorer l'accès aux techniques existantes et aux procédés:

- accès aux sources d'information légales et technologiques;
- création de centres d'information;
- formation sur l'état de la technique;
- organisation de systèmes de formation (enseignement de base et postsecondaire).

Objectif 3: Soutien à des projets de recherche commune:

- soutien à des projets de recherche conjointe entre partenaires privés;
- soutien à des projets de recherche conjointe entre partenaires publics.

Objectif 4: Apporter une formation en gestion des technologies et en méthodes de production.

Objectif 5: Amélioration des capacités (capacity building):

- animation de réseaux d'établissements d'enseignement, géographiques et thématiques (aquaculture, agriculture biologique, biodiversité, etc.) pour la mise en commun d'outils pédagogiques, de systèmes d'information, pour la capitalisation et l'échange d'expériences;
- 1 500 bourses de stages et de voyages à l'étranger.

### 4. Entreprises ou institutions admissibles

39. Centres de formation, publics ou privés, de tous niveaux (primaire, secondaire, supérieur), spécialisés (agriculture, élevage, etc.) ou non, techniques ou généralistes, selon l'organisation de l'enseignement dans le pays concerné.

### 5. Type de technologie transférée

40. Large spectre multidisciplinaire:

- gestion de l'eau agricole;
- développement de l'aquaculture;
- formation de formateurs, aide à l'écriture de référentiels métier, formation et évaluation;
- mise en place de formations de techniciens agricoles;
- développement local par les organisations professionnelles;
- protection de l'environnement;
- techniques de diversification des productions agricoles;
- développement du tourisme rural (pluriactivité);
- transformation et conservation des produits alimentaires;

- sciences vétérinaires et zootechniques tropicales (parasitologie, optimisation de l'alimentation du bétail, sélection des espèces et adaptation au milieu).

## **6. Fonctionnement**

41. Les demandes sont collectées par les réseaux géographiques de la DGER, groupes d'établissements de formation technique et supérieure agronomique et vétérinaire qui coopèrent sur une base pérenne avec les pays concernés.

## **7. Exemples de projets**

- Formation de décideurs des établissements techniques agricoles au Bénin, Burkina Faso et Mali.
- Restructuration du dispositif d'enseignement agricole à Madagascar.
- Ingénierie de formation et formation de formateurs en Haïti.

## **8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/le nombre de projets soutenus**

42. Ces programmes sont mis en place par une dizaine d'agents au MAAF. Ils reposent aussi sur la participation des services de coopération et des services économiques des ambassades. Ils peuvent être cofinancés par les collectivités territoriales, le Ministère des affaires étrangères français, les organisations professionnelles agricoles (Afdi, chambres d'agriculture).

## **9. Point de contact**

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt  
Direction générale de l'enseignement et de la recherche  
Bureau des relations européennes et de la coopération internationale  
1<sup>er</sup> avenue de Lowendal  
75700 Paris 07 SP

<http://www.educagri.fr/lenseignement-agricole-public/la-cooperation-internationale.html>

<b>ÉTAT MEMBRE DE L'UE: ALLEMAGNE</b>
---------------------------------------

Pays bénéficiaire(s)	Nom et date de l'événement	Organisme chargé de la mise en œuvre	Description
Éthiopie	Culture de rosa damascena et transfert du savoir-faire en production d'huiles essentielles 01.08.2011-31.12.2013	GIZ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit BmbH Godesberger Allee 119 D-53175 Bonn Allemagne Point de contact: M. Rainer Engels Tél: +49(228)2493422 +49(175)2230016 (M) +49(228)24934215 (F) <a href="mailto:Rainer.engels@giz.de">Rainer.engels@giz.de</a> <a href="http://www.giz.de">www.giz.de</a>	Certains producteurs éthiopiens d'huiles essentielles bénéficient d'un soutien pour la distillation d'huiles essentielles de grande qualité et la création d'une petite industrie des huiles essentielles. Pour que cet objectif soit atteint, les producteurs recevront une formation à la culture biologique et biodynamique de Rosa Damascena (RD) et d'autres plantes herbacées, y compris au compostage comme moyen efficace de maintenir la fertilité des sols. Aux fins de la diversification de la production, d'autres produits, comme la camomille, la lavande ou l'olibanum, seront testés et lancés. Des méthodes de distillation améliorées et efficaces seront aussi mises en place, et les producteurs locaux d'huiles essentielles seront reliés au monde entier. Pour garantir que les normes internationales sur l'agriculture durable sont respectées, on délivrera aux producteurs et au processus une certification biologique et commerce "équitable" (normes Fair for life, Ecocert, FLO-Cert).
Kenya, République-Unie de Tanzanie	Approche intégrée pour le bien-être global au travail, y compris le bien-être financier 01.12.2011-31.01.2015	GIZ	L'objectif du programme est d'augmenter le bien-être social, financier et lié à la santé des employés de certaines sociétés kényanes et tanzaniennes membres du Fonds Aga Khan pour le développement économique (AKFED) et de leurs sociétés sous-traitantes, ainsi que de leur famille et communauté immédiate. La proposition a pour objet d'améliorer et d'étendre le Programme de bien-être au travail Serena, qui comporte des éléments protection de la santé et protection sociale, en y ajoutant un élément bien-être financier. Il est aussi prévu d'instaurer un processus d'apprentissage à l'intérieur du réseau ciblé de sociétés partenaires. Les sept sociétés partenaires et leurs succursales seront encouragées à mettre en œuvre des programmes globaux de bien-être au travail et se verront donner les moyens de le faire.

Pays bénéficiaire(s)	Nom et date de l'événement	Organisme chargé de la mise en œuvre	Description
Sénégal	Établissement d'une chaîne d'approvisionnement professionnelle d'Hibiscus sabdariffa au Sénégal 15/03/2012-15/03/2015	GIZ	L'objectif du projet est d'aider certains groupes de productrices dans la région intérieure du Sénégal, Sine Saloum, à tirer des revenus secondaires de la production d'Hibiscus sabdariffa conformément aux normes de qualité européennes. Les services suivants sont fournis: <ol style="list-style-type: none"> <li>1) conseils en matière de production aux groupes de productrices;</li> <li>2) mise en place d'un système d'assurance de la qualité;</li> <li>3) renforcement des capacités et coopération avec des institutions et autorités locales.</li> </ol>
République-Unie de Tanzanie	Approvisionnement durable (décentralisé) en eau potable dans des régions isolées de Zanzibar 01/05/2011-30/07/2013	GIZ	L'objectif du projet est d'améliorer l'accès à un approvisionnement en eau potable autonome, écologiquement durable et abordable pour la population vivant dans des régions défavorisées de Zanzibar. À cette fin, deux usines de démonstration de dessalement de l'eau de mer sont mises sur pied, et un concept d'opérateur durable pour des usines de dessalement autonomes et décentralisées, adapté aux conditions locales, sera élaboré et présenté. En outre, un centre de formation et de service sera établi pour informer les étudiants, la population locale et d'autres parties intéressées, grâce à une formation complémentaire et à la formation des formateurs, au sujet du savoir-faire et de la technologie concernant le dessalement et le traitement de l'eau et l'énergie renouvelable, ainsi que des avantages de l'eau potable ainsi obtenue. Le centre de formation offrira aussi des modules individuels concernant une usine de dessalement de l'eau de mer à des fins de formation pédagogique.



Pays bénéficiaire(s)	Nom et date de l'événement	Organisme chargé de la mise en œuvre	Description
Ouganda	Promotion d'une culture du cacao respectueuse de l'environnement 01/08/2011-31/07/2014	GIZ	Des agriculteurs de certaines zones de culture du cacao non traditionnelles de l'Ouganda se voient donner les moyens de produire et de vendre à l'exportation, de façon financièrement viable, du cacao de qualité durable sur le plan environnemental. À cette fin, des agriculteurs de communautés rurales de l'Ouganda recevront une formation pour produire du cacao de qualité en appliquant les bonnes pratiques agricoles et auront accès à du matériel de plantation de bonne qualité pour les cacaoyers et les arbres d'ombrage, des services adaptés de formation et de vulgarisation et des renseignements sur les services de planification commerciale et les services financiers.
Ouganda	Turbine hydroélectrique de rivière 01/04/2012-31/03/2014	GIZ	L'objectif du projet est de donner à des villages ruraux ougandais l'accès à l'électricité dont ils sont actuellement privés. Une partie de la population et des PME de la région désignée a de l'électricité, ce qui réduit la consommation de biomatériaux (par exemple le bois), et permet une production d'électricité respectueuse de l'environnement. Ce projet sera mis en œuvre dans un endroit en Ouganda, avec l'aide d'une technologie innovante, élaborée par KSB, à savoir une turbine de rivière. Grâce à cette technologie, l'électricité peut être produite par énergie hydraulique, présente dans certaines conditions dans les rivières. Cette solution hors réseau permettra d'alimenter en électricité la population et les entreprises d'endroits non centraux. L'objectif est la création d'un accès à l'électricité pour une partie de la population vivant dans la zone visée par le projet en Ouganda, au moyen de petites usines d'énergie hydraulique. Pour ce faire, l'endroit approprié sera déterminé, une turbine de rivière installée et de l'électricité produite et puis distribuée aux utilisateurs. Bien que ce premier projet soit un projet pilote, il fait partie d'une stratégie plus large visant à développer le marché ougandais des solutions énergétiques de remplacement, augmentant ainsi l'accès général à l'électricité propre pour la population et les entreprises, ce qui favorisera le développement économique.

**ÉTAT MEMBRE DE L'UE: IRLANDE**

**1. Intitulé du projet/programme**

43. Programme de coopération stratégique entre Irish Aid et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

**2. Objectif général et/ou objet**

44. Le Programme de coopération stratégique d'Irish Aid, qui a débuté en 2007, soutient les partenariats de recherche collective et d'apprentissage coopératif entre des établissements d'enseignement supérieur et des établissements de recherche en Irlande et dans des pays partenaires d'Irish Aid. Le programme vise à renforcer les capacités de recherche de ces pays pour leur permettre de répondre aux défis du développement local et saisir les possibilités offertes, ainsi qu'à établir une base de données probantes permettant d'influer sur les décisions visant à réduire la pauvreté prises aux niveaux local et national.

**3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie**

45. Les établissements d'enseignement supérieur en Irlande peuvent présenter une demande en tant qu'établissements responsables.

**4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)**

46. Les établissements d'enseignement supérieur des PMA, et en particulier les établissements des pays partenaires d'Irish Aid.

**5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)**

47. Les établissements d'enseignement supérieur des pays partenaires d'Irish Aid: Ouganda, Tanzanie, Mozambique, Zambie, Éthiopie, Malawi, Lesotho, Viet Nam, Timor-Leste.

**6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie**

48. Un soutien est accordé pour le renforcement des capacités en matière de développement, de recherche et d'enseignement mené dans des établissements partenaires, qui vise d'importants domaines thématiques liés à la pauvreté et comprend l'utilisation de la technologie et le développement des compétences dans ce domaine.

- L'établissement d'un programme de médias numériques appuiera l'émergence d'une industrie des médias numériques autochtone durable en Zambie.
- Les nouveaux apports de connaissances et échanges d'expertise entre des communautés rurales données et les organismes et organisations qui travaillent avec chaque communauté, et entre les organismes nationaux et les organismes internationaux s'occupant de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et des changements climatiques, seront facilités.

- Des capacités en cybertechnologie développées avec l'aide de partenaires de formation en ligne, via Skype et sur place sont nécessaires pour favoriser le partage des enseignements et l'échange de connaissances.

**7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie**

49. Éducation, lutte contre la faim, santé, agriculture, environnement, gouvernance.

**8. Type de technologie transféré**

- Compétences en médias numériques.
- Connaissances et compétences relatives à la communication et à la formation à distance entre les partenaires.
- Travaux de recherche incorporant l'utilisation de la technologie.

**9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie**

- Formation en médias numériques.
- Renforcement de la capacité d'utilisation de la technologie.

**10. Résultats/impact**

50. L'utilisation de la technologie renforcera la capacité des partenaires de produire des recherches de qualité qui amélioreront les connaissances et l'apprentissage en vue de la résolution des problèmes de développement.

**11. Budget ou fonds alloués**

16 millions d'euros.

**12. Durée**

2007-2015.

**13. État d'avancement**

51. Quinze programmes, qui sont à différents stades d'avancement, ont bénéficié d'un soutien depuis 2007, dans le cadre de trois appels de fonds. Un autre appel de fonds devrait être annoncé en 2015.

**14. Point de contact chargé de communiquer des renseignements**

Policy, Planning and Effectiveness Unit,  
Irish Aid  
Riverstone House  
23-27 Henry St  
Limerick

**1. Intitulé du projet/programme: TRAILLINKS.**

**2. Objectif général et/ou objet**

52. Irish Aid est le programme d'aide publique au développement du gouvernement irlandais. Par l'intermédiaire de l'Ambassade d'Irlande à Kampala, Irish Aid apporte un soutien à une ONG irlandaise, Traidlinks. Traidlinks met en œuvre un programme de mentorat d'entreprises et de promotion des exportations régionales en Ouganda et appuie les liens interentreprises entre l'Irlande et l'Ouganda. Traidlinks a un bureau à Dublin et un à Kampala, en Ouganda. Depuis son bureau en Ouganda, l'organisation invite des sociétés clientes à participer à son programme de promotion des exportations et de mentorat d'entreprises. Grâce aux contacts qu'elle a noués avec des entreprises locales et aux contacts de son bureau de Dublin, Traidlinks est en mesure d'établir des liens interentreprises qui aboutissent parfois à des partenariats entre des entreprises irlandaises et ougandaises.

**3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie**

Traidlinks/Ireland.

**4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)**

- Petites et moyennes entreprises en Ouganda.
- L'Office ougandais de promotion des exportations.

**5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)**

Ouganda.

**6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie**

- Aide aux entreprises nationales pour identifier des partenaires potentiels (conseils, contacts, etc.).
- Aide aux pays tiers (conseils, contacts, etc.).
- Formation en gestion des technologies et méthodes de production.
- Renforcement des capacités.

**7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie**

53. Commerce et développement des entreprises.

**8. Type de technologie transféré**

54. Gestion financière, gestion opérationnelle (production), assurance de la qualité, gestion des ressources humaines, commercialisation, gestion de la chaîne d'approvisionnement.

## 9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie

55. Amélioration de l'efficacité des entreprises en termes de rentabilité, de chiffre d'affaires et de nombre d'employés.

## 10. Résultats/impact

### Programme MarketLinked

56. De juillet à octobre 2011, un programme MarketLinked visant en particulier le nord de la Tanzanie a été mis en place. En voici les principaux résultats:

- des 12 sociétés participantes, 9 ont réalisé une mission de vente;
- quelque 94 réunions interentreprises directes mettant les intéressés en présence sur place ont été tenues entre les 9 exportateurs ougandais et quelque 53 acheteurs identifiés;
- une société a fait état d'une première commande immédiate de 5 000 \$ passée pendant la mission de vente ou dans la semaine ayant suivi. Une enquête postérieure à la mission indiquait que les sociétés prévoient des commandes initiales de 340 000 \$. Seul un suivi avec les sociétés durant le troisième trimestre de 2012 indiquera dans quelle mesure ces prévisions ont été réalisées.

57. Le premier cycle du programme MarketLinked en 2012 comportait une mission de vente au Burundi. En voici les principaux résultats:

- douze sociétés ont été choisies pour participer au programme, parmi lesquelles dix ont participé au programme complet d'ateliers de préparation, d'études de marché et de mission de vente, et neuf ont participé à la mission de vente au Burundi;
- quelque 120 réunions interentreprises directes mettant les intéressés en présence sur place ont été tenues entre les 9 exportateurs ougandais et quelque 37 acheteurs identifiés qui avaient clairement indiqué qu'ils souhaitaient rencontrer les fournisseurs ougandais car ils croyaient fermement qu'il y avait une possibilité raisonnable de faire des affaires avec eux;
- sept sociétés ont fait état de premières commandes immédiates de 116 800 \$ pendant la mission de vente ou dans la semaine ayant suivi.

### Programme de mentorat

- Pendant la période considérée, le nombre de sociétés faisant l'objet d'un mentorat a fluctué. Certaines sociétés ont abandonné le programme et d'autres l'ont mené à bien avec succès puisqu'il a été décidé que le mentorat n'était plus nécessaire.
- Pour les cinq sociétés qui sont restées dans le programme durant toute la période, le chiffre d'affaires total est passé de 25 milliards de shillings ougandais en 2011 à 28 milliards en 2012, soit une hausse de 12,74%. Le nombre total d'employés a baissé de 8%.

- Il y a eu une amélioration générale de l'efficacité des sociétés ayant fait l'objet d'un mentorat à la fois sur le plan financier et sur le plan des opérations. Les données relatives à l'efficacité financière ont montré une augmentation totale de 42,76% de janvier 2011 à juin 2012. L'efficacité opérationnelle s'est améliorée en tout de 47,37% au cours de la même période.

**11. Budget ou fonds alloués**

900 000 euros.

**12. Durée**

2007-2013.

**13. État d'avancement**

En cours.

**14. Point de contact**

<http://www.traidlinks.ie/>

Keith Gristock, Embassy of Ireland, Kampala – [keith.gristock@dfa.ie](mailto:keith.gristock@dfa.ie)

**ÉTAT MEMBRE DE L'UE: SLOVAQUIE**

**1. Intitulé du projet/programme:** "DRINKING FROM THE SUN" – Utilisation de l'énergie solaire au Kenya/Programme national de coopération publique au développement de la République slovaque pour l'année 2010 – Appel à propositions n° 2010/12.

**2. Objectif général et/ou objet:** Atténuation des effets des changements climatiques.

**3. Organismes officiels ou institutions dans le Membre développé remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations pour le transfert de technologie**

Slovak Agency for International Development Cooperation, Drotárska cesta 46,  
811 02 Bratislava, République slovaque, <http://www.slovakaid.sk/>

**4. Entreprises ou autres institutions dans les PMA remplissant les conditions requises pour bénéficier d'incitations (origine du transfert)**

AUREX s.r.o., Dubravská cesta 9, 841 04 Bratislava, République slovaque

**5. PMA Membres visés (destinataires du transfert)**

Muringa Holdings Ltd., P.O. Box 11699 – 00100 Nairobi, Kenya

**6. Type de mesures d'incitation pour le transfert de technologie**

Module photovoltaïque monocristallin, module à forte puissance (190W) utilisant des piles solaires en silicium monocristallin de 125 mm carrés avec un taux d'efficacité de conversion des modules de 14,9%.

**7. Domaine ou secteur des activités de transfert de technologie**

Activités environnementales, y compris l'atténuation des effets des changements climatiques.

**8. Type de technologie transféré**

- Panneaux photovoltaïques Schuco – 50 pièces.
- Unités de désinfection de l'eau – System Lazur M-1K – cinq pièces.
- Tous les composants opérationnels nécessaires.

**9. Résultats escomptés liés au transfert de technologie**

Conception, transfert, construction et installation de cinq stations solaires hors réseau, de réservoirs d'eau et de systèmes de désinfection.

**10. Résultats/impact**

Mise sur pied d'une série de complexes photovoltaïques dans des zones rurales du Kenya pour la purification et la désinfection de l'eau potable afin d'améliorer les conditions d'hygiène de la population locale et les conditions de vie globales.

**11. Budget ou fonds alloués:** 207 160 euros – APD, cofinancement d'un entrepreneur:  
23 944,13 euros.

**12. Durée:** Novembre 2010-novembre 2011.

**13. État d'avancement:** Terminé.

**14. Point de contact**

[info@slovakaid.sk](mailto:info@slovakaid.sk), [jana.korenova@slovakaid.sk](mailto:jana.korenova@slovakaid.sk)



**ÉTAT MEMBRE DE L'UE: SUÈDE**

**NOM DU PROGRAMME/DE L'INCITATION: Programmes de formation internationaux au développement et à l'utilisation de l'énergie éolienne, à l'efficacité énergétique et aux TIC en vue de l'élaboration d'une pédagogie**

**1. Description**

58. L'Agence suédoise de coopération pour le développement international (Sida) a chargé la LIFE Academy de mener à bien huit programmes de formation internationaux au développement et à l'utilisation de l'énergie éolienne, qui sont mis en œuvre avec le concours de l'Institut royal suédois de la technologie et Favonius AB, une société publique d'énergie éolienne. Sida a également chargé la LIFE Academy de mener à bien cinq programmes internationaux de formation à l'efficacité énergétique avec le concours de l'Institut royal suédois de la technologie, et trois programmes internationaux de formation aux technologies de l'information et des communications (TIC) et à l'élaboration d'une pédagogie en coopération avec l'Université de Stockholm. Les programmes ont pour objectif général de contribuer au renforcement des capacités et de mieux faire comprendre aux institutions et entreprises privées des pays en développement l'importance de l'énergie éolienne et des autres sources d'énergie renouvelable, de l'efficacité énergétique et des TIC grâce à la formation de 400 représentants au total.

**2. Pays bénéficiaire(s)**

59. Les programmes sont ouverts aux pays en développement en général, mais 25% des participants aux derniers programmes mis en œuvre provenaient de PMA (Kenya, Mozambique, Népal, Tanzanie et Zambie).

**3. Objectif(s) et type(s) d'incitations**

*Objectif 2: Améliorer l'accès aux techniques et procédés industriels existants  
Formation aux techniques les plus récentes*

*Objectif 4: Assurer une formation en gestion des technologies et en méthodes de production*

*Objectif 5: Renforcer les capacités*

**4. Entreprises ou institutions admissibles**

60. Les programmes s'adressent aux planificateurs, formateurs, gestionnaires et spécialistes des secteurs susmentionnés qui travaillent dans des institutions publiques ou des entreprises privées dans les pays en développement.

**5. Type de technologie transférée**

61. Connaissance des diverses méthodes qui ont une importance capitale pour l'établissement de centrales éoliennes, comme la mesure du vent, la localisation et la conception, les besoins en matière d'infrastructures et de réseau électrique, l'analyse de l'impact environnemental, la gestion, l'organisation et l'économie des centrales éoliennes, etc.

62. Connaissance de l'efficacité énergétique et des avantages qu'elle présente pour le développement durable et la réduction de la pauvreté, et connaissance accrue des méthodes et outils favorisant l'efficacité énergétique.

63. Connaissance des possibilités d'utilisation des TIC comme outil d'élaboration d'une pédagogie et de promotion de "l'éducation pour tous", et meilleure connaissance de la façon dont les TIC peuvent être appliquées dans le système éducatif national.

## **6. Fonctionnement pratique**

64. Tous les programmes ont une durée de 18 mois et bénéficient du soutien continu de la LIFE Academy. Certains programmes prévoient la tenue d'ateliers dans les pays partenaires ainsi que trois à quatre semaines d'études en Suède.

## **7. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

65. Les programmes ont permis le transfert de connaissances technologiques dans les domaines de l'énergie éolienne, de l'efficacité énergétique et des TIC et ont contribué à élargir et à améliorer la base technologique dans les pays en développement partenaires.

66. Des exemples de résultats plus spécifiques figurent dans les projets de changement à l'intention des participants au programme de 2009 relatif à l'énergie éolienne:

- de nouvelles législations sur l'énergie ont été proposées au Népal, en Namibie et au Viet Nam;
- plusieurs études de faisabilité des centrales éoliennes ont été effectuées en Inde, au Viet Nam, en Afrique du Sud et en Tanzanie;
- un modèle de centrale éolienne en mer a été développé pour les zones exposées aux typhons en Chine;
- un blog sur l'énergie éolienne où le public peut se documenter et débattre a été créé en Inde.

## **8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/sur le nombre de projets soutenus**

67. Le programme sur l'énergie éolienne a été mis en place pendant quatre années consécutives (2009, 2010, 2011 et 2012) et il y a eu deux sessions en 2012 et 2013. Pour les 25 places disponibles dans chaque programme, 100 à 150 demandes ont été reçues en moyenne. Cent cinquante participants ont suivi l'intégralité du programme et 100 personnes sont actuellement en cours de formation.

68. Le programme a été prorogé pour 2012 et 2013, où deux sessions par an seront organisées.

69. Le budget alloué est de 74 millions de couronnes suédoises au total, soit 185 000 couronnes suédoises par participant.

## **9. Point de contact**

Lars Hallén, styr.ordf  
LIFE Academy  
Köpmannagatan 2  
SE-652 62 Karlstad  
Suède  
Tél.: (+46) 54 18 75 15  
Courriel: [lars.hallen@life.se](mailto:lars.hallen@life.se)  
Site Web: <http://www.life.se>

## **NOM DU PROGRAMME/DE L'INCITATION: Swedfund**

### **1. Description**

70. Swedfund apporte du capital-risque, des connaissances spécialisées et un soutien financier pour les investissements effectués dans des pays en développement. Swedfund est une institution bilatérale de financement du développement, qui est entièrement détenue par les pouvoirs publics suédois et relève du Ministère des affaires étrangères. Elle vise à contribuer à la réalisation de l'objectif de la Politique suédoise pour le développement mondial, qui est un développement mondial équitable et durable. Le cofinancement des investissements par Swedfund facilite le transfert de technologie via le soutien de partenariats et la diffusion du savoir.

71. Swedfund dispose également de certains fonds pour financer l'assistance technique en vue de l'adoption de mesures destinées à améliorer la qualité des projets existants.

### **2. Pays bénéficiaire(s)**

72. Swedfund investit dans des entreprises (PME), principalement dans les PMA, avec une prédilection pour l'Afrique.

### **3. Objectif(s) et type(s) d'incitations**

#### *Swedfund*

- *Swedfund vise à contribuer à la réalisation des objectifs de la Politique suédoise pour le développement mondial en cofinçant les investissements dans le secteur privé qui encouragent la création d'entreprises durables du point de vue économique, environnemental et social dans les pays en développement.*
- *Swedfund apporte du capital-risque sous la forme de participation au capital et de prêts à des partenaires stratégiques souhaitant s'établir ou étendre leurs activités dans des régions ciblées.*
- *Le montant des investissements de Swedfund varie entre 10 millions de couronnes suédoises et 100 millions de couronnes suédoises et représente normalement un tiers du montant total de l'investissement. L'horizon des investissements est normalement de cinq à dix ans.*
- *Toutes les décisions de Swedfund sont adoptées de manière pragmatique, eu égard à des facteurs économiques, sociaux et environnementaux.*

#### *Swedpartnership*

- *L'objectif de Swedpartnership est d'encourager les petites et moyennes entreprises suédoises à investir sur les marchés émergents.*
- *Un soutien financier sous la forme de prêts d'un montant maximum de 750 000 couronnes suédoises ou 40% du coût total estimé peut être obtenu pour un investissement en équipement et dans le transfert de connaissances lors de la création d'entreprises sur les marchés émergents.*
- *Les prêts peuvent être amortis une fois le projet réalisé et ses résultats approuvés.*

#### **4. Entreprises ou institutions admissibles**

73. Entreprises investissant dans les pays en développement, y compris les PMA, et leurs sociétés partenaires dans les pays hôtes.

#### **5. Type de technologie transférée**

74. Il peut s'agir de divers types de technologies (par exemple, soins de santé, technologies propres, produits chimiques, TIC et agriculture).

#### **6. Fonctionnement pratique**

75. Swedfund apporte du capital-risque à des entreprises désireuses d'investir dans des pays en développement, qui possèdent les ressources économiques pour investir au moins le même montant que Swedfund et dont l'équipe de gestion est capable d'opérer dans le pays concerné. Chaque décision d'investissement prise par Swedfund est précédée d'un examen des conditions économiques, environnementales et sociales locales. Swedfund exige de toutes les entreprises de son portefeuille qu'elles présentent des rapports annuels concernant leurs initiatives environnementales et leur incidence sur les conditions sociales. Davantage de renseignements peuvent être obtenus dans le rapport de durabilité de Swedfund ([www.swedfund.se/en/press-and-publications/publications/swedfund-publications](http://www.swedfund.se/en/press-and-publications/publications/swedfund-publications)), qui suit les lignes directrices de l'Initiative mondiale sur les rapports de performance (GRI) et contient des renseignements sur les secteurs et régions dans lesquels Swedfund investit, sur le nombre d'employés des entreprises faisant partie de son portefeuille, ainsi qu'une description de la façon dont ces entreprises contribuent à la coopération pour le développement.

#### **7. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

76. En collaboration avec Fikmar Medical AB et Octopus Medical AB, Swedfund a investi 16 500 000 couronnes suédoises dans l'Addis Cardiac Hospital à Addis-Abeba, en Éthiopie, en 2006 pour créer le premier hôpital du pays spécialisé dans le traitement des maladies cardiovasculaires. L'investissement a permis un transfert de technologie et de connaissances technologiques dans le domaine cardiovasculaire.

77. Swedfund et Iraqi Al Wifaq Automotives ont lancé en 2010 une coentreprise, Qanadeel al Rafidain, dans le but de reconstruire le réseau de ventes et de services de Scania en Iraq. Des emplois sont créés dans les secteurs des services et de la vente au détail et le transfert de connaissances entre Scania, Qanadeel al Rafidain et les distributeurs partenaires est assuré via un centre de vulgarisation et de formation.

#### **8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/sur le nombre de projets soutenus**

78. À la fin de 2011, le portefeuille d'investissement de Swedfund s'élevait au total à 2,6 milliards de couronnes suédoises répartis entre 90 comptes différents dans 36 pays. En 2011, Swedfund a effectué sept nouveaux investissements.

## 9. Point de contact:

Swedfund International AB  
Sveavagen 24-26  
P O Box 3286  
SE-103 65 Stockholm  
Suède  
Tél.: (+46) 8 725-9400  
Courriel: [karin.isaksson@swedfund.se](mailto:karin.isaksson@swedfund.se)  
Site Web: <http://www.swedfund.se>

## NOM DU PROGRAMME/DE L'INCITATION: Programme de formation international avancé en gestion de la distribution d'électricité (EDM)

### 1. Description

79. Depuis 2007, Grontmij AB et ÅF-Industry AB sont conjointement chargées par l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (Sida) d'organiser chaque année le Programme de formation international avancé en gestion de la distribution d'électricité (EDM). Le programme apporte un savoir-faire dans le domaine de la distribution d'électricité, y compris l'électrification rurale, et couvre le financement, la gestion et les aspects techniques. L'objectif est de faire mieux connaître les approches intégrées de la distribution d'électricité qui associent l'approvisionnement en énergie, la planification nationale et les aspects environnementaux.

### 2. Pays bénéficiaire(s)

80. Plus de 70% des participants proviennent de PMA (Éthiopie, Gambie, Libéria, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Soudan du Sud, Tanzanie, Zambie). Cependant, les candidats d'autres pays en développement peuvent participer au programme.

### 3. Objectif(s) et type(s) d'incitations

*Objectif 2: Améliorer l'accès aux techniques et procédés industriels existants  
Accès aux sources d'information légales et technologiques  
Formation aux techniques les plus récentes*

*Objectif 4: Assurer une formation en gestion des technologies et en méthodes de production*

*Objectif 5: Renforcer les capacités*

### 4. Entreprises ou institutions admissibles

81. Les participants devraient être des ressortissants de pays en développement qui travaillent dans le domaine de l'approvisionnement durable en énergie, par exemple des ministères, des autorités de réglementation, des compagnies d'électricité, des exploitants de réseaux, des coopératives d'électricité, des consultants, etc.

### 5. Type de technologie transférée

82. Connaissances techniques liées à la gestion des réseaux de distribution d'électricité.

## **6. Fonctionnement pratique**

83. Le programme, qui se déroule sur deux ans, est divisé en cinq phases, avec un programme de formation en Suède, et un séminaire régional et le soutien de mentors désignés pour les projets de changement personnels des participants. Le programme porte, entre autres choses, sur les principes fondamentaux de la distribution d'électricité, la privatisation et la déréglementation des marchés de l'électricité, l'analyse des risques et du cycle de vie, la qualité de l'approvisionnement, les solutions techniques pour les systèmes existants et futurs, la production locale d'électricité à petite échelle et l'organisation de la distribution d'électricité. Différentes méthodes d'enseignement sont utilisées: conférences, exercices, discussions de groupe, visites d'études et réalisation de projets et préparation de projets de changement personnels des participants.

## **7. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

84. La formation des participants de pays en développement vise directement à faciliter le transfert de technologie (connaissances techniques) vers les pays concernés de manière à élargir leur base technologique. Le mentorat permet la création de réseaux entre professionnels de la distribution d'électricité et facilite les futurs transferts de technologie dans le cadre de partenariats potentiels et de la coopération.

85. Des projets de changement réalisés par les participants au programme 2010 ont permis d'obtenir des résultats plus spécifiques, par exemple:

- raccordement de réseaux isolés au réseau national au Cambodge;
- amélioration de la qualité de l'approvisionnement et réduction de pertes au Nigéria;
- électrification de six villages au Rwanda;
- restauration de l'approvisionnement en électricité dans la région de Lungu en Sierra Leone;
- réduction des pertes sur un réseau isolé en Ouganda.

## **8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/sur le nombre de projets soutenus**

86. Le programme a été organisé chaque année depuis 2007 et a accueilli 150 participants. Le budget global s'élève à 25 millions de couronnes suédoises, soit 167 000 couronnes suédoises par participant. Cent vingt-deux participants ont terminé le cursus et 28 sont actuellement en formation.

## **9. Contact**

Grontmij AB  
Norra Bulltoftavägen 65 A  
Box 2909  
SE-212 09 MALMÖ  
Suède  
Tél.: (+46) 10 480-2194 (direct)  
Fax: (+46) 10 480-2349  
Courriel: [jan.klevas@grontmij.com](mailto:jan.klevas@grontmij.com)  
Site Web: [www.grontmij.se](http://www.grontmij.se)

## **NOM DU PROGRAMME/DE L'INCITATION: Programme de formation international en gestion des risques dans les activités bancaires et financières ("RMIFB")**

### **1. Description**

87. Le Programme de formation international en gestion des risques dans les activités bancaires et financières (RMIFB) vise à développer la capacité à long terme de réforme et de changement du secteur financier dans les pays en développement concernés, en permettant aux participants de mieux comprendre la corrélation entre la croissance économique, l'ouverture et la réduction de la pauvreté, l'importance du secteur financier en tant qu'élément indispensable de l'infrastructure économique et l'incidence des marchés financiers sur les finances publiques.

### **2. Pays bénéficiaire(s)**

88. Le programme est ouvert aux personnes provenant d'un groupe de pays en développement jugés prioritaires dont plus de la moitié sont des PMA africains. En 2012, les bénéficiaires du programme sont venus de Tanzanie, d'Ouganda, du Rwanda, du Kenya et du Zimbabwe, d'Ukraine, d'Iraq, de Géorgie, d'Albanie et de Macédoine.

### **3. Objectif(s) et type(s) d'incitations**

*Objectif 2: Améliorer l'accès aux techniques et procédés industriels (gestion des risques financiers) existants  
Accès aux sources d'information légales et technologiques*

*Objectif 4: Assurer une formation en gestion (financière) des technologies*

*Objectif 5: Renforcer les capacités*

### **4. Entreprises ou institutions admissibles**

89. Le programme est ouvert à des personnes travaillant dans le secteur financier des pays en développement, comme les gestionnaires responsables du développement des entreprises, de l'octroi de crédits, de l'administration, des transactions sur titres et/ou des placements, les juristes travaillant dans des banques, des institutions financières, des fonds de pension, des spécialistes du microcrédit, des autorités de surveillance ou des responsables de l'achat des instruments d'analyse pour la gestion des risques dans les institutions financières des secteurs privé et public.

### **5. Type de technologie transférée**

90. Techniques de pointe de gestion des risques à l'intention des institutions financières.

### **6. Fonctionnement pratique**

91. Le programme de formation comporte cinq phases. En plus de la formation qui leur est dispensée en matière de gestion des risques financiers, les équipes de participants travaillent sur une "initiative de changement" qu'ils souhaitent poursuivre dans les institutions de leur pays ou dans leur pays. L'initiative de changement doit être soutenue par les employeurs des participants.

92. Le programme de formation, qui dure approximativement 14 mois, comporte un volet pédagogique de 4,5 semaines environ (3 semaines à Stockholm, en Suède, et 10 jours dans l'un des pays participants). La formation formelle comprend un aperçu des marchés financiers et bancaires suédois et de leurs acteurs, l'analyse de la fixation des prix ajustés aux marchés selon le niveau de

risque, les méthodes et outils de gestion des risques, l'analyse et le suivi du crédit, l'examen du processus d'octroi des prêts et l'analyse des solutions possibles de remplacement du crédit en fonction des besoins locaux sans modification de l'exposition aux risques.

## **7. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

93. Les projets de changement des participants au programme 2010 fournissent des exemples de résultats plus concrets, par exemple:

- sensibiliser les établissements de microcrédit à la gestion des risques au Kenya;
- obtenir l'adoption et la mise en œuvre de recommandations en vue d'une meilleure inclusion financière pour les commerçants et les exploitants agricoles par le Plan de développement du secteur financier et les banques commerciales en Zambie;
- amélioration de la gestion des risques de crédit dans le secteur des prêts en Ukraine;
- surveillance fondée sur les risques: amélioration de la qualité des actifs et planification des mesures d'urgence par les pouvoirs publics en Géorgie;
- améliorer le processus de gestion des risques de crédit et la structure des risques dans une banque privée en Iraq;
- définir un cadre pour l'identification, la surveillance et la gestion des risques à la Banque centrale d'Iraq.

## **8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/sur le nombre de projets soutenus**

94. Le programme a été organisé pendant dix années consécutives (de 2003 à 2012). Les sessions du programme pour l'Afrique de l'Est et l'Europe orientale auront lieu à nouveau en 2013, deux sessions prévues en Iraq pour la même année devant encore être confirmées.

95. Le programme s'est déroulé sur 2011 et 2012 et environ 12 millions de couronnes suédoises ont été déboursés à ce jour.

## **9. Contact**

*Leif Waller, Programme Lead Partner KPMG, [leif.waller@kpmg.se](mailto:leif.waller@kpmg.se)*  
*François Bonnevie, Programme Manager KPMG, [francois-xavier.bonnevie@kpmg.se](mailto:francois-xavier.bonnevie@kpmg.se)*  
KPMG AB  
P O Box 16106  
SE-103 23 Stockholm  
Suède  
Tél.: (+46) 8 723-9100  
Courriel: [financial.training@kpmg.se](mailto:financial.training@kpmg.se)  
Site Web: [www.kpmg.se](http://www.kpmg.se)



**NOM DU PROGRAMME/DE L'INCITATION: Programme de formation international aux sélections végétales et à la production de semences (PBSP)**

**1. Description**

96. Les cinq programmes de formation organisés chaque année entre 2007 et 2011 ont pour objectif général d'améliorer les connaissances des participants sur le fonctionnement d'une chaîne intégrée de production de semences, depuis la sélection végétale jusqu'à la production, la transformation et la commercialisation des semences. Il s'agit de motiver les participants et de leur donner des outils pour amorcer un processus de changement dans le domaine de la sélection végétale moderne et de la commercialisation des semences. Le programme s'adresse à des personnes qui travaillent dans le secteur de l'agriculture et des semences dans les pays en développement.

**2. Pays bénéficiaire(s)**

97. Tous les pays en développement peuvent participer au programme. Cependant, la participation des PMA a augmenté et a représenté près de la moitié des participants en 2009-2011 (Bangladesh, Cambodge, RDP lao, Mozambique, Myanmar, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Timor-Leste et Zambie).

**3. Objectif(s) et type(s) d'incitations**

*Objectif 1: Encourager la réalisation de projets portant, par exemple, sur l'investissement direct, la concession de licences, le franchisage, la sous-traitance, etc.  
Aide aux entreprises nationales pour identifier les partenaires potentiels (conseils)*

*Objectif 2: Améliorer l'accès aux techniques et procédés industriels existants  
Accès à des sources d'information légales et technologiques  
Formation aux techniques les plus récentes*

*Objectif 4: Assurer une formation en gestion des technologies et en méthodes de production*

*Objectif 5: Renforcer les capacités*

*Objectif 6: Encourager le commerce de biens technologiques*

**4. Entreprises ou institutions admissibles**

98. Personnes travaillant dans le secteur de l'agriculture et la production de semences dans les pays en développement.

**5. Type de technologie transférée**

99. Connaissance de l'industrie moderne des sélections végétales et des semences, gestion organisationnelle et technologie moderne de la chaîne complète depuis la sélection végétale jusqu'à la commercialisation en passant par le contrôle.

**6. Fonctionnement pratique**

100. Le programme comprend des conférences, des travaux en groupes et individuels, des visites d'études et des études sur le terrain. La réalisation de travaux et la communication sont des éléments constants du programme et l'accent est mis sur une participation active et sur les possibilités d'application dans les pays des participants.

101. À l'issue de la formation, les participants posséderont une meilleure connaissance des sélections végétales et de la biotechnologie agricole, connaîtront bien les procédés de production et de transformation des semences, y compris le traitement et l'entreposage, auront une meilleure connaissance du développement d'entreprises et de la commercialisation, et auront établi des contacts avec des organisations ou entreprises suédoises.

## **7. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

102. Tous les participants rédigent des analyses de situation décrivant la situation actuelle de la sélection végétale et de la production des semences dans leur pays d'origine. Sur la base de ces analyses, ils conçoivent des "projets de changement" – qui sont un résultat majeur du programme de formation. Tous les participants bénéficient des services d'un mentor qui les conseille pendant la mise en œuvre des projets de changement. Le programme permet donc le transfert de connaissances vers les pays en développement concernés et crée des réseaux internationaux de professionnels dans le secteur qui facilitent les futurs transferts de technologie.

103. Par exemple, l'un des projets de changement des participants a abouti à la formation de 120 agriculteurs et étudiants en agriculture ougandais à la production de semences de soja. Leur première récolte s'est élevée à 2 500 tonnes de semences de haute qualité qui ont été en partie vendues à des entreprises privées et en partie utilisées dans leurs propres exploitations.

## **8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/sur le nombre de projets soutenus**

104. Le programme a été organisé pendant cinq années consécutives (2007, 2008, 2009, 2010 et 2011). Cent trente-deux participants ont suivi le cursus.

105. Le budget alloué est de 25 millions de couronnes suédoises au total, soit 200 000 couronnes suédoises par participant.

## **9. Contact**

Svalöf Consulting AB  
Onsjövägen 19  
SE-268 31 Svalöv  
Suède  
Tél.: (+46) 41 866-5122  
Courriel: [marie.hardfors@svalofconsulting.com](mailto:marie.hardfors@svalofconsulting.com)  
Site Web: [www.svalofconsulting.com](http://www.svalofconsulting.com)

## **NOM DU PROGRAMME/DE L'INCITATION: DemoEnvironnement**

### **1. Description**

106. L'Agence suédoise pour la croissance économique et régionale est chargée par l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (Sida) de mettre en œuvre le programme DemoEnvironnement. L'objectif est de soutenir les efforts en matière de technologie environnementale pour assurer un développement urbain durable et utiliser l'énergie renouvelable dans les pays en développement.

107. DemoEnvironnement fournit une aide sous forme de dons pour apporter des solutions modernes en technologies environnementales dans les domaines du développement urbain durable et de l'énergie renouvelable. DemoEnvironnement offre aux pays bénéficiaires la possibilité de tester des

solutions modernes liées aux technologies environnementales et permet aux petites et moyennes entreprises suédoises de démontrer leur savoir et leurs produits. L'approbation des projets repose notamment sur la capacité du bénéficiaire/de l'acheteur de s'adapter à la nouvelle technologie et de l'absorber.

## **2. Pays bénéficiaire(s)**

108. DemoEnvironment apporte un soutien financier pour le transfert de technologie vers les pays en développement en général, y compris les PMA. Les pays bénéficiaires ont été la Chine, le Viet Nam, l'Inde, l'Indonésie, la République d'Afrique du Sud, la Namibie et le Botswana.

## **3. Objectif(s) et type(s) d'incitations**

*Objectif général:* Le nouveau Programme DemoEnvironment a pour objectif général d'encourager une croissance durable et de renforcer le secteur des entreprises dans le domaine des technologies environnementales pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations pauvres dans les sept pays susmentionnés.

*Objectif 1:* Les partenaires des pays partenaires auront la possibilité de tester et d'accroître leurs connaissances concernant la nouvelle technologie environnementale.

*Objectif 2:* Établir des relations durables à long terme entre les acteurs dans le domaine des technologies environnementales en Suède et dans les sept pays partenaires.

## **4. Entreprises ou institutions admissibles**

Sont visées les petites et moyennes entreprises qui mettent en place une coopération commerciale durable avec une entreprise d'un pays en développement.

## **5. Type de technologie transférée**

109. Technologie éprouvée et moderne, respectueuse de l'environnement et solutions technologiques jamais utilisées auparavant dans le pays hôte.

## **6. Fonctionnement pratique**

110. Le programme DemoEnvironment a pour but de donner aux pays partenaires en développement la possibilité d'utiliser des solutions technologiques éprouvées et modernes, respectueuses de l'environnement, qui sont nouvelles pour eux. Deux types de dons sont accordés en 2012.

111. Premièrement, un requérant peut demander l'octroi d'un don pour la planification en vue de l'obtention à long terme de nouvelles technologies environnementales. Le montant maximum du don est dans ce cas de 284 000 couronnes suédoises.

112. Deuxièmement, un requérant peut demander qu'un don lui soit octroyé pour un projet de démonstration en vue de l'achat et de la démonstration d'une technologie moderne éprouvée, respectueuse de l'environnement et jamais utilisée auparavant dans le pays concerné. Le montant de ce type de don varie entre 500 000 couronnes suédoises et 1,8 million de couronnes suédoises. Le projet devrait contribuer au développement urbain ou rural durable dans les secteurs de l'environnement. C'est l'acheteur qui demande le don et qui est également responsable de la gestion et du financement du projet.

## **7. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

113. En 2012, il s'agit, entre autres choses, d'un projet de démonstration relatif à la qualité de l'air et à l'énergie renouvelable en Mongolie-Intérieure, Chine; d'un projet concernant la gestion des déchets et l'énergie renouvelable en Namibie et en Indonésie; d'un don pour la planification dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement en Afrique du Sud.

114. Au total, 12 dons ont été approuvés pour des projets de planification, et 9 pour des projets de démonstration.

## **8. Statistiques sur l'utilisation de l'incitation/sur le nombre de projets soutenus**

115. Globalement, la valeur totale des dons accordés par l'Agence suédoise pour la croissance économique et régionale aux 7 pays visés en 2012 est de 3 247 430 couronnes suédoises pour des projets de planification et de 11 182 600 couronnes suédoises pour des projets de démonstration.

## **9. Contact**

Tillväxtverket  
P O Box 4044  
102 61 Stockholm  
Tél.: (+46) 8 681-9125  
Courriel: [stefan.berry@tillvaxtverket.se](mailto:stefan.berry@tillvaxtverket.se)  
Site Web: [www.tillvaxtverket.se](http://www.tillvaxtverket.se)

<b>ÉTAT MEMBRE DE L'UE: ROYAUME-UNI</b>
---

**NOM DU PROGRAMME: English in Action (EIA) (Anglais en action), Bangladesh**

**1. Description**

116. Le programme Anglais en action (EIA) est un programme d'enseignement de l'anglais d'une durée de neuf ans, mis en œuvre grâce à un partenariat entre le gouvernement britannique et le gouvernement bangladais. L'EIA a pour but de favoriser la croissance économique du Bangladesh, la maîtrise de la langue anglaise devant permettre un meilleur accès à l'économie mondiale. L'EIA, qui devrait concerner au total 25 millions d'élèves du primaire et du secondaire et d'adultes, utilise de façon originale les techniques d'apprentissage de la langue comme moyen de communication, ainsi que les technologies de l'information et de la communication (TIC), les manuels et le matériel didactique. Pour améliorer la qualité de l'enseignement dans les écoles, l'EIA combine les méthodes existantes à de nouvelles méthodes, y compris les technologies audio et mobile interactives. Les enseignants reçoivent du matériel didactique (y compris numérique), une formation et un soutien continu qui sont entièrement adaptés au programme d'études en vigueur au Bangladesh. En outre, les adultes et les communautés peuvent aussi participer au programme via la téléphonie mobile, la télévision et Internet. Le but de ces activités est d'accroître la motivation des adultes et de faciliter leur accès au matériel didactique, et de réduire les obstacles à l'apprentissage de l'anglais. Des millions de personnes au Bangladesh ont déjà eu accès aux ressources d'apprentissage de la langue anglaise grâce aux médias.

**2. Pays bénéficiaires**

Bangladesh

**3. Objectif(s) et type(s) d'incitations**

- assurer une formation en technologie, gestion et méthodes de production;
- plus indirectement, améliorer la capacité d'absorption des PMA (renforcement des capacités).

**4. Entreprises ou institutions admissibles**

- écoles primaires et secondaires du pays ainsi que le grand public grâce à l'utilisation des médias;
- les partenaires institutionnels sont le Ministère de l'enseignement primaire et de l'éducation de masse, et le Ministère de l'éducation du gouvernement bangladais.

**5. Type de technologie transférée**

117. Technologies audio et mobiles

**6. Fonctionnement pratique**

*Technologie dans les écoles*

118. L'EIA utilise des approches économiques recourant aux TIC pour améliorer le plus possible l'enseignement et l'apprentissage de l'anglais. En particulier, l'EIA se concentre sur la fourniture

d'appareils portables pour présenter dans les salles de classe du primaire et du secondaire de l'ensemble du Bangladesh de bons exemples de l'anglais parlé tout en favorisant une approche plus participative de l'apprentissage. La technologie ne remplace pas l'enseignant, mais la formation et le soutien offerts dans le cadre de l'EIA permettent aux enseignants d'utiliser la technologie dans leurs salles de classe et de changer leurs méthodes d'enseignement. Des travaux de recherche indépendants ont montré que les interventions de l'EIA avaient non seulement entraîné en une courte période un changement radical des méthodes utilisées dans les salles de classe, mais avaient également élevé les niveaux de maîtrise de la langue anglaise tant des enseignants que des étudiants.

119. Il faut bien noter que l'EIA n'est pas un projet de technologie. Du point de vue scolaire, l'EIA est un projet de transformation de l'enseignement qui utilise la technologie comme un outil. Cependant, l'utilisation des techniques audio dans les salles de classe et des techniques vidéo pour le perfectionnement professionnel des enseignants, par l'intermédiaire de téléphones portables et de haut-parleurs, a été très utile pour induire les changements actuels dans les salles de classe. Le caractère interactif des méthodes et du matériel didactique recourant à des techniques audio s'est avéré extrêmement efficace pour toucher un grand nombre d'enfants et modifier la façon dont l'anglais est enseigné et appris. Après une brève formation et grâce à un soutien continu, les enseignants n'ont guère de difficultés à utiliser la technologie et à intégrer activement les techniques audio dans leurs méthodes d'enseignement en classe. Les appareils portables utilisés ne doivent pas être en permanence reliés à une source d'électricité – ils peuvent être rechargés à un endroit et être utilisés à un autre. Ce sont des appareils portables qui s'intègrent aisément dans l'environnement existant des salles de classe et qu'il est relativement facile de ranger en toute sécurité.

#### *Technologie pour le grand public*

120. L'EIA utilise la télévision, les téléphones mobiles et Internet pour fournir du matériel didactique aux adultes et réduire les obstacles à l'apprentissage de la langue anglaise. Ainsi, l'EIA a introduit un service, BBC Janala ([www.bbcjanala.com](http://www.bbcjanala.com)), qui cherche à modifier les méthodes d'apprentissage d'une langue au moyen de la technologie. Un service d'aide par téléphonie mobile a été mis en place et permet aux participants qui composent simplement le numéro 3000 de suivre des leçons allant des rudiments de l'anglais pour débutants aux techniques de narration pour niveau avancé. La télévision permet à l'EIA de toucher des millions de Bangladais ordinaires qui maîtrisent mal l'anglais mais sont très désireux de l'apprendre. Les téléspectateurs apprennent une série de dialogues et de mots essentiels de la vie quotidienne, ce qui leur donne les éléments de base pour parler anglais. La BBC a produit une émission pour les jeunes, une fiction et un programme d'aide linguistique, qui sont tous diffusés aux heures de grande écoute sur les chaînes télévisées nationales. Ceux qui utilisent assidûment l'ensemble des moyens pédagogiques mis à disposition via la télévision, la téléphonie mobile, les documents imprimés et le Web ont la possibilité d'améliorer considérablement leur niveau d'anglais.

121. À ce jour, plus de 27 millions de personnes ont eu accès aux produits de l'EIA diffusés dans les médias.

#### **7. Exemples de projets en cours/mis en œuvre**

122. Voir ci-dessus.

## 8. Contact

English in Action (EIA)  
House 1, Road 80  
Gulshan-2, Dhaka 1212  
Bangladesh  
Tél.: +88 (02) 882 2161, +88 (02) 882 2234  
Fax: +88 (02) 882 2663  
Courriel: [info@eiabd.com](mailto:info@eiabd.com)  
Site Web: <http://www.eiabd.com>

### NOM DU PROGRAMME: Business Call to Action (BCtA)

#### 1. Description

123. Le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) collaborent à l'établissement d'objectifs de développement mondial à atteindre d'ici à 2015, appelés Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le programme Business Call to Action incite les entreprises à lancer des initiatives concrètes qui font appel à leurs activités et à leurs compétences essentielles d'une manière évolutive et modulable pour stimuler la croissance et la création de richesses afin de contribuer à la réalisation des OMD. Il s'agit d'émettre des idées d'activités commerciales qui, en même temps, soient viables sur le plan commercial et aident à réaliser les OMD.

124. Le Royaume-Uni souhaite faire appel au secteur privé pour qu'il contribue à la réalisation des OMD. Il demande aux entreprises de mettre leurs talents au service de la création d'entreprises et d'emplois dans les nouvelles économies afin de permettre l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs pour l'avenir.

125. Les entreprises sont un moteur de la croissance et du développement et sont susceptibles d'avoir des incidences considérables sur l'amélioration des conditions de vie des personnes vivant dans les pays en développement, en augmentant l'investissement, en créant des emplois et en développant les compétences, ainsi qu'en mettant au point des produits, des technologies et des innovations qui permettront d'améliorer les conditions de vie.

126. Le Royaume-Uni verse aussi au PNUD 920 000 livres sterling pour l'établissement à New York du Secrétariat du programme Business Call to Action.

#### 2. Pays bénéficiaires

127. Des engagements ont été pris en faveur de l'Inde et de l'Afrique subsaharienne, y compris la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Kenya, le Cameroun, le Nigéria, l'Ouganda et le Burkina Faso.

#### 3. Objectif(s) et type d'incitations

128. Les initiatives prises dans le cadre du programme Business Call to Action pourraient permettre d'atteindre un ou plusieurs des objectifs suivants:

- **créer des possibilités d'emploi importantes et nouvelles** dans les pays en développement;

- **améliorer la qualité des chaînes d'approvisionnement** en aidant les entreprises locales à se diversifier et/ou à devenir compétitives au niveau international;
- **intégrer des innovations et/ou des technologies** qui permettent plus facilement aux personnes physiques et aux entreprises de mener des activités commerciales.

#### **4. Entreprises ou institutions admissibles**

129. Les entreprises privées résolues à créer de la valeur pour des communautés en répondant aux besoins de développement locaux dans le cadre de leurs activités commerciales fondamentales peuvent participer au programme BCtA.

#### **5. Type de technologie transférée**

- technologie, conseils et information dans le secteur agricole;
- services financiers;
- systèmes d'information publics;
- développement de qualifications et suivi d'activités dans le domaine des technologies de l'information;
- soutien financier et technique.

#### **6. Fonctionnement pratique**

130. Il est évident que les entreprises offrent la possibilité de générer des avantages importants en matière de développement dans les pays en développement. Les initiatives devraient être liées à l'activité fondamentale de l'entreprise tout en pouvant avoir des effets bénéfiques en ce qui concerne le développement. Faire en sorte que l'entreprise adopte une approche nouvelle de l'activité commerciale lui permettant d'accéder à des marchés et d'y fournir des biens ou des services de manière inédite.

#### **7. Exemples de projets en cours**

##### **ASDA – Approvisionnement accru en produits locaux en provenance d'Afrique**

Au cours des cinq prochaines années, ASDA effectuera un approvisionnement supplémentaire en produits frais en provenance d'Afrique d'une valeur au moins égale à 30 millions de livres sterling, ce qui permettra de créer des emplois plus durables avec des partenaires commerciaux en Afrique du Sud, au Kenya, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Burkina Faso.

##### **Cisco – Conseils agricoles aux agriculteurs**

Cisco prévoit de développer, en association avec BT et OneWorld, le service LifeLines qui consiste actuellement en une activité de conseils agricoles visant à améliorer la productivité de 40 000 agriculteurs dans 700 villages indiens. Cisco estime que ce service peut être développé pendant cinq ans pour fournir à 500 000 agriculteurs kényans des renseignements sur les pesticides, les rendements des récoltes, les techniques d'élevage et les débouchés commerciaux.



## **Cadbury – Productivité accrue de l'agriculture au Ghana**

Cadbury améliorera la productivité et les revenus de plus de 1 million de producteurs de cacao au cours des dix prochaines années. Le projet visera initialement 100 communautés produisant du cacao au Ghana, soit 80 000 personnes, et il prévoit l'investissement de 30 millions de livres sterling pendant les dix prochaines années. La productivité des agriculteurs doit normalement augmenter, de ce fait, de 20% les cinq premières années et de 100% d'ici à la dixième année.

### **8. Contact**

#### **BCtA Secretariat**

UNDP Private Sector Division

One UN Plaza DC1

New York, USA

Courriel: [secretariat@bcta-initiative.org](mailto:secretariat@bcta-initiative.org)

## **NOM DU PROGRAMME: Technology Programme for Branchless Banking (Programme de technologies pour les services bancaires sans agences)**

### **1. Description**

131. Le DFID promeut les services bancaires sans agences afin de tirer parti du potentiel offert par les nouvelles technologies telles que la banque mobile, qui ont permis aux populations pauvres d'avoir accès à des services financiers à un prix abordable sans avoir à parcourir de longues distances pour se rendre jusqu'à une agence bancaire. On estime qu'un milliard de personnes disposant d'un téléphone mobile ne possèdent pas de compte bancaire. Le programme de technologies pour les services bancaires sans agences, soutenu par le DFID, la Fondation Gates et le Groupe consultatif d'assistance aux populations pauvres (CGAP), testera et développera les systèmes de services bancaires sans agences en Asie, en Afrique et en Amérique latine pour élargir l'accès des populations pauvres aux services d'épargne, de paiements, de crédit, d'assurance et de virement à un prix abordable. Reconnaissant qu'il s'agit là d'un modèle relativement nouveau de fourniture des services financiers, le DFID soutient une approche de la politique et de la réglementation fondée sur les risques qui permette de réaliser le potentiel offert par les nouvelles technologies.

### **2. Pays bénéficiaires**

132. À ce jour, grâce au programme:

- **17 millions de personnes pauvres** (dans 16 pays\* d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes) ont accès à ces services dans le cadre de 25 projets réalisés pour la plupart dans des pays prioritaires définis par le DFID.
- Eu égard à la part du coût total du programme assumée par le DFID, **l'accès de 11 millions de ces personnes est imputable au DFID.**

*\*(Bangladesh, Pakistan, Inde, Afghanistan, Philippines, Mongolie, Ghana, Kenya, Sénégal, Ouganda, Mali, Afrique du Sud, Brésil, Mexique, Colombie et Haïti)*

### **3. Objectif(s) et type d'incitations**

133. Le DFID apporte au Groupe consultatif d'assistance aux populations pauvres (CGAP) un soutien à hauteur d'un montant de 26,4 millions de dollars EU. Le programme de technologies est conçu pour permettre à au moins 30 millions de personnes pauvres d'accéder à une large gamme de services financiers tels que les paiements, l'épargne, les prêts et l'assurance. L'accès à ces services permet aux consommateurs d'acquérir des actifs productifs, d'investir dans les domaines de la santé et de l'éducation et de faire d'autres achats pour enrichir leur existence.

### **4. Entreprises ou institutions admissibles**

134. Le soutien est apporté dans le cadre d'un programme de la Banque mondiale – voir plus haut.

### **5. Type de technologie transférée**

135. Le développement des technologies de l'information et des communications permet à des populations de bénéficier de services financiers à un prix abordable et sans avoir à parcourir de longues distances pour se rendre jusqu'à une agence bancaire. La technologie – et en particulier l'accès facile au téléphone mobile – permet aux banques de mettre à disposition en toute sécurité des fonctions de gestion de trésorerie et de services à la clientèle "de proximité", comme les dépôts et les retraits d'espèces par l'intermédiaire de points de vente de détail tels que les commerces de proximité, les stations-service et les bureaux de poste. Ces services sont désignés d'une manière générale sous le nom de "services bancaires sans agences" car ils reposent sur une stratégie de prestation de services financiers sans agences bancaires physiques.

136. Le programme de technologies fournit un soutien au développement des services bancaires sans agences selon le modèle suivant:

- apporter un soutien technique direct et un financement sous la forme de dons de faible montant pour la mise en place de services bancaires sans agences au niveau des sociétés; et
- favoriser l'amélioration de l'environnement favorable par la fourniture d'une assistance technique aux organismes de réglementation et le renforcement des connaissances et pratiques du secteur par la réalisation de recherches et la production de connaissances.

### **6. Fonctionnement pratique**

137. Il est ressorti de la mise en place de nombreux services bancaires sans agences que les clients étaient prêts à adopter le service, que la technologie fonctionnait, que les points de vente étaient aptes et pouvaient être incités à offrir des services de versement et de retrait d'espèces. Le grand défi sera de démontrer que ces mises en place peuvent fonctionner sur une grande échelle.

138. Le programme de technologies fournit un soutien au développement des services bancaires sans agences selon le modèle suivant:

- apporter un soutien technique direct et un financement sous la forme de dons de faible montant pour la mise en place de services bancaires sans agences au niveau des sociétés; et
- favoriser l'amélioration de l'environnement favorable par la fourniture d'une assistance technique aux organismes de réglementation et le renforcement des

connaissances et pratiques du secteur par la réalisation de recherches et la production de connaissances.

## 7. Exemples de projets en cours

Groupe consultatif d'assistance aux populations pauvres (CGAP)

**Programme:** Microfinance

**But:** Développer les services bancaires sans agences et éclairer la pratique du secteur au moyen de la recherche sur la clientèle

**Montant:** 11,4 millions de dollars EU

**Durée:** Quatre ans

**Date de commencement:** Juin 2012

**Lieu:** Afrique de l'Ouest

139. Le CGAP œuvre en vue de bâtir un monde dans lequel les populations pauvres – en particulier les 2,7 milliards de personnes sans compte bancaire – seront considérées comme des clients de valeur par le système financier de leur pays. Il a pour objectif de construire des marchés financiers locaux équitables et efficaces offrant à toutes les personnes pauvres des services financiers de grande qualité, sous une forme pratique et abordable.

140. Avec le soutien de la Fondation, le CGAP développera ses travaux dans deux directions qui sont essentielles pour promouvoir l'inclusion financière: a) le programme d'innovation du CGAP pour les technologies et les modèles d'entreprises et b) la recherche sur la clientèle.

Le programme d'innovation du CGAP pour les technologies et les modèles d'entreprises a pour but d'offrir des services financiers aux personnes pauvres grâce à l'utilisation novatrice des technologies. Le CGAP étendra ses activités en Afrique de l'Ouest, avec pour objectif d'offrir des services à 1 million de clients en quatre ans. Il entend aussi intensifier l'innovation en matière de conception des produits pour les services bancaires sans agences.

141. Grâce au flux de travaux engendré par la recherche sur la clientèle, le CGAP identifiera les questions prioritaires pour la recherche qui permettront d'obtenir des produits plus efficaces répondant aux besoins des populations pauvres, et y donnera suite. Il collaborera avec le secteur afin d'identifier les questions prioritaires concernant la clientèle et d'apporter des réponses. Il assurera la gestion d'un fonds de recherche sur la concurrence et invitera des chercheurs de premier plan à répondre à des questions pratiques concernant l'impact sur la clientèle, les préférences et le comportement des clients.

142. Impact attendu:

- les services bancaires sans agences réduisent de façon spectaculaire le coût de la fourniture des services financiers;
- innovation en matière de conception des produits pour les services bancaires sans agences;
- recherche sur la clientèle aidant le secteur à adopter une pratique davantage centrée sur le client et à offrir de nouvelles voies de croissance.

## 8. Contact

Mahesh Mishra, Investment and Finance Team, Private Sector Department, DFID

Tél.: 020 7023 1637

Courriel: [m-mishra@dfid.gov.uk](mailto:m-mishra@dfid.gov.uk)

ou

Derek Longley, Investment and Finance Team, Private Sector Department, DFID

Tél.: 020 7023 0427

Courriel: [d-longley@dfid.gov.uk](mailto:d-longley@dfid.gov.uk)

Site Web: <http://www.cgap.org/p/site/c/tech>  
<http://www.gatesfoundation.org/Pages/home.aspx>  
<http://mastercardfdn.org>

## **NOM DU PROGRAMME: Development Partnerships in Higher Education (DePHE) (Partenariats de développement dans l'enseignement supérieur)**

### 1. Description

143. Le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID) investit jusqu'à 3 millions de livres sterling par an dans le programme DePHE, en vigueur de juin 2006 à mars 2013. Le programme fournit un financement à l'appui de partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur (HEI) ayant des activités de collaboration liées aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) de l'Organisation des Nations Unies. DePHE est administré par le British Council.

144. Le programme DePHE a pour objectif général de permettre aux HEI d'avoir une fonction de catalyseurs de la réduction de la pauvreté et du développement durable. À cet effet, DePHE développe et renforce les capacités des HEI de contribuer aux OMD et promeut les connaissances et les compétences liées à la science et à la technologie. Il est prévu qu'environ 200 partenariats seront financés pendant la durée du programme.

145. La définition des HEI qui a été adoptée est large. Elle inclut les universités, les facultés, les instituts de recherche et les institutions médicales.

### 2. Pays bénéficiaire(s)

Afrique: Éthiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Soudan, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

Asie: Afghanistan, Bangladesh, Cambodge, Inde, Népal, Pakistan, Viet Nam et Yémen.

### 3. Objectif(s) et type(s) d'incitations

Objectif 5: Améliorer la capacité d'absorption des PMA (renforcement des capacités).

### 4. Entreprises ou institutions admissibles

146. Établissements d'enseignement supérieur des pays bénéficiaires, en partenariat avec un HEI d'un autre pays (non limité au Royaume-Uni).

## 5. Type de technologie transféré

Diverses.

## 6. Fonctionnement pratique

147. Des partenariats peuvent être conclus non seulement avec des institutions britanniques mais aussi avec n'importe quel HEI du monde, pourvu que le partenaire principal soit un HEI situé dans un des pays visés. Tous les partenariats doivent concerner au moins deux pays, sans que la participation du Royaume-Uni soit obligatoire. Les projets de partenariat entre d'autres pays visés et des pays non visés du Sud sont particulièrement encouragés.

148. Le partenaire principal établi dans un des pays visés choisit l'institution avec laquelle il veut collaborer et les modalités du partenariat. L'équipe responsable du HEI principal doit rédiger la proposition conjointement avec les partenaires appropriés en fonction des besoins locaux. Les partenaires doivent faire en sorte que l'initiative soit locale et déterminée par les besoins de développement du ou des pays visés.

149. Les propositions concernent normalement un large éventail de sujets, y compris la recherche scientifique et technologique, un accent particulier étant mis sur les questions locales, la santé, l'enseignement, l'égalité des sexes, les infrastructures, l'eau, la pêche, l'agriculture et les technologies de l'information et de la communication. Les propositions portant sur n'importe quel domaine seront prises en considération à condition que les candidats puissent clairement démontrer que la réalisation de leur projet entraînera le renforcement des capacités du HEI et aura des incidences plus larges en termes de réduction de la pauvreté et de promotion du développement durable. Tous les projets devraient démontrer qu'ils ont pour objectif fondamental la réalisation des OMD.

150. Un financement sera accordé pendant trois ans au maximum et son montant annuel devrait varier de 15 000 livres sterling pour un projet bilatéral à un maximum de 50 000 livres sterling pour un projet complexe à plus grande échelle auquel participent un certain nombre d'institutions ou de pays. Le programme fournit un financement initial couvrant principalement les frais de voyage et les indemnités de subsistance pour faciliter les recherches conjointes, de nouveaux cours, l'établissement de réseaux et l'échange d'idées, des ateliers, le perfectionnement professionnel, l'amélioration de la formation des enseignants et des professionnels de la santé, et l'élaboration des politiques.

151. Tous les partenariats devraient être complètement viables au terme du financement au titre du DelPHE.

## 8. Contact

Development Partnerships in Higher Education  
British Council  
Bridgewater House  
58 Whitworth Street  
Manchester M1 6BB  
Tél.: +44 (0) 161 957 7671  
Fax: +44 (0) 161 957 7561  
E-mail: [delphe@britishcouncil.org](mailto:delphe@britishcouncil.org)

**NOM DU PROGRAMME: Africa Enterprise Challenge Fund (Fonds d'appui africain pour le développement de l'entreprise)**

**1. Description**

152. Le Département pour le développement international du Royaume-Uni participe au financement du Fonds d'appui africain pour le développement de l'entreprise (AECF), fonds doté de 180 millions de dollars qui soutient les entreprises exerçant des activités dans l'agro-industrie en Afrique subsaharienne. Lancé en 2008, l'AECF organise des sélections ouvertes aux entreprises qui ont des idées d'activités novatrices susceptibles d'être commercialisées et de donner de bons résultats en matière de développement. Il exige deux types de sélections: celles qui concernent l'agro-industrie dans toute l'Afrique et celles qui portent sur une question ou une zone géographique spécifique, comme l'énergie renouvelable et l'adaptation aux changements climatiques, l'après-conflit, la Tanzanie et le Soudan du Sud. Le Fonds est hébergé par l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) et soutenu par un certain nombre de donateurs, y compris le DFID.

**2. Pays bénéficiaires**

153. Tous les pays de l'Afrique subsaharienne.

**3. Objectif(s) et type d'incitations**

154. Identifier et financer des idées d'activités novatrices dans les secteurs de l'agro-industrie, des services financiers ruraux, de l'énergie renouvelable et des technologies afin d'aider les petits agriculteurs à s'adapter aux changements climatiques. Pour pouvoir bénéficier d'un financement, une initiative devrait être viable sur le plan commercial, avoir un impact positif sur les populations rurales pauvres d'Afrique et permettre d'augmenter le nombre d'emplois et les revenus pour les personnes pauvres, grâce à une baisse des coûts et à une amélioration de la productivité.

**4. Entreprises ou institutions admissibles**

155. Sociétés qui exercent des activités commerciales en Afrique subsaharienne.

**5. Type de technologie transférée**

- technologie agricole;
- services financiers;
- médias et autres services d'information directement liés au secteur agro-industriel et aux services financiers ruraux;
- énergie renouvelable et technologie de l'adaptation aux changements climatiques.

**6. Fonctionnement pratique**

156. Les candidatures sont réservées aux sociétés à but lucratif qui peuvent justifier de comptes vérifiés sur au moins deux ans. L'AECF financera à titre exceptionnel les nouvelles entreprises qui pourront démontrer que leurs investisseurs sont sérieux et qu'elles ont la capacité d'exécuter le projet.

157. Montant minimal du prêt ou de la subvention: 100 000 dollars EU. Montant maximal: 1,5 million de dollars EU.

158. La contribution financière de la société du requérant (en espèces ou en nature) doit au moins égaler celle de l'AECF. L'idée à commercialiser doit être novatrice (nouveau produit, service ou modèle d'entreprise sur un marché existant ou produit, service ou modèle d'entreprise déjà existant sur un marché, dans un pays ou une région géographique ou pour un groupe cible nouveau).

159. Les fonds demandés auprès de l'AECF doivent constituer un complément au budget initial sans lequel le projet ne pourrait pas voir le jour ou aurait une portée ou une envergure moindre.

160. L'idée à commercialiser doit pouvoir être viable sur le plan commercial de sorte que les avantages puissent durer une fois que le soutien de l'AECF aura pris fin.

161. L'idéal serait que tous les projets choisis par l'AECF contribuent à un changement systémique du mode opératoire des marchés dans lesquels les projets ou les innovations verront le jour. Le but est de mettre en place des mécanismes de marché favorisant les populations pauvres rurales plutôt que d'aider une seule entreprise à accroître son chiffre d'affaires.

162. L'idée à commercialiser/le projet devra bénéficier à un grand nombre d'individus des régions rurales et permettre une augmentation de l'emploi et des revenus, une baisse des coûts et/ou une amélioration de la productivité.

## **7. Exemples de projets en cours**

163. L'AECF en est à sa quatrième année. Depuis juin 2008, 14 sélections ont été organisées. Le financement de 88 initiatives commerciales dans 18 pays a été approuvé, ce qui représente un investissement total de 66 millions de dollars EU. Ces 88 initiatives ont fait l'objet d'un engagement supplémentaire de 160 millions de dollars EU.

## **8. Contact**

Africa Enterprise Challenge Fund  
4<sup>th</sup> Floor, Office Suite 4D  
K-Rep Centre  
Wood Avenue  
Kilimani  
Nairobi  
Kenya  
Tél.: +254 20 239 73 94  
Fax: +254 20 239 73 95  
Courriel: [projects@aecfafrica.org](mailto:projects@aecfafrica.org)

## **NOM DU PROGRAMME: Business Innovation Facility (BIF) (Mécanisme pour l'innovation des entreprises)**

### **1. Description**

164. Le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID) soutient le Business Innovation Facility (BIF), programme pilote de trois ans qui sera appliqué jusqu'en juin 2013 dans cinq pays: Bangladesh, Inde, Malawi, Nigéria et Zambie.

165. Le BIF est un programme doté de 7 millions de livres sterling qui soutient les entreprises qui développent et mettent en œuvre des activités inclusives. Une activité inclusive est une activité de base rémunératrice qui multiplie par ailleurs les possibilités offertes aux individus situés à la base de

la pyramide: producteurs, fournisseurs, employés, distributeurs ou consommateurs de biens et services de prix abordable.

166. Le BIF propose une approche créative pour soutenir les entreprises. Le soutien est apporté sous la forme de conseils et d'assistance technique, proposés par un réseau d'experts internationaux possédant une bonne connaissance et une bonne compréhension du terrain. Le mécanisme accompagne des sociétés implantées dans les pays en leur fournissant une aide pratique directe depuis la mise en route du projet jusqu'à ce que les experts aient apporté leurs contributions et que des résultats aient été obtenus.

## **2. Pays bénéficiaire(s)**

167. Le BIF opère dans trois PMA: Bangladesh, Malawi et Zambie.

## **3. Objectif(s) et type d'incitations**

- **créer de nouvelles possibilités d'emploi** dans les pays en développement;
- **améliorer la qualité des chaînes d'approvisionnement** en aidant les entreprises locales à se diversifier et/ou à devenir plus compétitives;
- **intégrer des innovations et/ou des technologies** qui permettent plus facilement aux personnes physiques et aux entreprises de mener des activités commerciales.

## **4. Entreprises ou institutions admissibles**

168. Les entreprises privées qui s'engagent à créer des possibilités pour des individus situés à la base de la pyramide: producteurs, fournisseurs, employés, distributeurs ou consommateurs de biens et services d'un prix abordable.

## **5. Type de technologie transférée**

- technologie, conseils et information dans le secteur agricole;
- services de soutien aux entreprises;
- solutions reposant sur les technologies de l'information; et
- solutions intelligentes sur le plan du climat.

## **6. Fonctionnement pratique**

169. Les initiatives devraient être innovantes et pilotées par le secteur privé. Les projets devraient avoir une bonne chance de réussite commerciale et être susceptibles d'avoir un impact significatif en matière de développement. Les entreprises participantes s'engagent à partager leurs expériences et les leçons qu'elles tirent.

## **7. Exemples de projets en cours**

### **iSchool (Zambie)**

170. iSchool offre l'équipement, le matériel pédagogique, la connectivité et la formation des professeurs à des écoles qui se concentrent sur l'apprentissage par investigation. Les enfants des familles à faible revenu ont accès à une meilleure éducation. Le BIF aide iSchool à définir un modèle d'entreprise durable et modulable afin de proposer des services sur une base commerciale, en établissant le modèle de revenus optimal.



### **Malawi Mangoes (Malawi)**

171. Malawi Mangoes prévoit d'installer la première usine de transformation de fruits à grande échelle au Malawi. L'usine, alimentée par l'énergie solaire et la biomasse/le biogaz, permettra de transformer en concentré et en purée des fruits provenant à la fois de petites exploitations agricoles et de ses propres plantations certifiées par Rainforest Alliance. La société se propose de créer plus de 1 000 emplois dans l'agriculture et sur le site de son usine de transformation.

### **Magasins Agora (Bangladesh)**

172. Agora est une chaîne de points de vente au détail qui se développe au Bangladesh et est dirigée par Rahimafrooz Superstores Ltd. La société a pour ambition, à mesure qu'elle s'agrandira, de renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises fournissant des produits frais et de mettre en place des chaînes d'approvisionnement et des relations commerciales solides. Les produits de nombre de ces fournisseurs proviennent de certaines des régions les plus pauvres du Bangladesh.

## **8. Contact**

Courriel: [info@businessinnovationfacility.org](mailto:info@businessinnovationfacility.org)  
Site Web: <http://www.businessinnovationfacility.org>

## **NOM DU PROGRAMME: Mise en œuvre du Système douanier automatisé SYDONIA en Sierra Leone**

### **1. Description**

173. Dans le cadre d'un programme de soutien plus large à l'intention de l'Administration fiscale de la Sierra Leone (NRA), le Département pour le développement international du Royaume-Uni a fourni à la Sierra Leone, de 2008 jusqu'à février 2012, un soutien en vue de l'introduction d'un système moderne de traitement informatisé des données (SYDONIA ++ ) dans le processus de dédouanement.

174. L'objectif global de SYDONIA en matière de développement est d'améliorer les finances publiques et de renforcer l'économie de la Sierra Leone, en augmentant l'efficacité dans l'environnement commercial international, grâce à l'introduction d'un système d'information douanière harmonisé et intégré compatible avec les normes internationales et régionales (CEDEAO) pour les importations, les exportations et le transit en Sierra Leone.

### **2. Pays bénéficiaire(s)**

Sierra Leone

### **3. Objectif(s) et type d'incitations**

175. Améliorer l'efficacité du recouvrement des recettes et leur contrôle grâce à l'installation du système automatisé amélioré de la CNUCED, SYDONIA, pour la production de statistiques douanières et commerciales, ce qui permettra de réduire la charge administrative imposée aux milieux commerciaux et d'accroître l'efficacité du processus de dédouanement.

### **4. Entreprises ou institutions admissibles**

176. Administration fiscale de la Sierra Leone (NRA)

## **5. Type de technologie transférée**

- améliorer l'accès aux techniques disponibles; et
- assurer une formation en gestion des technologies.

## **6. Fonctionnement pratique**

177. Une formation a été dispensée au personnel du Département des douanes de la NRA, qui utilise SYDONIA aux fins du dédouanement au bureau central du Département et dans les bureaux du port de Freetown et de l'aéroport de Lungbi. L'équipe responsable des technologies de l'information a été formée pour mettre à jour les rapports des douanes et modifier les renseignements figurant dans le système, tels que les droits de douane, chaque fois que nécessaire. Les commissionnaires en douane utilisent le système pour enregistrer leurs envois. Le système permet de saisir les informations de gestion concernant les activités et le commerce des importateurs, des exportateurs et de leurs agents.

## **7. Exemples de projets en cours**

n.d.

## **8. Contact**

Alison Batt  
DFID Sierra Leone  
5 Off Spur Road  
Wilberforce  
Freetown  
Sierra Leone

## **NOM DU PROGRAMME: Soutien au cycle électoral 2010-2013 en Sierra Leone**

### **1. Description**

178. Le programme du DFID pour la Sierra Leone a fourni un financement, dans le cadre d'un accord d'appui au cycle électoral 2011-2014 en Sierra Leone par le biais du fonds commun des donateurs pour les élections, géré par le PNUD.

179. La technologie d'inscription des électeurs utilisée en Sierra Leone en 1996-2008 était celle de la numérisation, qui faisait appel à la méthode de reconnaissance optique des marques (OMR) pour la collecte des données et à des lecteurs optiques à haute vitesse pour la saisie des données. La Commission électorale nationale de la Sierra Leone (NEC) a décidé d'adopter un système biométrique actualisable pour les élections de 2012.

180. La solution d'inscription biométrique des électeurs adoptée par la NEC comprend 800 kits d'inscription biométrique des électeurs. Chacun de ces kits est constitué d'un ordinateur portable équipé d'un logiciel biométrique, d'un lecteur d'empreintes digitales et d'une caméra Web avec éclairage intégré. Ce système permet à la NEC de faire des photographies de face et de prendre des empreintes digitales pour l'enregistrement biométrique.

### **2. Pays bénéficiaire(s)**

Sierra Leone

### **3. Objectif(s) et type d'incitations**

- Le système permet d'établir des listes électorales permanentes qui peuvent être actualisées et utilisées pour les élections futures.
- Les listes électorales permanentes réduisent le coût des inscriptions futures.
- Exactitude plus grande de la saisie des données.
- Grâce à la photographie et au relevé des empreintes digitales uniques de chaque électeur, l'analyse biométrique des données d'inscription est facilitée pour les inscriptions multiples (double).
- La tentation du double vote est découragée et, si l'électeur est surpris à essayer de voter deux fois, des poursuites pénales peuvent être engagées.
- Le remplacement des cartes électorales perdues devient simple.
- Production de photographies numériques de grande qualité et de cartes d'électeurs non susceptibles d'être falsifiées.
- Production d'une liste électorale définitive exacte, actualisée et valide avec la photographie de tous les électeurs inscrits.

### **4. Entreprises ou institutions admissibles**

181. Commission électorale nationale (NEC) de la Sierra Leone

### **5. Type de technologie transférée**

- améliorer l'accès aux techniques disponibles; et
- assurer une formation en gestion des technologies (1 600 personnes ont bénéficié d'une formation aux mécanismes d'inscription).

### **6. Fonctionnement pratique**

182. Fonctionnement du système biométrique:

- la NEC estime que la possibilité d'inscriptions multiples est ramenée à 0,01%;
- le système biométrique élimine la possibilité d'inscriptions fantômes dans la mesure où les électeurs doivent être présents physiquement pour participer au processus;
- de nouveaux électeurs peuvent être inscrits sur les listes lorsque c'est nécessaire;
- les électeurs pourront modifier les informations les concernant et effectuer un transfert dans d'autres circonscriptions électorales;
- la liste électorale peut être facilement actualisée;
- les cartes d'électeurs perdues peuvent être remplacées grâce aux données biométriques figurant dans la base de données.

183. En mars 2012, le personnel ayant reçu une formation a utilisé les kits d'inscription biométrique des électeurs pour les opérations d'inscription de mars 2012. Les données ont ensuite été vérifiées, les cartes électorales imprimées et adressées aux électeurs en juillet 2012. Le système sera utilisé pour l'enregistrement des votes du scrutin de novembre 2012.

**7. Exemples de projets en cours**

184. Élections de 2012 en Sierra Leone (voir la description ci-dessus).

**8. Contact**

Alison Batt  
DFID Sierra Leone  
5 Off Spur Road  
Wilberforce  
Freetown  
Sierra Leone

---